L'EDITORIAL

L'intégration de l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans l'urbanisme¹

Dans des régions du monde marquées par la crise économique, comme l'Afrique de l'Est et du Sud, la dernière décennie a vu une très forte augmentation de l'espace consacré à la production alimentaire informelle en milieu urbain. Ce phénomène s'est accompagné d'une augmentation sans précédent de l'attention accordée à l'agriculture urbaine². On se rend cependant compte que, dans l'ensemble, il y a eu peu de changements allant dans le sens de la reconnaissance formelle et de l'intégration de l'agriculture urbaine dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire, excepté une réduction des interventions visant à l'interdire ou à la combattre.

Il y a encore des problèmes et des conflits qui entravent l'intégration de l'agriculture dans les plans d'urbanisme. Dans beaucoup de centres urbains, le passage de stratégies prohibitives à des méthodes permissives ou favorables se fait à peine sentir et il n'a, de toutes façons, pas été formalisé. Tout le monde n'a pas les mêmes attitudes et comportements par rapport à l'agriculture urbaine dans une ville donnée et à un moment donné, et les situations conflictuelles restent prédominantes.

Dans ce contexte, il faudrait se poser les questions suivantes:

- Pourquoi l'agriculture urbaine reste t-elle marginale dans le processus de planification urbaine ?
- Quels sont les facteurs qui déterminent l'intégration de l'agriculture urbaine dans les plans d'urbanisme et le développement durable ?
- Quelles sont les actions entreprises ou à entreprendre pour faciliter l'intégration de l'agriculture urbaine dans les plans d'urbanisme dans des contextes différents à travers le monde ?
- Dans les rares cas où le processus d'intégration a été lancé, comment ce processus a-t-il résolu les conflits et les problèmes liés et l'accés à la terre et à son utilisation? Quelles leçons peut-on, éventuellement tirer de ces cas?

Les facteurs déterminants du changement

Le passage d'approches prohibitives à des approches favorables et à l'intégration de l'agriculture urbaine dans la planification et le développement urbain nécessite et dépend de plusieurs facteurs: des changements structurels dans la perception des choses, dans les régimes institutionnels qui régissent et gèrent les villes et dans les valeurs sociales qui soustendent la production et la consommation dans les villes. Les cas abordés dans le présent volume montrent que ces changements structurels ne sont pas suscités en premier lieu par le simple échange d'idées et l'assentimnt verbal des populations. Ces changement structurels, et, par voie de conséquence, l'intégration de l'agriculture dans le développement urbain, découlent en partie d'une certaine crise dans un contexte donné. Cette crise peut être une sécheresse ou une crise économique comme c'est le cas en Afrique du Sud et de l'Est actuellement, des mutations économiques et politiques comme cela se passe en Bulgarie, un manque de confiance dans les pratiques agricoles actuelles comme aux Pays-Bas, des problèmes d'élimination des déchets en Afrique de l'Ouest (cf. UA-Magazine n° 3) ou aux Philippines, ou un problème de sécurité alimentaire.

_

¹ Dans la traduction de ce volume le terme "urbanisme" est considéré commé étant un synonyme de "planification urbaine". Les deux termes seront utilisés indifféremment.

² Bakker et al. 2000, Mbiba 2001

Si nous acceptons cette théorie des crises, nous serons confrontés à la question suivante : "qu'en sera -t-il de l'attention que est accordée à l'agriculture urbaine une fois que la crise sera passéee ?" Si l'on se réfère à ce qui s'est passé en Europe depuis la première guerre mondiale à nos jours, on peut penser que l'activité connaîtra un déclin avec la fin de la crise comme cela avait été le cas avec la pratique de la culture en parcelles dans les pays européens³. Les jardins vont cependant réapparaître pour combler de nouveaux besoins tels que les loisirs et l'éducation⁴ ou être intégrés avec d'autres modes d'utlisation de la terre⁵. L'agriculture urbaine peut perdre la place qu'elle occupe dans les plans d'urbanisme lorsque que les planifacteurs seront interpellés par d'autres situations de crise. De ce fait, même dans les villes européennes où la production alimentaire en milieu urbain occupait naguère une place importante dans les stratégies de survie au niveau national⁶, la plupart des services de planification n'ont pas pris en compte l'agriculture urbaine. Comme l'ont constaté Martin et Madsen⁷ dans le cas de l'Angleterre et du Pays de Galles, les services de planification sont très peu engagés dans les aspects politiques et économiques liées à l'alimentation en milieu urbain et il y a un déclin dans la distribution des parcelles de terre. Dans le contexte capitaliste actuel, marqué par le binôme production-consommation, l'agriculture urbaine, en tant que mode d'utilisation de la terre, sera mise en compétition avec d'autres modes d'utilisation de cette terre dans le même espace urbain (voir le cas de Lusaka en Zambie dans ce même numéro). C'est la force qui prédomine dans cet environnement et il faut comprendre la planification selon ce postulat. Il faut des approches novatrices dans le processus d'urbanisme afin de promouvoir un développement urbain durable et équitable.

L'importance de l'agriculture urbaine pour les autorités locales

Selon Fanstein (1999), la planification est en fait soumise à des intérêts divergents dans une société très inégalitaire. Le processus de planification est porteur des justifications des intérêts des puissants tout en n'accordant qu'une attention symbolique au reste. Les témoignages contenus dans le présent volume renforcent l'image d'une agriculture urbaine marginale vis à vis du système d'urbanisme, sans intérêt pour les responsables urbains, non compétitive par rapport aux autres modes d'utilisation de la terre comme le logement et qui occupe une place secondaire dans les programmes urbains. Les questions généralement posées sont liées à ce que les autorités et les urbanistes peuvent faire pour promouvoir l'agriculture urbaine. Pour avancer, il faudrait cependant poser la question dans le sens inverse, à savoir "qu'est ce que l'agriculture urbaine peut apporter aux villes, aux autorités urbaines et aux urbanistes?" Par exemple, que peut-elle changer au destin d'un conseiller local ou au budget de la ville? De plus, il est important de comprendre les processus de planification, les contraintes et les avantages et la façon dont l'agriculture urbaine peut contribuer à améliorer la situation. Le problème d'insuffisance de budget est souligné dans l'étude de cas de St Petersbourg, entre autres. Les activités agricoles pourraient aussi permettre de surmonter en partie ce problème (cf. l'étude de cas de Trojan en Bulgarie et la proposition de re-développement des banlieues à Toronto au Canada). Les articles démontrent que l'intégration de l'agriculture urbaine dans les processus de planification ne se matérialisera que si elle apporte les réponses les plus pertinentes à toutes ces questions par rapport aux autres options.

La nécessité d'une approche flexible et d'un ciblage différentiel

Les articles inclus dans le présent volume montrent encore que la diversité sur le plan régional et local influe sur le succès de l'intégration de l'agriculture urbaine dans la

³ Howe & White page 11 de ce volume; Mbiba, 1995

⁴ Voir les articles sur Portugal et le Brésil dans le présent volume

⁵ Voir le cas de Delft (Pays-Bas)

⁶ Garnett, 1996

⁷ 1999: 389

planification. Mais il y a plus que cela. Les adeptes de l'agriculture urbaine et péri-urbaine ont tendance à présenter leur activité comme étant une industrie homogène et à s'attendre à ce qu'elle soit acceptée en bloc et intégrée dans les villes. Ceci ne peut correspondre à la réalité. Seule une approche différentielle semble valable et susceptible de permettre l'intégration de l'agriculture urbaine. Il faudrait d'abord la percevoir selon les activités; par exemple la culture par rapport à l'élevage, et encore plus dans le détail, la production de fruits par rapport à celle de légumes et l'élevage de grands animaux par rapport à celui de la volaille etc. Les études de cas et autres articles parus dans les précédents numéros du Magazine Agriculture Urbaine montrent clairement que, pour les autorités, et selon les règlements municipaux, la production agricole, surtout celle de légumes, est favoriséen en milieu urbain. Les autorités urbaines ne vont pas s'engager dans la promotion de l'élevage en pleine ville, quel que soit l'endroit du monde, mais vont plutôt envisager l'élevage, c'est-à dire la présence de volailles, en milieu péri-urbain (voir les exemples de Accra, Hubli-Dharwad, La Havane et Dar-es-Salam⁸).

Il y a, deuxièmement, un besoin de différenciation dans l'espace, c'est à dire de voir la présence d'une activité dans les endroits batis (sur des parcelles), dans des espaces libres (en dehors des parcelles) et dans des endroits plus "ruraux" (espaces péri-urbains). Encore une fois, les autorités urbaines et les urbanistes ont favorisé l'agriculture péri-urbaine et la production de légumes à l'intérieur des villes (sur les parcelles). Ce sont les producteurs qui utilisent les espaces libres en milieu urbain qui connaissent le plus de désagrément. La variété des cas en milieu urbain montre que l'agriculture urbaine, lorsqu'elle est clairement spécifiée, a déjà été prise en compte par les urbanistes partout dans le monde.

Troisièmement, les bénéficiaires doivent être clairs: il faut préciser si l'activité est un moyen de subsistance pour les populations défavorisées ou si elle est destinée à la commercialisation et à l'exportation des produits. Les articles inclus dans le présent volume montrent que les autorités urbaines sont prêtes intégrer l'agriculture urbaine et à sécuriser l'accès des producteurs à la terre lorsqu'e leur activité a un but commercial (cf. études de cas à Gaborone et en Bulgarie). Dans ce cas, l'activité apporte un point positif au bilan de la ville. Mais, comme on peut le voir dans l'article sur Gaborone, le niveau de participation diminue lorsque l'agriculture urbaine a une vocation commerciale et lorsque les capitaux sont élevés, et les avantages directs pour les populations pauvres deviennent plus incertains.

Il ne faut pas abandonner la planification, mais s'engager dans cette voie

La planification exhaustive de l'utilisation de la terre est encore de mise dans les exemples étudiés ici et il semble qu'il va continuer d'en être ainsi. Il faudra, à l'avenir, déployer des efforts pour pour renforcer cette tendance et non s'en détourner. L'agriculture urbaine pourrait être mieux intégrée si on faisait des efforts pour améliorer la participation des différents groupes dans le processus de planification afin de déterminer ce qui rentre dans les plans, par exemple au niveau des décisions municipales (Gaborone, Dar-es-Salam, Quito et Santiago de los Caballeros). L'innovation dans la résolution des conflits est aussi un thème récurrent dans les articles (exple: Marilao et Lusaka). Les villes sont des endroits où on trouve le maximum de différences et où la planification consiste, selon Healey⁹, à "gérer notre coexistence dans un endroit commun". Il faut donc chercher le moyen de *partager* l'espace urbain avec d'autres utilisateurs, plutôt que de *revendiquer* un espace pour l'agriculture urbaine.

La planification et généralement critiquée en permanence, et encore plus dans le cas de l'agriculture urbaine. Les rédacteurs de ce volume ont donc voulu offrir un forum d'échange aux planificateurs et aux autres acteurs de la vie urbaine. Nous avons déployé des efforts limités pour obtenir la participation des urbanistes. Ce point est important, car

⁸ Bakker et al., 2000.

⁹ 1997: 3

nous savons que ceux qui critiquent ne savent pas que les urbanistes sont assaillsi de demandes diverses, travaillent avec peu de moyens et dans un environnement qui leur laisse peu de temps et ne leur permet pas d'explorer de nouvelles connaissances, ce qui est la condition préalable à l'innovation. Nous avons été heureux de recevoir des articles rédigés par ou avec des autorités urbaines (Dar-es-Salam, Harare et Marilao). En plus de cet éditorial, vous pouvez également trouver des extraits d'entretiens avec les représentants de Marilao (Philippines), Accra (Ghana) et Lusaka (Zambie) et relatifs à d'autres thèmes qui ne sont pas abordés dans l'éditorial ou dans les articles.

La planification est un domaine dans lequel on n'est pas vraiment encouragé à être un praticien réfléchi et mesuré, mais on reste plutôt très "bureaucratique". Si l'étendue des nouvelles connaissances en matière d'agriculture urbaine doit changer la façon de gérer la ville, nous devons nous occuper non seulement des politiques, de l'esprit et des objectifs de la planification, mais aussi de l'environnement dans lequel travaillent les planificateurs. Pour parler simplement, nous dirons que nos planificateurs ne sont pas de "vilains canards" mais qu'ils sont plutôt victimes du système dans lequel ils évoluent (cf. article sur l'Afrique du Sud). Le besoin d'information pour les urbanistes est démontré encore une fois dans l'interview réalisée au Royaume-Uni.

Les articles abordent la collaboration et le partenariat non seulement entre des institutions locales et des villes à l'intérieur d'un même pays (cf. article sur Marilao aux Philippines), mais également entre des villes de pays différents (cas de Santiago de los Caballeros en République Dominicaines) et le soutien de donateurs (exple les cas de Dares-Salam et Harare). Ces articles soulignent que l'intégration peut se faire à plusieurs niveaux selon les contextes. A l'avenir, il faudra également impliquer des "concepteurs privé" dont les activités et les décisions en matière d'investissement auront un impact sur l'aménagement du territoire et sur l'intégration ou non de l'agriculture urbaine dans les schémas d'aménagement. Les articles s'intéressent peu à ces acteurs clés, sauf peut être celui consacré à Toronto.

Les outils de planification

Dans notre appel à contributions nous avions demandé des articles sur les expériences de l'utilisation du découpage par zone, le SIG et les approches participatives d'intégration de l'agriculture dans la planification. Comme on peut le voir sur les différentes cartes, (Dar-e-Salam, Gaborone, Delft et Madhyapur Thimi), il y une utilisation extensive du SIG. Le découpage par zone de l'agriculture urbaine est également mis en exergue dans les cas de Dar-es-Salam, Madhyapur Thimi et Gaborone. Drescher fait un résumé de la discussion lors de la conférence virtuelle FAO/ETC et donne une gamme d'outils pour faciliter l'intégration de l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans les processus de planification.

16 expériences sont décrites dans ce numéro parmi lesquelles 2 en Asie, 2 en Amérique Latine, 5 en Afrique du Sud et du Centre, 2 dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, 2 en Europe et 1 au Canada. Ces articles tournent tous autour des paramètres complexes qui régissent l'intégration de l'agriculture urbaine dans la planification.

Vos réactions à : ruaf@etcnl.nl

Chers lecteurs,

Nous avons, encore une fois, reçu beaucoup d'articles et nous vous en remercions vivement. Nous avons décidé d'accepter beaucoup de ces articles car ils illustraient la diversité des expériences, ce qui était la seule façon de couvrir suffisamment ce vaste sujet. Le rédacteur en chef invité pour ce numéro est Beacon Mbiba du Zimbabwe qui est le coordonnateur du Réseau PeriNET (*Peri-Urban Transformations Research Network/ Réseau de recherche sur les mutations en zone péri-urbaine*) de l'Université de South Bank à Londres (Royaume-Uni). Nous avons également reçu un apport de Axel Dreschler de l'Université de Freiburg (Allemagne) qui fait un rapport sur la conférence électronique FAO-ETC consacrée à la planification (septembre 2000). Nous vous proposons 16 articles sur différents sujets autour du thème de l'intégration de l'agriculture urbaine dans les plans d'urbanisme. Les articles se rapportent à toutes les régions, même si, pour cette fois, l'Afrique de l'Ouest n'est pas suffisamment représentée.

Bonnes nouvelles en provenance d'Amérique Latine : le premier numéro en langue espagnole de UA-Magazine a été publié par nos collègues de Quito (Equateur). Nous suggérons aux lecteurs hispanophones de contacter UMP/Amérique Latine.

Nous vous invitons à apporter vos contributions aux prochains numéros de votre Magazine de l'Agriculture Urbaine. Nous donnons la liste de certains des thèmes envisagés pour l'an 2002 en dernière page de ce numéro. Comme nous l'avions suggéré lors de la réunion du comité éditorial, nous serions heureux de recevoir vos contributions sur tout sujet. Les articles doivent de préférence compter 2500 mots maximum et être accompagnés d'illustrations (format digital et de bonne qualité), de références et d'un résumé.

A très bientôt

Le Rédacteur en chef

VUES DES MUNICIPALITES : ENTREVUES AVEC DES PLANIFICATEURS ET DES DECIDEURS POLITIQUES

Pour ce numéro, consacré à l'intégration de l'agriculture urbaine dans l'urbanisme, nous avons demandé à nos partenaires d'interviewer des planificateurs et des décideurs politiques dans un certain nombre de villes et de leur poser des questions relatives à l'agriculture urbaine et à la planification. Nous reproduisons ci-dessous des passages de ces interviews rassemblés par thèmes.

Nous avons reçu des interviews réalisées au Ghana, aux Philippines et en Zambie. Les personnes interviewées sont:

- **Dr Daniel Sackey**, Directeur de l'Agriculture et de l'Alimentation, Accra (Ghana) interviewé par Dagmar Kunze et Pay Dreschel.
- **Mr Duran**, maire de Marilao (Philippines) interviewé par Joseph Batac.
- Lusaka, Zambie: Mme Judith Simuzya, conseillère de la Circonscription de Lubwa;
 Mr. Fisho Mwale, ancien maire, conseil municipal de Lusaka;
 Mr T. Hakuyu, assistant urbaniste;
 Mme Phiri, Services du Logement et de la Communauté;
 Mr Enock S. Mwape, Chef du Service de l'Habitat et des Espaces Péri-urbains. Interviews réalisées par Beacon Mbiba.

(Le texte complet de ces interviews est disponible sur le site Internet du RUAF : www.ruaf.org).

Quelle est votre opinion personnelle sur l'agriculture urbaine et comment en êtes vous arrivés à être impliqué dans le sujet ?

Le problème de l'élimination des déchets solides me tenait beaucoup à cœur. Lorsque le projet de gestion des déchets solides s'est avéré être en mesure de produire du compost à partir de déchets biodégradables, je suis entré en contact avec des organisations non gouvernementales et des résidents des différentes communautés pour savoir s'ils étaient interessés par le retour d'une certaine verdure. A la vue de l'ampleur des reactions, j'ai compris que le désir de mes administrés pouvait les amener à définir et à partager <u>l'agriculture urbaine.</u> (M. Duran, maire de Marilao, Philippines)

Pour moi, l'agriculture urbaine est une question de terres. Les populations pauvres cultivent des légumes pour leur propre consommation, afin d'avoir une certaine autosuffisance. Dans la cour de ma maison, je cultive également du manioc, du gombo, des patates douces et d'autres légumes. Les agriculteurs urbains ne bénéficient pas d'un véritable soutien à cause de la crainte des moustiques. (Judith Simuzya, Lusaka, Zambie)

L'urbanisme ne prévoit pas une institutionnalisation de l'agriculture en milieu urbain. Pour parvenir à cette institutionnalisation, il faudra apporter de profonds changements à la législation. Il faudra également tenir compte du processus de planification car il consiste en une *replanification* permanente de la ville. Comme toute forme de production agricole, l'agriculture urbaine a besoin de terres, et la terre a acquis une certaine valeur depuis 10 à 15 ans. Peu de gens ont les moyens de se procurer des terres pour s'adonner à l'agriculture en milieu urbain. (Fisho Mwale, Lusaka, Zambie)

L'agriculture urbaine c'est d'abord le jardinage dans la cour des maisons comme les mères qui <u>vont dehors</u> sur les terres inutilisées. Il y a ensuite les agriculteurs du dimanche qui vivent en ville et sortent le week end pour travailler les parcelles de terres qui leur sont louées par le gouvernement. L'inconvénient c'est que la terre ne leur appartient pas. Ils

auraient été heureux de jouir d'un droit d'accés au terrain sûr car l'agriculture contribue à la sécurité alimentaire. (Mme Phiri, Lusaka, Zambie)

L'agriculture urbaine est un moyen de s'assurer des revenus, et, de ce fait, elle joue un rôle important dans l'urbanisme. Elle permet également de transformer des terres vacantes en espaces verts; or les zones vertes et les ceintures vertes sont très importantes pour les autorités urbaines. (Daniel Sackey, Accra, Ghana)

Comment l'agriculture urbaine est-elle perçue par le Conseil ou la Municipalité ?

A Accra, les principaux adeptes de l'agriculture urbaine sont les pêcheurs et les femmes. Leur contribution à l'économie de la ville est très importante. Nous essayons plutôt de décourager la pratique de l'élevage à l'intérieur de la ville, c'est une activité que nous préférons voir pratiquée dans les zones péri-urbaines. Beaucoup d'éleveurs de volaille sont en train de déménager vers la périphérie et c'est un phénomène qui n'est pas dû au fait que nous exerçons un contrôle strict, mais plutôt à la possibilité d'acquérir des terres en dehors de leurs terrains privés et de maintenir une atmosphère hygiènique et saine pour prévenir les zoonoses. (Daniel Sackey, Accra, Ghana)

Nous considérons l'agriculture urbaine, y compris l'horticulture et la foresterie, comme le moyen le plus durable de reverdir la ville. L'agriculture urbaine est le fruit d'une bonne gestion des déchets solides et un moyen pratique d'améliorer les espaces urbains et de régler les poblèmes d'approvisionnement en nourriture et de distribution. (M. Duran maire de Miralao, Philippines)

Le Conseil ne favorise pas la pratique de l'agriculture sur les espaces libres, mais plutôt sur des petites exploitations situées à 5 km de la ville. Nous décourageons la pratique de l'agriculture sur les espaces libres, mais nous ne détruisons pas les cultures. Les petites exploitations bénéficient de l'appui des ONG. Les principaux problèmes auxquels elles sont confrontées sont la disponibilité de l'eau, l'éclairage public, et l'absence de financements gouvernementaux. Il y a également le problème des cadres du parti qui octroient illégalement des terres, moyennant parfois de l'argent. (Judith Simuzya, Lusaka, Zambie)

Il y a d'abord de petites exploitations de 2 à 5 hectares situées dans les limites de Lusaka; ensuite, il y a des gens qui louent des espaces libres en milieu péri-urbain. Ils utilisent ces espaces pour s'adonner à l'agriculture jusqu'au moment où ils sont retirés pour des raisons d'urbanisme. Il y a également des jardins potagers à l'intérieur des maisons. On demande cependant aux gens de ne pas cultiver de maïs dans les zones d'habitation à cause des risques d'invasion de moustigues. (Enock S. Mwape, Lusaka, Zambie)

Y a t-il un institut ou une institution qui facilite (ou facilitait) le processus d'intégration?

Il y a une unité de la planification au sein de l'Assemblée de la Metropole d'Accra (AMA : Accra Metropolitan Assembly) à qui les projets et propositions de budgets doivent être soumis pour approbation. Pour ce qui est des arrêtés municipaux et du découpage par zones, le Direction de l'Agriculture et de l'Alimentation est l'autorité de référence. Dans l'ensemble, le soutien de l'AMA est plus important que celui du Ministère de l'Agriculture, surtout en ce qui concerne les financements. Nous sommes sur le point de prendre un arrêté municipal sur les ceintures vertes et les espaces verts qui permettra de préserver ces espaces et de n'en permettre l'utilisation qu'aux agriculteurs jusqu'à ce que le gouvernement en décide autrement. (Daniel Sackey, Accra, Ghana)

La politique des espaces libres est définie à deux niveaux : au niveau gouvernemental et au niveau municipal. Dans la pratique, l'agriculture urbaine est exclue de la politique du Conseil municipal. Il n'y a aucun plan régional pour régir les relations entre les zones urbaines et les zones péri-urbaines. Le Ministère de l'Agriculture a décidé de combler le vide laissé par le

Ministère de l'Habitat et des Collectivités locales. Les urbanistes ne contrôlent pas l'agriculture urbaine et n'ont pas su relever le défi. (T. Hakuyu, Lusaka, Zambie)

Quelle est la question qui a suscité l'intérêt et quels sont les principales activités de la municipalité ?

Nous voulions apprendre aux populations comment cultiver des légumes pour avoir une source de micro-nutriment ainsi que les vertus du tri sélectif des déchets ménagers. Nous leur avons distribué le compost, les fleurs en pot et les semences de légumes en leur disant que ces éléments pourraient permettre de reverdir leur zone d'habitation et produire des aliments sains et nutritifs. Au début, les agriculteurs nous ont pris pour des fous, mais maintenant ils sont particulièrement heureux puisqu'ils obtiennent des revenus supplémentaires et demandent avec insistance qu'on leur donne des indications sur l'utilisation du compost et le choix des cultures. (M. Duran, maire de Marilao, Philippines)

L'agriculture urbaine est régie par des arrêtés municipaux qui organisent et soutiennent certaines activités, comme la production de légumes et le commerce du poisson, et en interdisent d'autres comme l'élevage à l'intérieur de la ville. La direction en charge de ces questions travaille avec quelques unes des 31 directions que compte l'AMA, par exemple avec la Direction de l'Urbanisme qui est en train de réaliser une étude pour identifier toutes les terres appartenant au gouvernement et qui devraient être consacrées à l'agriculture. A l'heure actuelle, nous avons procédé au découpage par zones de 40 hectares à Teshie et 60 hectares dans la région de Lusaka. Nous procédons actuellement à la construction de 6 marchés, de routes d'accés et d'aires de stationnement dans le cadre du programme d'infrastructures villageoises (Village Infrastructure Program). Nous avons également d'autres projets en partenariat avec le Centre Ghaneen de Promotion des Exportations, le PNUD et le Centre International de Commerce de Genève : construction d'une usine de transformation du poisson à Teshie, production de champignons destinés à l'exportation vers l'Europe et les Etats-Unis, et production et pré-emballage de fleurs, également pour l'exportation. L'AMA contribue aussi financièrement à la construction de bornes fontaines pour les producteurs de légumes afin d'éviter les risques sanitaires liés à l'utilisation d'une eau non potable. L'une des prochaines étapes sera le découpage par zones des espaces verts et des terres appartenant au gouvernement par les arrêtés que nous nous apprêtons à prendre (Daniel Sackey, Accra, Ghana)

Comment s'est faite la participation des agriculteurs urbains ?

Le Comité de promotion des exportations de l'AMA est composé d'agents des services d'urbanismes, d'ingénieurs urbanistes, d'employés des parcs et jardins, d'architectes, de représentants de l'agence de protection de l'environnement, de l'agence ghanéenne de la normalisation et de notre Direction et de deux représentants des agriculteurs. Les producteurs de légumes sont représentés par leur association et les pêcheurs et les femmes par l'Organisation Communautaire de Gestion des Pêcheries¹ qui comprend également les chefs des différents quartiers. Le découpage par zones et l'occupation des terres appartenant au domaine national dépendent des agriculteurs, puisqu'ils en cultivent déjà une bonne partie. Nous voulons juste nous assurer qu'il n'y a pas de nouvelles constructions sur ces terres. A Accra, les femmes ont plutôt la charge de la commercialisation des produits de l'agriculture urbaine; très peu d'entre elles sont impliquées dans l'élevage ou la production de légumes. Elles sont représentées au sein des associations d'agriculteurs et le gouvernement laisse aux sous-comités de producteurs le soin de décider si elles ont accès aux prêts au même titre que les hommes (Daniel Sackey, Accra).

Nous mettons en place des exploitations pilotes dans chaque quartier et nous les montrons aux personne qui sont susceptibles de s'adonner à l'agriculture urbaine en leur demandant comment elles pensent pouvoir reproduire ces modèles. Nous partons du principe que

_

¹ Community based Management Fisheries Organisation.

lorsque les gens verront le modèle, ils seront convaincus et auront envie de faire la même chose. Nous investissons dans le processus de réplication en embauchant du personnel pour mener des activités éducatives et apporter un soutien logistique. Nous avons également dû mettre au point un compost adapté à chaque type de culture. (M. Duran, Maire de Marilao)

Quels sont les facteurs qui déterminent le succés ou l'échec de ces intiatives?

Pour parvenir à intégrer l'agriculture dans les programmes d'urbanisme, il faut mettre en place une sorte de bureau ayant en charge de faire du lobbying auprès des agriculteurs. Il m'arrive de recevoir des visiteurs qui viennent d'autres structures où les agriculteurs n'ont pas voix au chapitre, et ils me demandent comment j'ai réussi à faire intégrer la Direction de l'Agriculture au sein de l'AMA. (Daniel Sackey, Accra)

Il est nécessaire qu'il y ait une appréciation politique et managériale des problèmes de capacité. On peut mettre plus de pression si on met en place une organisation plus solide. Les gens ne sont pas conscients de l'urbanisme, même au sein du Conseil municipal. C'est ce qui fait qu'il n'y a eu aucune évaluation du Plan de 1975, jusqu'à la mise en place du Plan de Développement Intégré de Lusaka par la Banque Mondiale. (T. Hakuyu, Lusaka)

Les agriculteurs commencent progressivement à avoir recours aux technologies que nous avons mises au point pour l'agriculture urbaine, notamment le système d'irrigation au goutte-à-goutte, le greffage, les structures en filet et l'habitat vert. Il s'agit d'agir et non de parler. (M. Duran, Maire de Marilao)

Nous prenons des arrêtés municipaux pour sécuriser la propriété foncière. Nous voulons que les terres disponibles à Accra soient incluses dans un plan de découpage par zones afin que toutes les personnes qui ont l'intention d'y construire puissent voir qu'elles sont réservées à l'agriculture et à la mise en place de parcs et jardins. En général, il y a moins de risques que les agriculteurs soient expulsés des terres lorsqu'ils cultivent des espèces à haute valeur et contribuent donc plus à l'économie urbaine. C'est pour cela que nous promouvons la production de cultures d'exportation comme les fleurs et les champignons (Daniel Sackey, Accra)

Avec la sécurisation de la propriété foncière, les populations investissent : elles construisent des maisons et de petites boutiques qui leur servent de source de revenus autre que l'agriculture. La plupart des terres de Lusaka sont mises en bail pour 99 ans et il y a une forte compétition pour l'obtention de terres en milieu urbain. La question est de savoir à qui il est plus rentable d'attibuer ces terres. Aux personnes qui cultivent des légumes autour de leurs maisons ou aux agriculteurs qui auront saisi la possibilité de cultiver de petites parcelles de terres autour de la ville. Il me semble que pour des raisons d'orientation politique, il vaudrait mieux privilégier la seconde catégorie à Lusaka. (Fisho Mwale, Lusaka)

Il n'y a pas d'espaces destinés à l'agriculture, sauf ceux délimités à la périphérie de la ville par le Ministère de l'Agriculture et des Terres. Il n'y a aucune relation entre la ville et ces petites exploitation. Les récentes modifications de la politique foncière ont eu pour effet une généralisation des taxes, ce qui apporte des revenus supplémentaires à la ville, et l'apparition des règles du libre marché dans le domaine foncier. Les *squatters* occupent des terres qui n'ont pas été aménagées. Cela a entraîné l'apparition des problèmes d'expulsion, car les occupations sont souvent motivées par des raisons de politique locale ; il s'agit de politiciens locaux qui cherchent à exercer un certain pouvoir à travers la distribution de terres. (T. Hakuyu, Lusaka)

Le Ghana a instauré une Journée de l'Agriculteur, qui est un jour férié, il y a 16 ans. Au cours de cette journée, les agriculteurs et les pêcheurs sont honorés à travers tout le pays et les meilleurs agriculteurs en milieu urbain et péri-urbain reçoivent également des récompenses.

Il y a des récompenses individuelles dans plusieurs catégories: production de légumes locaux et exotiques, pêche, transformation du poisson, élevage de volailles, meilleur agriculteur travaillant selon le concept de lutte intégrée contre les ravageurs, mais également meilleur agent de vulgarisation agricole. En l'an 2000, nous avons introduit le Prix du meilleur agriculteur de l'enseignement secondaire puisque nous voulons promouvoir la pratique de l'agriculture dans les écoles. Nous avons également introduit un prix pour la surveillance des lapins et des abeilles et la culture de champignon. En dehors de la quantité et de la qualité de la production, nous jugeons également l'application des techniques, l'utilisation d'une eau saine dans la production de légumes, l'hygiène des lieux d'hébergement des animaux, le type d'abris, l'approvisionnement en eau et en fourrage et le degré d'organisation. (Daniel Sackey, Accra)

Récapitulatif des principaux points des interviews

- Dans les situations de crise les urbanistes et les décideurs politiques sont souvent mus par des intérêts personnels.
- La partie interessée est souvent le principal facilitateur dans le processus d'intégration de l'agriculture urbaine dans l'urbanisme jusquà ce que, en général, une institution prenne en charge ce rôle.
- L'aspect le plus important de la planification en ce qui concerne l'agriculture est la disponibilité des terres.
- Les activités agricoles en milieu urbain semblent être plus interessantes pour les urbanistes lorsqu'elles sont en relation avec la gestion des crises ou lorsqu'elles constituent une activité économique majeure (production importante).
- Dans ce sens, on pourrait dire qu'il est souvent permis de cultiver des terres arables en milieu urbain, que l'élevage est repoussé vers la périphérie et que les activités de foresterie, de pêche ou de production de culture à forte valeur ajoutée sont encouragées et réglementées.

L'Agriculture Urbaine et Péri-Urbaine Rapport de la Conférence Virtuelle sur le Programme de Politique

Une conférence virtuelle sur « l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans le programme politique» a été organisée conjointement par la FAO et l'ETC-RUAF, du 21 Août au 30 Septembre 2000. Elle portait sur trois thèmes : Nutrition et Sécurité Alimentaire des familles; Agriculture Urbaine et péri-urbaine, Santé et Environnement ; Agriculture urbaine et péri-urbaine et Urbanisme. Cette conférence a réuni 720 participants de 45 pays. Nous revenons sur quelques questions concernant la nature de la planification, les différentes possibilités d'intervention et les outils potentiel de renforcement de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.

Bien qu'il soit difficile de restituer les importantes informations qui sont ressorties des discussions, toute interprétation devrait prendre en compte et reconnaître les aspects politiques, techniques et réglementaires de l'urbanisme. De nombreux intervenants ont insisté sur le fait que les différences culturelles et les réalités locales devraient déterminer la compréhension de la nature de la planification et des possibiltés d'intégration de l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans l'urbanisme. Cela nécessite non seulement une maîtrise des questions de production agricole mais aussi d'un ensemble de points étroitement liés, comme l'urbanisation, les mutations sociales, la culture, la planification, la gouvernance et la dimension genre.

On a noté que, dans une large mesure, la planification représente et reflète les contours sociaux, la mobilisation et la répartition des ressources dans une société donnée. Sur les plans politique et technique, la planification urbaine s'efforce de réduire ou de gérer les conflits qui peuvent survenir entre différents utilisateurs ou différents modes d'utilisation d'un espace limité. L'intégration de l'agriculture dans l'urbanisme nécessitera une capacité d'adaptation dans la résolution des conflits, des compétences et des approches dans lesquelles les populations pauvres pourront s'organiser pour renforcer leur pouvoir politique.

LA QUESTION DE LA TERRE ET DE SA GESTION

Il y a eu un consensus sur l'importance centrale des ressources foncières - particulièrement des espaces libres -, du sol, de l'eau et des forêts. En conclusion, les participants ont noté que l'intégration de l'agriculture urbaine dans les politiques devrait être abordée dans le contexte des conflits liés à l'utilisation de ces ressources. Ils ont mis l'accent sur le fait que l'accès à la terre, la propriété et la jouissance d'un droit à un terrain changent beaucoup de choses à la rentabilité de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.

PARTICIPATION

Les participants ont également insisté sur la participation de toutes les personnes impliquées dans la planification et les activités qui en découlent. Dans la pratique, on note cependant que c'est le statu quo qui prévaut. Les participants ont indexé un certain nombre d'inégalités, notamment entre Nord et Sud, hommes et femmes, élites (y compris les chercheurs, donateurs et technocrates) et populations pauvres etc. Il y a donc, par exemple un besoin d'instruments de planification bien ancrés dans le contexte local.

Mettre l'accent plus sur le processus que sur le produit

En effet selon le contexte local, l'histoire et la culture, "l'agriculture urbaine peut ne pas être nécessairement une activité désirée par les pauvres." Dans le modèle de planification concertée (voir par exemple les cas de la Tanzanie et des Philippines dans ce numéro), des efforts ont été faits pour renforcer la participation des pauvres. Mais à Dar es Salam, on voit que ces efforts semblent ne pas faire changer beaucoup de choses.

LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL

On a vu que l'agriculture urbaine et péri-urbaine a besoin d'être plus "officielle" ou "plus formelle" dans et autour des villes pour être intégrée dans le processus d'urbanisme. Cependant, peu de choses ont été dites sur le rôle des institutions vis à vis de l'agriculture urbaine, et c'est un aspect qui pourrait être un point d'entrée important dans la discussion. Comme le montre l'expérience européenne, l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine et péri-urbaine a été l'une des conditions préalables à la sécurisation de l'accès à la terre, à l'amélioration de la participation des agriculteurs dans les processus de prise de décision et à la stimulation du processus de démocratisation. Il faut des approches qui insistent sur le processus plutôt que sur le résultat, afin de renforcer la participation des pauvres. Les intervenants ont également noté qu'il faut une certaine organisation politique pour que cette participation soit significative.

La création d'une association d'agriculteurs urbains pourrait être une étape importante dans la mise en place d'un processus d'urbanisme plus participatif. Un des enseignements de cette conférence est la nécessité de réclamer ces droits et de considérer l'agriculture urbaine comme tout autre aspect développement de la ville. Pour "vendre" le concept d'agriculture urbaine et péri-urbaine aux décideurs politiques et aux urbanistes, il faut utiliser des arguments appropriés, comme sa contribution au bien-être des populations dans les petites villes – ce qui réduit la migration -, l'amélioration de l'habitat urbain et la biodiversité des cultures, la création de marchés pour les produits locaux et le recyclage des "déchets verts" en compost.

LES POSSIBILITES D'INTEGRATION

Il y a plusieurs possibilités d'intégration dans le cadre des liens entre l'agriculture urbaine et péri-urbaine et d'autres volets de la vie urbaine. On ne peut donc pas retenir une seule voie car il faudra, à l'avenir, orienter l'agriculture vers d'autres espaces et secteurs plus adaptés au contexte local.

Le rôle de l'éducation et de l'information est sous-estimé. Les expositions, les jardins scolaires et les supports éducatifs (livres, vidéos, communiqués de presse) sont, entre autres, d'importants moyens pour sensibiliser le public et les décideurs sur l'agriculture urbaine. Il faut également des changements d'approches dans l'extension de l'activité afin de garantir la qualité de la production alimentaire en milieu urbain et péri-urbain sur le plan sanitaire. La durabilité et la gestion des déchets sont également d'autres voies d'intégration de l'agriculture urbaine. Elle a besoin, pour mieux contribuer au développement durable de la ville, d'être plus qu'une activié agricole qui est menée au sein ou près des zones bâties. L'ancrage de l'agriculture urbaine dans le contexte plus large du développement urbain durable aménera les autorités de la ville à réviser leurs principes de planification "antiagriculture urbaine et péri-urbaine". C'est ainsi qu'aux Philippines, on a utilisé les déchets solides comme point d'entrée de l'agriculture péri-urbaine et créé avec le temps la possibilté de "modifier efficacement le système hiérarchique de gestion urbaine ". Lier l'agriculture urbaine aux programmex de développement durable de la ville constitue un enjeu majeur pour l'intégration de l'agriculture dans les questions d'éducation, de loisirs et d'environnement.

APPROCHES ET OUTILS DE PLANIFICATION

On a identifié des Systèmes d'Information Géographique (SIG) et de detection à distance ont été identifiés comme outils pouvant permettre l'intégration de l'agriculture dans la planification au plan technique et de la procédure. L'utilisation du SIG pourrait aussi être un obstacle à cause de son coût élevé et des difficultés de maintenance. Il faut cependant souligner que les coûts des SIG simples sont assez raisonnables actuellement. De tels systèmes présentent l'avantage d'éviter un double travail, de permettre une planification intégrée et la création d'une base de données urbaine qui autrement serait logée dans d'autres ordinateurs.

Les processus d'intégration nécessite aussi d'autres outils destinés au diagnostic et à l'analyse des problèmes. Des exemples comme le Développement Technologique Participatif ou l'Analyse de Moyens de Subsistance Durables ont été présentés. Par ailleurs, on a suggéré l'utilisation d'outils de gestion des conflits, d'échange d'informations et d'évaluation d'impact (comme les Evaluations d'Impacts Environnementaux).

Les communications et de conclusion et les rapports de synthèse de la conférence virtuelle sont disponibles sur les sites de la FAO (www.FAO.org/urbanag) ou du RUAF (www.ruaf.org/news_and_agenda_fr-htm).

Actions recommandées par les participants

- Renforcer les organisations de pratiquants de l'agriculture urbaine (groupes d'agriculteurs, associations d'agriculteurs, clubs, etc.).
- Créer des jonctions entre l'agriculture urbaine et les programmes urbains en cours (Programme Cité Durable, Programme de Gestion Urbaine, Agenda 21 Local).
- * Renforcer les capacités institutionnelles au plan local.
- Elaborer des directives pour réglementer l'utilisation de la terre afin de protéger l'agriculture urbaine, encourager l'investissement dans l'agriculture urbaine et péri-urbaine et rendre viable l'utilisation des crédits.
- * Faire une évaluation de l'accès à l'eau et à la terre et des conditions d'accés; élaborer des propositions et outils de réforme.
- Elaborer des supports de formation en relation avec la planification de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, notamment des Systèmes d'Information Géographique et de détection à distance destinés à l'urbanisme.
- Organiser des ateliers régionaux sur l'intégration de l'agriculture dans les programmes d'urbanisme dans le cadre d'une approche plus large, prenant en compte la sécurité alimentaire, les questions d'environnement et le développement urbain durable.

A.W Drescher drescher@uni-freiburg.de

POURQUOI IL FAUT DE NOUVEAUX CONCEPTS DE PLANIFICATION URBAINE ; POINTS DE VUE D'AFRIQUE DU SUD

Le concept occidental de planification urbaine utilisé actuellement est conçu pour une société de plein emploi. Dans beaucoup de villes en croissance du Tiers Monde, la majorité des habitants est au chômage et doit trouver d'autres moyens de survie. Il faut un concept d'urbanisme plus flexible qui permette de mettre en place d'autres moyens de subsistance comme l'agriculture urbaine. Les décideurs politiques et les urbanistes s'accrochent à l'idée du consommateur occidental comme modèle de développement, même si elle est irréaliste pour la majorité des populations citadines dans les pays en voie de développement.

Selon les principes élémentaires, la planification physique devrait avoir comme objectif d'organiser le système de répartition des hommes dans l'espace. La société agricole a ses propres caractéristiques qui sont différentes de celles d'une société industrielle. La signification et la fonction du travail, des loisirs, de l'habitat, du lieu de travail, du consommateur et du producteur sont différents dans les deux cas. Cependant, les villes sud-africaines ne se situent dans aucun de ces deux types de société. Elles ne sont ni des sociétés agricoles, dans la mesure où la majorité de la population n'a pas accès aux moyens de production comme la terre ou les animaux, ni des sociétés industrielles puisque la majorité de cette même population est au chômage, a peu ou pas de revenus et consomme très peu. Ces villes sont donc une exception et doivent être traitées comme tel par les urbanistes.

Des plans dépourvus de pouvoir

Cependant les urbanistes ne semblent pas être conscients de ce fait. Ils s'obstinent à vouloir aménager ces villes comme des villes industrielles en respectant une séparation fonctionnelle entre les zones d'habitat, les zones de travail et les zones commerciales, en mettant un accent particulier sur le système de transport. Ce concept conduit à l'existence de zones d'habitation très denses qui laissent peu d'espace pour l'agriculture et d'autres activités productives dans les alentours des maisons. Cet espace pourrait pourtant être utilisé par les chômeurs qui ne disposent pas de moyens de transport et les femmes qui ont des enfants à surveiller.

Malheureusement les urbanistes n'ont aucun pouvoir pour attirer les industries dans les sites aménagés. Ils se contentent d'élaborer des projets et de croiser les doigts, et d'une certaine manière, facilitent l'implantation d'investisseurs. Beaucoup de grands investisseurs ont besoin de mesures attractives pour pouvoir employer tous les chômeurs ainsi que les personnes démunies qui arrivent chaque jour de la campagne.

Déclin de l'emploi malgré une forte croissance économique

En 1998, on estimait que la population de Port Elisabeth passerait de 1 million d'habitant à 2,3 - 2,9 millions de personnes à l'horizon 2020. Dans le même temps on prévoyait que le nombre d'employés du secteur formel augmenterait entre 95 000 et 285 000 personnes selon le taux de croissance économique : 3% ou 6%). Selon le Projet de Plan détaillé :

« Tous les deux scénarios se basent sur une hausse de la croissance économique par rapport aux 25 dernières années. Le fossé entre les employés dans le secteur formel et le reste de la population aura tendance à se creuser dans les deux scénarios. Cependant, dans le scénario de Forte Croissance, le secteur public aura la capacité économique d'augmenter les transferts et de maintenir les services pour l'ensemble de la population entière. On estime que ce sera difficile dans le scénario de Faible Croissance.»

La réflexion ci-dessus reflète les fondements assez fragiles sur lesquels repose le plan de planification de la société future. Une société où la majorité de la population dépendra de la production générée par une minorité n'est pas durable, surtout si tout cela est soumis au maintien du taux de croissance maximum de 6%. Le débat sur les métiers du secteur informel et les domaines réservés aux petites industries et à l'artisanat se situe toujours dans le concept de la société industrielle. L'agriculture urbaine est mentionnée dans le plan mais dans la pratique elle n'obtient pas l'attention qu'elle mérite. Le jardinage urbain peut se pratiquer dans les lotissements, sur des espaces ne servant à aucun autre usage. Les parcelles privées à usage d'habitation sont prévues pour être extrêmement petites afin que la densité soit élevée.

Les Nouveaux Concepts de Planification

Les systèmes de maintenance qui s'adaptent le mieux aux villes d'Afrique du Sud et à d'autres pays en développement, doivent être adaptés non seulement aux besoins des entrepreneurs et des employés mais aussi à ceux des chômeurs en leur permettant de gagner correctement leur vie. Plutôt que d'adopter le concept de ville industrielle, on devrait procéder à une jonction des systèmes agricole, industriel et artisanal, où les limites entre les producteurs et les consommateurs, les lieux de travail, de loisirs, d'habitat et de travail seront ténues ou inexistantes. L'attribution de terres pour la production agricole doit constituer un volet important de ce système et être aussi importante que le système de transport dans la conception de la ville.

Un modèle basé sur la consommation et les cultures globalisées

Changer le concept de planification ne sera pas chose facile. Cela ne suffira pas en plus, car le développement des sociétés ne se fait pas seulement par la théorie. Il est mu par des mélanges complexes de facteurs culturels et économiques. L'attitude des gens est fortement marquée de nos jours par des influences de toutes sortes à travers la télévision. Le mode de vie européen est proposé comme idéal dans beaucoup de pays en voie de développement. C'est l'idéal de la consommation appuyé par de puissantes forces commerciales. Mais il est évident que cet idéal ne sera jamais une réalité pour beaucoup de personnes. Cela est d'autant plus évident dans les pays en voie de développement où les conditions de vie continueront d'être rudimentaires où de se détériorer si l'urbanisme reste basé sur des principes édictés pour un mode de vie complètement différent. Les hommes politiques se veulent souvent optimistes et encouragent leurs populations. Cet optimisme sans fondement, ou plutôt les illusions qu'il nourrit, notamment en faisant croire que les gens s'adapteront à une société de consommation, est le prinicipal reproche qu'on puisse faire au plan de Port Elisabeth et de la ville de Kimberley.

L'autre aspect de la question est l'afflux de populations dans les villes. Dans les faubourgs de Port Elisabeth et de Kimberley, l'on pourrait douter de l'opinion communément admise d'une adéquation entre croissance démographique urbaine et conditions de vie. Aussi longtemps que l'on considérera que cette adéquation est acquise et que les autorités ne prendront pas des mesures pour développer les campagnes, les populations rurales sans ressources continueront à entretenir l'espoir d'une vie meilleure dans les villes. Si on améliorait l'accès à la terre et aux services de base dans les campagnes, une grande partie des populations n'éprouverait pas le besoin de se déplacer dans les faubourgs fortement peuplés des grandes villes.

Par ailleurs, les populations des pays riches doivent adapter leur mode de consommation afin de mieux protéger la nature, les ressources, et les personnes vivant dans des endroits plus pauvres afin d'assurer un avenir durable pour tous. Toutes ces variables agissent, directement ou indirectement, sur le modèle de planification actuel et sur le choix de modèles alternatifs.

Institut de Recherche de Dalana Falu, Suède <u>lena.jarlov@dfr.se</u>

CONSCIENCE ET ACTION AU ROYAUME-UNI

Les nations industrialisées les mieux nanties ont commencé ces dernières années à étudier les possibiltés offertes par l'agriculture urbaine et ses retombées potentielles pour les décideurs politiques¹. Les documents publiés mettent en exergue la valeur des projets agricoles destinés à la consommation urbaine. Ces projets sont considérés comme un puissant vecteur pour aborder les questions sociales, économiques, educatives et environnementales qui y sont intimement liées. Cette conclusion est basée sur l'idée qu'il n'y a jamais eu d'aussi bonnes raisons de promouvoir l'agriculture urbaine. Au Royaume-Uni, il y a une prise de conscience de plus en plus accrue sur les avantages de la production alimentaire en milieu urbain. La planification, en tant que concept globalisant, tourné vers l'avenir et destiné à améliorer les conditions de vie dans un milieu donné, est parfaitement placée pour renforcer les systèmes d'approvisionnement de la communauté. Cependant le rôle joué par les autorités chargées de l'aménagement local au Royaume-Uni dans la réglementation de l'agriculture urbaine n'a obtenu qu'une attention limitée à ce jour.

Le rapport répare ce tort en présentant les résultats d'une étude menée par le Conseil de Recherches Economiques et Sociales (ESRC) mis sur pied par les autorités du Royaume-Uni. L'étude montre le rôle de l'urbanisme dans la régulation de l'agriculture au niveau des parcelles, des jardins communautaires et des fermes urbaines. Sur l'ensemble des autorités en charge de l'urbanisme dans les différentes métropoles, 32 ont répondu aux questionnaires, soit un taux de 46%. L'étude portait sur :

- L'évaluation de la connaissance des urbanistes sur la production alimentaire en milieu urbain et de leur attitude envers elle.
- L'examen de la réglementation et de la coordination de cette production.

Plusieurs catégories de personnes ont été interrogées, des fonctionnaires de l'urbanisme aux autres personnes impliquées dans le secteur sans travailler dans la planification.

LES CONNAISSANCES ET L'ATTITUDE DES URBANISTES PAR RAPPORT A LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN

L'étude a montré qu'il y avait une meilleure prise de conscience des questions liées à l'alimentation en milieu urbain par les urbanistes (pour plus de détails, voir les tableaux récapitulatifs sur le site web du RUAF)

- 47% des personnes sondées ont déclaré ne pas être très au fait des questions liées à l'alimentation contre 22% qui ont déclaré être très au fait de ces questions.
- Les objectifs liés à la santé et à la durabilité sont considérés comme les avantages les plus significatifs pouvant être tirés de la production alimentaire en milieu urbain.
- ❖ 50% des personnes sondées pensent la production alimentaire en milieu urbain joue un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement, 40% pensent que cela à des impacts sociaux, 47% voient un impact éducatif et 22% un impact sur la restauration de la ville.
- Seuls 21% jugent que la production alimentaire en milieu urbain est d'une importance moindre sur le plan économique.

Les données montrent une relation entre, d'une part, le niveau prétendu de conscience par rapport aux problèmes liés à l'alimentation en milieu urbain et, d'autre part, l'appréciation de l'importance relative et des avantages de l'agriculture urbaine.

Il apparaît aussi qu'une distinction doit être faite entre la connaissance que les urbanistes ont des enjeux liés à l'agriculture urbaine et celle qu'ils ont des questions d'occupation des terres, particulièrement en ce qui concerne les parcelles. Beaucoup de leurs commentaires

_

¹ Garnett, 1996; Howe et Wheeler, 1999.

montrent qu'ils maîtrisent mieux les questions d'occupation des terres en général que celles liées de façon plus spécifique à la production agricole en milieu urbain.

LA REGLEMENTATION ET LA COORDINATION DES ACTIVITES AGRICOLES EN MILIEU URBAIN

En examinant la réglementation de la production agricole en milieu urbain, l'étude s'est d'abord interessé à la prise en charge des questions alimentaires en milieu urbain (voir encadré).

Le projet fournit une indication complète sur la manière dont la production agricole en milieu urbain doit être prise en compte par le système d'aménagement des terres arables et, dans une certaine mesure, met en place le contexte réglementaire. A titre d'exemple, la différence dans le traitement des différents sites de production - c'est à dire les parcelles, les jardins communautaires et les sites agricoles urbains – dans le sytème de planification pourrait être particulièrement importante. Cette différence vient de la répartition des compétences politiques. Ce constat soulève la question de savoir si les stratégies et mécanismes de protection devraient différer selon les sites de production ou si la dichotomie entre la réglementation des parcelles et des exploitations agricoles et celle des jardins communautaires devrait persister.

Pour l'essentiel, pas un seul des services d'urbanisme ayant répondu au questionnaire n'a semblé traiter la production agricole en milieu de façon distincte, particulièrement dans le domaine réglementaire. Ce constat est renforcé par les propos d'un certain nombre de responsables, et dans bien des cas, le fait que la production agricole en milieu urbain soit considérée comme un problème local était remis en cause. Deux responsables ont avancé que l'Agenda 21 local était plus adapté à cette question et un service d'urbanisme a même transmis son questionnaire à un responsable des parcelles communautaires pour qu'il le remplisse. Cependant, il demeure clair que certains services de planification sont impliqués dans des systèmes qui sont spécifiquement liés à l'agriculture urbaine et vont beaucoup plus loin que les guestions d'occupation de la terre. Fait révélateur, les données relatives aux plans d'aménagement révisés montrent qu'il y a des avancées dans l'identification de l'agriculture urbaine comme un volet à part entière du sytème de planification. Cela semble indiquer qu'il pourrait y avoir un impact significatif sur l'apport du système d'urbanisme à la réglementation et à la coordination de la production agricole urbaine, avec un arsenal juridique plus spécifique consacré à ce volet. L'étude révèle donc plusieurs choses par rapport à l'agriculture urbaine :

- la majorité des personnes ayant répondu (44%) pense que le cadre politique n'a ni encouragé ni découragé le développement et la protection du système de production agricole en milieu urbain; même si une proportion appréciable(31%) affirme que le cadre politique a activement encouragé le pénomène. Aucune personne interrogée ne pense que le cadre politique a activement découragé la pratique de l'agriculture urbaine.
- 47% considerent que le cadre politique local accorde à l'agriculture urbaine l'importance qu'elle mérite. 28% pensent le contraire.
- Au niveau national la situation est tout autre : 38%pensent que la politique nationale accorde une importance moindre à l'agriculture urbaine contre 25% qui sont d'un avis contraire.

Pour ce qui est du contrôle du développement, les résultats sont les suivants :

- Seul un responsable a affirmé qu'une demande de création d'un site de production agricole dans le cadre du plan d'urbanisme avait été reçue.
- Les conditions d'aménagement avaient été imposées sur des sites de production agricole dans trois comtés. Ces conditions avaient essentiellement trait à des questions de santé, par exemple l'état du sol au niveau des sites.

- En cas d'insuffisance des sites destinés à l'agriculture urbaine, la majorité des personnes interrogées a exprimé le souhait que soient retenus des espaces libres ou initialement consacrés aux loisirs. Un des responsables a déclaré que les sites devraient être essentiellement utilisés pour des aménagements résidentiels car situés sur des espaces considérés comme étant d'abord "à usage d'habitation".
- Il y a eu des conflits liés à des sites de production agricole dans 12 quartiers. Seuls 9 de ces cas étaient liés à la pression pour le lotissement de sites destinés à un usage agricole, surtout lorsqu'ils étaient considérés comme sous-utilisés.

Ces problèmes sont liés au conflit entre l'utilisation des terres à des fins agricoles et d'autres formes d'occupation des terres, soit lors de l'élaboration des plans ou lors du contrôle des aménagements. Cette question semble particulièrement saillante dans le sytème de planification, dans la mesure où elle est directement liée à l'occupation des terres. De plus, la prise en compte des questions de santé dans la planification a acquis une importance considérable dans le contexte de l'utilisation des sites de sol brun. Dans ce domaine le système de gestion des terres pourrait avoir un effet direct grâce à ses pouvoirs réglementaires.

Conclusion

Le regain d'intérêt pour les activités agricoles, en tant qu'activités de loisir, combiné au désir des consommateurs et au besoin d'une alimentation saine sont tous des facteurs qui font de l'agriculture urbaine une activité emergente et dynamique. Cependant, son développement dépend de la disponibilité des terres. Les terrains urbains sont très recherchés et coûtent très chers. Les activités agricoles en milieu urbain sont confrontées à une concurrence féroce de la part d'autres modes d'utilisation de la terre qui sont mieux perçus et plus rentables (habitat et industrie par exemple). Cela créé une pression sur les sites de production agricole en milieu urbain et c'est à l'urbanisme de leur rendre la place qui est la leur dans l'environnement urbain.

En général, le rôle de l'urbanisme par rapport à la production agricole au Royaume-Uni est relativement minime. En effet l'agriculture occupe une place très marginale dans le système de planification. Cette situation laisse néanmoins perplexe quand on connaît l'importance des questions liées à l'alimentation dans les sytèmes urbains. Les villes sont des entités dynamiques et complexes dans lesquelles la production et la consommation sont des éléments importants. Le défi auquel est confronté la règlementation est la reconnaissance et l'intégration de tous les aspects du système urbain, y compris la production alimentaire, dans les stratégies de développement durable.

> Joe Howe et lain White Université de Manchester, Manchester, Royaume-Uni imhowe@fs1.ar.man.ac.uk

L'APPUI A L'AGRICULTURE URBAINE A ST PETERSBOURG

En Russie, les citadins s'adonnent à des activités agricoles sur des sites éloignés de leur lieu d'habitation (Moldakov, 2000). Le terme "agriculture urbaine" fait donc plus référence à l'activité agricole des citadins qu'à une activité qui serait menée à l'intérieur de la ville elle - même. Les zones agricoles, qui comprennent souvent des habitations sont appelées « datchas » et se situent entre 6 et 60 km de la ville.

L'importance des activités agricoles, particulièrement de la production alimentaire destinée à la consommation des citadins, s'est accrue avec la dislocation de l'Union Soviétique. La demande de terres par les populations dépourvues de datchas est devenue tellement forte après la période 1991-1992 que les autorités ont commencé à dégager des parcelles sur les espaces libres en milieu urbain (zone non constructible). Ceci a donné des idées à d'autres citadins qui se sont mis à occuper illégalement des terres adjacentes aux autoroutes et voies ferrées.

La loi fédérale définit les modalités d'utilisation du budget de la ville pour la mise en place des infrastructures requis dans ces espaces (services de santé ou de sécurité). L'organisation des parcelles situées hors de la ville est le résultat de négociations et d'accords entre services municipaux et régionaux (ruraux). Les responsables administratifs et ceux de la ville de St Petersbourg ont fait preuve de suffisamment d'intelligence et de bon sens dans l'organisation, la réglementation et la formalisation de l'accès à la terre.

Ces deux entités administratives ont des ambitions différentes. Les autorités de la ville trouvent un intérêt dans l'agriculture péri-urbaine, particulièrement pour la résolution des problèmes sociaux ; mais il est plus utile pour elles qu'elle se pratique hors des limites officielles de la ville. Elles aident à l'organisation des parcelles aux alentours de la ville, mais pas dans la ville elle - même. L'administration régionale (c'est à dire rurale), pour sa part, n'est pas très favorable au découpage de nouvelles parcelles et à l'installation de travaillleurs estivaux à cause des besoins que cela engendre en matière de collecte des déchets et de services de santé, du surcroit de pression sur les routes en zone rurale et sur les transports publics, des déversements supplémentaires d'eau etc. Ils aimeraient bien obtenir le soutien des autorités de la ville; ce qui n'est pas encore le cas.

Le Service pour la Promotion de l'Horticulture et du Jardinage à St Petersbourg et dans la région de Leningrad a été crée en 1995. Il est chargé, avec d'autres départements, de la coordination des activités de développement de l'agriculture urbaine menées à St Petersbourg par les services de l'Etat, les collectivités locales, les entreprises privées et d'autres entités.

Les agriculteurs urbains ont eux-mêmes créé des organismes, comme l'Union des Maraîchers. Ils discutent de leurs problèmes au sein de leurs unités (jardins communautaires ou coopératives de Datchas) dont les présidents sont les intermédiaires entre le groupement et le Service pour la Promotion de l'Horticulture et du Jardinage.

Planification Urbaine et Agriculture

Ce côté favorable du soutien à l'agriculture urbaine ne se traduit cependant pas par une intégration de l'agriculture dans la planification urbaine ou dans le découpage par zone de l'espace urbain. Les urbanistes russes accordent toujours la primauté à l'industrie, au tourisme, aux services, à la science et à l'éducation. L'agriculture urbaine consiste actuellement en 154 jardins communautaires situés à l'intérieur de la ville; et pour les autorités, ces jardins font partie du paysage urbain en tant que zone officiellement "à part". Il s'agit néanmoins d'une étape importante vers l'intégration de l'agriculture urbaine dans la planification urbaine. Cependant, il n'y a jamais eu de zones fonctionnelles, intégrées à

l'urbanisme, et consacrées au développement de l'agriculture urbaine. Les autorités de la ville pensent que l'utilisation de parcelles temporaires va perdre de son attrait avec l'amélioration de la situation économique en Russie et qu'elle laissera la place à un développement accru de jardins privés et communautaires qui n'auront pas besoin du soutien des autorités.

Les autorités ne font mention ni ne s'occupent des activités agricoles informelles qui sont menées le long des routes secondaires, sous les lignes électriques, aux abords des voies ferrées ou sur des terrains libres dont nul n'a besoin à court terme. Elles ne les interdisent en tout cas pas. Ces zones n'ont cependant aucun avenir sur le plan agricole.

Ces espaces, au sol pauvre, situés à la périphérie de la ville, peuvent temporairement être utilisés à des fins agricoles par certaines catégories de personnes (anciens combattants et retraités). D'autres parcelles au sol pauvre situées autour de la ville sont également utilisées de façon informelle sans que les autorités ne prennent des sanctions.

L'expérience de St Petersbourg montre le rôle important que joue le Service pour la Promotion de l'Horticulture et du Jardinage au sein de l'administration municipale. Cependant, il est du devoir des ONG comme le Groupement des Jardiniers de soutenir encore davantage les jardiniers. Des programmes de formation et de perfectionnement aux technologies agricoles devraient être financés en partie par les autorités urbaines et en partie par les cotisations de membres du Groupement.

L'intégration de l'agriculture dans la planification urbaine ne pourra se faire que lorsque les citadins considéreront les activités agricoles non seulement comme une source de revenu supplémentaire et un moyen de garder une activité physique, mais aussi comme un élément incontournable pour assurer un développement durable de la ville.

Oleg Moldakov

St Petersburg Urban Gardening Club, Russie moldakov@mailbox.alkor.ru

L'UTILISATION DE L'AGRICULTURE POUR DES PROGRAMMES DURABLES DE PLANIFICATION URBAINE EN BULGARIE : LE CAS DE TROJAN

Le plan de développement urbain actuel en Bulgarie ne tient pas compte de l'existence de l'agriculture urbaine et péri-urbaine. Les directives du plan d'aménagement inclus dans la Loi pour le Développement du Territoire (2000) se référent au découpage par zones, au périmètre, à la hauteur et aux autres paramètres techniques en rapport avec la construction, les routes, les espaces verts, les questions de propriété et de contrôle de propriété. Les questions relatives à l'agriculture et à l'élevage ne sont pas traitées car n'étant pas prévues pour les espaces urbains. Cependant, la réalité et toute autre. En Bulgarie, l'agriculture est un phénomène général et permanent dans la plupart des villes. Aussi, semble-t-il nécessaire de se tourner vers des approches nouvelles en matière de planification urbaine.

La Bulgarie a connu une transition politique et économique au cours des dix dernières années. La part de l'agriculture dans le PNB a augmenté de façon significative (jusqu'à 26% en 1999) en réponse au déclin économique et à l'introduction des principes du libre marché. Dans le même temps, l'importance de l'agriculture urbaine de subsistance s'est considérablement accrue. L'agriculture fonctionne de plus en plus comme une garantie sociale pour les couches les plus démunies et représente un important complément pour les catégories à revenus moyens. La production agricole en zone urbaine et péri-urbaine représente un potentiel important pour l'aménagement du paysage urbain, la protection de la nature et les activités récréatives et écologiques comme nous le démontrons ci après.

Nous présentons ici l'étude du cas de la ville de Trojan en Bulgarie ainsi que certaines pistes pour l'introduction de l'agriculture dans les politiques urbaines et les plans de développement.

L'AGRICULTURE A TROJAN ET DANS SA PERIPHERIE

Près de 80% des habitations ont leur propre jardin qui, en général, sert aussi à la production agricole. Ces activités ne constituent cependant pas la principale occupation des adeptes du jardinage qui exercent souvent un autre métier (ouvriers, artisans, techniciens, plantons), ou sont à la retraite. La plupart de ces agriculteurs et jardiniers ont entre 50 et 75 ans. Près de 15% de la population de Trojana plus de 60 ans, alors que le taux de chômage est de 17%.

En général, les agriculteurs et jardiniers "urbains" sont moins instruits et ont un revenu inférieur au SMIG.

La plupart des adeptes du jardinage en milieu urbain produisent pour leur propre consommation et comblent aisi les besoins de plus de 50 % des foyers, ce qui permet des épargnes substantielles. Seuls 15% des foyers étudiés se consacrent à cette activité pour en tirer un revenu en vendant leurs produits directement aux consommateurs.

La production des légumes est intensive. Les engrais et pesticides chimiques sont très peu utilisés, contrairement aux engrais biologiques (environ une tonne ou plus/ha). Les légumes sont cultivés dans 88% des foyers sur une surface inférieure à 100 m² et les fruits dans 75% des foyers. Quant aux raisins, ils sont présents dans 13% des foyers. De nombreuses familles pratiquent l'élevage, essentiellement de la volaille (63% avec en moyenne 18 poulets) et des bovins (50% des foyers élèvent entre 3 et 5 têtes) ; on compte également des moutons et des chèvres (25%) et/ou des porcs (38%). La nourriture des animaux est généralement produite sur place. Les pratiques agricoles sont plutôt rudimentaires : on pratique très peu la rotation des cultures et les techniques d'élevage sont primitives et échappent au contrôle des services vétérinaires.

LES TENDANCES DE L'AGRICULTURE URBAINE

La plupart des agriculteurs et des jardiniers interrogés n'ont pas de véritable projet de développement. Ils souhaitent en majorité conserver le même système. Seuls 8% d'entre eux projettent d'améliorer et/ou d 'élargir le niveau de leurs activités agricoles. 5% comptent se spécialiser davantage. Le faible pourcentage d'agriculteurs souhaitant bénéficier de prêts montre que très peu d'entre eux investiraient dans l'agriculture. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que leur activité vise essentiellement à produire pour leur propre consommation ou par la faible rentabilité du marché dans les conditions actuelles.

LA PLANIFICATION URBAINE PARTICIPATIVE

Des politiques et actions d'urbanisme ont été initiées dans le cadre d'un processus participatif sur la base des résultats de l'enquête. On a d'abord identifié les principaux responsables impliqués dans l'aménagement du territoire avant d'organiser une réunion au cours de laquelle on leur a présenté les résultats de l'enquête et demandé leur participation au processus. Cette rencontre a permis d'établir un accord de coopération avec le Projet SWAPUA et de programmer des réunions périodiques. Il a été décidé d'axer l'aide sur la périphérie sud de la ville, c'est à dire la zone de contact adjacente au parc national « Central Balkan ». Une équipe formée de membres du Projet SWAPUA, d'un consultant local (professeur en économie), d'un urbaniste représentant la municipalité et du directeur adjoint de l'Institut de Recherche sur l'Elevage des Animaux de Montagne basé à Trojan a été mise sur pied.

Des réunions ont été organisées avec les agriculteurs et des jardiniers de la région afin de discuter des problèmes et besoins et d'émettre des suggestions sur la politique et les actions à mener. En général, les résultats du sondage ont été confirmés. Le manque de terre de pâturage constitue le principal souci des agriculteurs. Le besoin de crédit et d'assistance est devenu plus important que ne l'indiquait l'étude. L'équipe chargée de l'aménagement a aussi consulté des experts et représentants d'organisations locales.

Les urbanistes ont modifié le plan d'aménagement urbain, qui était devenu obsolète, et élaboré une nouvelle réglementation de l'agriculture urbaine sur la base des résultats et des réformes intervenues dans l'utilisation des terres au niveau de la périphérie de Trojan. Le nouveau plan est axé sur l'agriculture biologique associée à l'expansion de l'agrotourisme et la préservation du paysage. Le projet de plan a d'abord été débattu et modifié avec les agriculteurs locaux au cours de réunions de suivi. Il a été présenté au Forum de la Municipalité et des Citoyens de Trojan au cours duquel tous les groupes étaient représentés pour donner leur avis sur les questions prioritaires pour la ville. Au cours de la première réunion, le plan et la réglementation ont été présentés avant d'être publiés dans le journal local. La seconde rencontre a vu la discussion et l'adoption du plan d'aménagement de l'agriculture péri- rbaine dans la zone de Trojan.

LE PLAN D'ACTION

Il comprend un certain nombre d'activités, en désignant les organisations chargées de leur mise en œuvre, les sources de financement, la durée et les résultats escomptés. Les prinipaux points sont les suivants :

La municipalité va jouer un role de coordonnateur, pour stimuler et réguler l'agriculture urbaine et péri-urbaine par :

- L'intégration de l'agriculture urbaine dans le plan de développement municipal.
- L'adoption d'un ensemble de normes spécifiques et réglementations ayant trait à l'agriculture urbaine dans différentes zones de la ville.

- L'amélioration de l'accès aux terres arables en les vendant et en les louant aux agriculteurs, directement ou à par le biais des associations (pour des locations à moyen terme), surtout pour les foyers dans le besoin.
- L'encouragement de la production biologique et la réglementation de l'utilisation des engrais et pesticides.
- Le contrôle périodique du degré de pollution des sols et de l'eau dans les jardins, l'application des lois relatives à l'utilisation des engrais et des pesticides, la prévention des perturbations écologiques et des problèmes de santé publique.
- L'assistance dans l'identification et la résolution des problèmes de gestion, et la mise en place d'un marché local pour les agriculteurs, la négociation d'accords avec les écoles, les hopitaux, et les restaurants à Trojan et dans la cité voisine de Lovetch.
- L'amélioration de l'état des routes.
- La facilitation de l'accès au crédit.
- La stimulation de la transformation des produits locaux.
- L'encouragement de l'utilisation d'espaces semi-publics pour l'agriculture urbaine à but éducatif et pour la consommation des établissements scolaires et hospitaliers.
- L'introduction de mesures concernant l'aménagement du paysage, les activités récréatives et le jardinage dans les projets de construction.

L'Institut de Recherche sur l' Elevage des Animaux de Montagnes et les Services de Vulgarisation Locaux et Nationaux vont s'atteler à apporter leur support technique aux agriculteurs et à les former aux techniques d'agriculture biologique, à la production de fourrages, la reproduction des animaux, la prévention des risques écologiques, la maîtrise des sols et de l'eau et l'aménagement des exploitations et à les informer sur les crédits disponibles. Le Parc National du Central Balkan, en collaboration avec le Service des Eaux et Forêts, va délivrer des autorisations pour l'élevage des animaux, le désherbage, la récolte des fruits, champignons et autres dans le parc. La Fondation Suisse de Soutien au Développement en Bulgarie et la Fondation Bulgaro-suisse FAEL vont promouvoir les méthodes d'agriculture biologique par le biais de publicités, de manifestations, de conseils techniques et de formations. Elles fourniront également des crédits et une assistance. Ces organisations superviseront enfin la promotion des produits agricoles. L'Association Du Balkan Central pour le Tourisme et le Bureau du Tourisme de Trojan vont soutenir le développement de l'agro- et de l'éco- tourisme dans la région en aidant les agriculteurs à organiser des activités récréatives, en attirant les touristes et en organisant des excursions pour les élèves et les étudiants.

LE DECOUPAGE PAR ZONES ET LES REGLEMENTATIONS MUNICIPALES RELATIFS A L'AGRICULTURE URBAINE

Les activités agricoles et leurs répercussions sur les installations sont réglementées par la Disposition Réglementaire n°7 du Ministère de la Santé qui définit les normes et exigences pour la protection de la santé et des installations sanitaires. Elle détermine par exemple 7 zones sanitaires, selon le nombre et le genre d'animaux élevés dans les différentes zones résidentielles. La loi pour l'aménagement du territoire inclut un supplément spécifique sur les exigences sanitaires et d'hygiène pour différents territoires urbains.

Sur la base des normes locales et des informations fournies par le sondage du SWAPUA sur l'existence et les caractéristiques de l'agriculture dans les différents quartiers, les urbanistes ont développé le concept de découpage par zones à TROJAN. Il vise à mettre en valeur le jardinage dans les arrières cours et d'autres formes d'agriculture urbaine et périurbaine tout en prévenant les problèmes écologiques et sanitaires. Ce concept inclut égalemenr des normes relatives à l'utilisation des terres arables et des directives pour l'aménagement urbain. Les réglementations sont en phase expérimentale et attendent l'approbation du Conseil Municipal.

CONCLUSION

Le cas de Trojan illustre un certain nombre de points importants :

- L'agriculture est largement pratiquée à Trojan, une ville qui est représentative d'un grand nombre d'autres villes bulgares.
- L'agriculture joue un rôle important dans la sécurité alimentaire d'un certain nombre de foyers et a représenté un "filet de sécurité" durant la période de transition pour un groupe plus restreint; c'est une importante source de revenu.
- A Trojan, un nombre relativement limité d'adeptes de l'agriculture et du jardinage en milieu urbain s'intéresse au développement de leur activité et au passage à une activité commerciale.

Plutôt que d'exclure les agriculteurs des plans d'aménagement urbain, comme c'est souvent le cas, il faut les y associer pour éviter les impacts négatifs d'une agriculture non réglementée. Il faut également tirer le meilleur profit du rôle qu'ils peuvent jouer dans la protection de la nature, l'aménagement du paysage, la mise sur pied de programmes récréatifs citoyens et l'éducation écologique.

Lorqu'on met en œuvre une approche participative et impliquant de nombreux acteurs, on peut, avec des moyens financiers limités, obtenir un plan très performant combinant l'expertise et les ressources des acteurs locaux dont les *agriculteurs urbains*.

Les principaux problèmes qui se posent aux producteurs de Trojan

- ❖ Le manque d'aliments pour animaux et d'intrants (25%).
- ❖ Le manque de capital (50 %- et près de 100% des personnes interviéwées ont répondu "non" à la question de savoir si elles prendraient des prêts si on leur en donnait la possibilité).
- ❖ Le manque de main d'œuvre (38%).
- Les problèmes de commercialisation (38%).
- Les problèmes de transport (25%).
- Les problèmes d'accès à la terre et les craintes d'expulsion (50%).

Page 15 (document en anglais)

Le projet SWAPUA (Soil and Water management in Peri-urban and Urban Agriculture in CEE countries/ Gestion des sols et de l'eau dans les pays d'Europe de l'Est et du Centre) est mis en œuvre dans 10 villes de 5 pays d'Europe de l'Est et du Centre. Il vise à déterminer la présence et l'impact de l'agriculture urbaine et péri-urbaine et à faciliter l'élaboration de politiques locales qui soient adaptées à l'agriculture urbaine et qui prennent en charge sa planification en tant que partie intégrante du développement urbain durable.

Trojan est une ville bulgare typique. Près de 50% des villes bulgares ont des caractétistiques similaires. Trojan compte 25 260 habitants et l'agriculture est l'un des principaux secteurs économiques. Il y a deux ceintures résidentielles autour du centre ville, avec des densités et des caractéristiques différentes. Dans les zones péri-urbaines, certains villages n'ont plus leur vocation agricole traditionnelle (cf. carte). Trojan met en œuvre le projet "Civil development and local self-government" (Projet pour le développement social et la gouvernance locale). Trojan a été choisi pour cette étude du fait de sa situation géographique, de sa taille, de ses activités économiques et de leur envergure. Les personnes interviewées proviennent des zones urbaines et péri-urbaines et pratiquent différentes formes d'agriculture.

Architecte, Sustainable World Foundation Sofia, Bulgarie; ayoveva@aster.net

et

Plamen Mishev,

Professeur, Université d'Economie Nationale et Mondiale Sofia, Bulgarie; mishevp@intech.bg

LA PROBLEMATIQUE DE L'AMENAGEMENT URBAIN À HARARE (ZIMBABWE)

L'expansion de l'agriculture urbaine à Zimbabwe est largement due aux effets néfastes du programme d'ajustement structurel de l'économie (PAS) qui se traduisent notamment par l'érosion des revenus de base, le renchérissement des denrées de première nécessité et l'accroissement des inégalités sociales. Selon des sondages effectués en 1994 par Enda-Zimbabwe, la surface totale cultivée s'est accrue de façon spectaculaire entre 1991 et 1994 de 92,6%. Cette période coïncide avec le lancement des premières phases du PAS en1991. Il y a également eu une augmentation des terres cultivées au cours des dernières années qui ont été une période de récession économique. Il est devenu extrêmement important que les pouvoirs locaux s'impliquent et entreprennent des actions pour satisfaire les besoins urgents des populations urbaines.

Au Zimbabwe, la nature et les pratiques de l'agriculture en milieu urbain posent de sérieux problèmes aux urbanistes qui sont très conservateurs et plutôt enclins à observer et à laisser le statu quo. Dans le passé, le milieu urbain était plutôt caractérisé par l'absence d'activités agricoles, puisque celles-ci étaient plutôt adaptées à l'habitat rural. (Mbiba 1995).

Il y a deux grandes catégories d'activités agricoles en milieu urbain: les activités intraurbaines et les activités péri-urbaines qui se déroulent à la périphérie de la ville. Si l'agriculture revêt une grande importance pour les autorités en charge de l'urbanisme au niveau local, il faut dire que le mode de production en milieu intra-urbain et en dehors des parcelles spécifiquement destinées à l'agriculture est le plus controversé et le plus problématique par rapport à l'urbanisme. Il est par ailleurs officiellement illégal.

L'intrusion incontrôlée de pratiques culturales traditionnelles sur une terre écologiquement sensible et l'utilisation malavisée des produits chimiques sont souvent avancées comme principales raisons du rejet de l'agriculture comme mode d'utilisation de la terre en milieu urbain. Ainsi, les urbanistes se retrouvent dans une impasse dans laquelle ils doivent satisfaire les besoins des citoyens tout en préservant et en protégeant l'environnement, en accord avec les règles de la gestion urbaine. Dans la plupart des cas, les problèmes relatifs aux moyens de subsistance de la population urbaine, et essentiellement des couches les plus défavorisées, passent après des considérations environnementales qui, elles, sont rigides.

Les aliments produits dans les villes sont directement consommés au niveau des ménages des producteurs et les excédents sont vendus sur le marché local. Après les problèmes relatifs à la production, les urbanistes doivent aussi s'intéresser aux aspects liés à la commercialisation des produits agricoles. Dans les villes de Harare et Gweru, les autorités sont en conflit permanent avec les marchands de fruits et légumes qui vendent leurs produits dans des zones non autorisées, souvent au détriment d'autres modes d'utilisation de la terre. Les terrains urbains et les ressources en eau sont des éléments incontournables dans le développement et la pratique de l'agriculture urbaine. L'accès des agriculteurs pauvres à ces ressources est entravé par la concurrence d'autres modes d'utilisation de la terre comme l'habitat et les projets industriels. Les urbanistes zimbabwéens considèrent l'exploitation des espaces libres à des fins agricoles comme un frein au développement urbain. Par ailleurs la promotion des transactions commerciales sur les terres entraîne l'exclusion des personnes pauvres ou sans pouvoir du circuit économique urbain.

On peut considérer que les urbanistes doivent plaider la cause des pauvres en leur consacrant des terres à usage agricole, mais le cadre institutionnel dans lequel ils évoluent constitue un obstacle majeur à l'innovation en matière de planification.

LES PROCESSUS INSTITUTIONELS ET LA PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES EN MILIEU URBAIN

La politique d'urbanisme du Zimbabwe est historiquement régie par un Plan Directeur et des plans locaux rigides qui ont eu tendance à étouffer les options pertinentes visant à adapter la situation à des besoins socio-économiques nouveaux et imprévus, alors que les urbanistes sont également confrontés à des pressions politiques dictées par des calculs à court- terme.

Une étude rétrospective des différentes réponses des autorités locales montre que les forces politiques ont été au premier plan pour déterminer l'évolution de l'agriculture urbaine. A titre d'exemple, la ville de Harare a travaillé à la promotion des coopératives dès 1985, conformément à une directive du Ministre de l'Urbanisme et des Collectivités Locales. Ces coopératives agricoles n'ont jamais fonctionné comme des entités dans le vrai sens du terme, mais plutôt comme des regroupements dans le but d'acquérir des terres. Elles représentaient un exemple d'expérimentation de l'idéologie socialiste par le parti au pouvoir plutôt qu'un programme volontariste et mûrement réfléchi visant à régler les problèmes des citoyens. De même, le fait que les activités agricoles soient tolérées dans des centres urbains comme Gweru, semble être dû à des considérations politiques, plutôt qu'à un acte conscient de planification. Durant les années électorales, les conseillers et membres du parlement ont toujours laissé passer même les pratiques agricoles les plus nuisibles à l'environnement.

Les urbanistes travaillent dans un environnement institutionnel soumis à divers aléas politiques. Le fait que les responsables de l'urbanisme soient soumis à l'autorité des élus locaux, dont la plupart n'ont pas de véritable expertise en matière d'urbanisme et de gestion urbaine, entrave la mise en place de politiques innovatrices tendant à intégrer les activités agricoles dans les modes d'utilisation des terres. La plupart d'entre eux se contentent donc d'observer le status quo en contrôlant les aménagements selon les normes et procédures fixées par la législation, notamment la loi relative aux Conseils Urbains ("Urban Councils Act"). Le manque de personnel qualifié entrave aussi la mise en place de plans novateurs et adaptés.

Le succès et la pérennité de l'intégration de l'agriculture dans les systèmes d'utilisation des terres en milieu urbain au Zimbabwe est une entreprise complexe. Elle nécessite une approche multidimensionnelle accordant une place primordiale aux professionnels de l'urbanisme qui mettraient en place un environnement opérationnel favorable. Cela requiert des actions de sensibilisation intensives à l'intention des acteurs politiques et du public et une stricte observance de l'éthique de la bonne gouvernance urbaine.

LES LOBBY« FEMMES ET TERRE » AU ZIMBABWE

L'agriculture est une activité économique et sociale importante qui fournit une alimentation riche, un emploi et un revenu à un grand nombre d'individus, particulièrement des femmes. Son importance s'est accrue avec le programme d'ajustement structurel initié au Zimbabwe depuis 1990, du fait de la hausse considérable du coût de la vie consécutive à la suppression des subventions sur les denrées de bases. Cette période a également vu la croissance de l'agriculture urbaine et de son aspect commercial. Les études ont démontré qu'au Zimbabwe, la majorité (90%) des agriculteurs sont des femmes qui se consacrent à cette activité pour réduire la pauvreté. Les ménages épargnent de l'argent en produisant

pour leur propre consommation. Comme dans d'autres pays en voie de développement, l'agriculture est une nécessité pour l'approvisionnement des foyers en denrées alimentaires. Par contre, dans les pays développés cette activité n'est qu'un loisir.

Ce n'est que récemment que le lobby Femmes et Terre a identifié l'agriculture urbaine comme un domaine d'activité qui accorde une place de choix aux personnes démunies, car ce sont elles qui ont le plus besoin de se consacrer à cette activité. Ces personnes vivent dans des banlieues surpeuplées, ce qui fait que leurs activités s'exercent essentiellement sur des terres vacantes appartenant à la municipalité ou à des privés et qui ne sont pas destinées à l'agriculture. Ces activités sont donc considérées comme illégales.

LA STRATEGIE AGRICOLE EN MILIEU URBAIN

Il y a beaucoup de problèmes liés à l'agriculture urbaine au Zimbabwe ; problèmes liés aux politiques et au droit foncier, aux techniques de production, à la commercialisation des produits et aux effets négatifs sur l'environnement. Le lobby à une stratégie à deux niveaux pour attirer l'attention sur la nécessité de mettre en œuvre une politique adaptée. Il s'agit d'abord de faire du lobbying pour la légalisation de l'agriculture urbaine à travers des ateliers à l'intention des décideurs, de mettre en exergue son importance et d'élaborer des stratégies pour la légalisation. Dans cette optique, les principales cibles sont les Parlementaires, le conseil municipal, les fonctionnaires municipaux, les associations membres du conseil municipal, les ONG et les agriculteurs. La deuxième étape va démarrer après la mise en place de la stratégie en matière agricole et dans l'attente de la légalisation. Les femmes vont aider les agriculteurs à pérenniser et à viabiliser leur activité en partenariat avec les autres organisations comme l'Association des Agriculteurs pour le Développement, le service d'extension et les ministères favorables au processus.

Les agricultrices recevront un appui, sous la forme d'une formation en gestion et en technique et par l'octroi de crédit à faible taux d'intérêt (par le Système de Crédit de l'Association des Agriculteurs).

L'objectif final est l'intégration de l'agriculture urbaine dans les plans d'occupation des terres en milieu urbain et de tirer le maximum de cette activité en termes de sécurité alimentaire des populations urbaines.

Le rôle de ces femmes est de plaider en faveur de la prise en compte de la dimension genre dans les politiques agricoles et de promouvoir le pouvoir économique des femmes à travers un accès équitable aux terres et leur contrôle. Cette organisation veille à ce que les politiques relatives à l'accès des femmes à la terre soient traduites en actes.

I. Chaipa, Zimbabwe Educational Trust, Hararé chaipa@zimtrust.org.zw

LA MARGINALISATION DE L'AGRICULTURE URBAINE A LUSAKA

En 1987, Sanyal avait avancé que Lusaka (Zambie) était la capitale de l'agriculture urbaine en Afrique. C'était à un moment où la crise économique avait atteint des sommets en Zambie et où les populations considéraient l'agriculture urbaine comme une forme d'emploi et un moyen d'améliorer leur situation nutritionnelle. Une visite dans la région montre qu'aujourd'hui Harare a pris le dessus comme capitale de l'agriculture urbaine et cette activité n'est peut être pas aussi répandue à Lusaka que ne l'avait constaté Sanyal dans les années 80.

Il n'y a plus de grands champs de maïs aux abords de l'élégant Hotel International et l'activité agricole est peu intégrée dans l'aménagement urbain. En effet, l'agriculture urbaine et péri-urbaine a été marginalisée et ne constitue pas une priorité pour les autorités. Elle est progressivement repoussée à la marge par des résidents en quête de logements à louer et par les industriels. Dans ces conditions, la question qui se pose avec insistance est de savoir quels facteurs déterminent l'intégration de l'agriculture dans l'urbanisme.

L'intégration de l'agriculture dans l'urbanisme dépend non seulement des caratéristiques de cet urbanisme et des institutions qui en ont la charge, mais aussi de la dynamique socio-politique relative à l'accés et au contrôle de la terre. A Lusaka, on constate la faiblesse des institutions en charge de l'urbanisme et l'incapacité des services d'urbanisme ; la plupart des stratégies actuelles sont mises en œuvre par les bailleurs de fonds et par les sociétés de consultances, notamment sud-africaines, qu'ils ont choisies¹.

La combinaison de ces facteurs aboutit à une marginalisation institutionnelle de l'agriculture dans les processus d'urbanisation ; et elle se double d'un confinement de l'activité à la périphérie de la ville (marginalisation spatiale : agriculture péri-urbaine).

PARAMETRES SOCIO-ECONOMIQUES ET STRATEGIES D'AMENAGEMENT A LUSAKA.

La population de Lusaka est actuellement estimée à deux millions d'habitants, dont la majorité résident dans les quartiers périphériques non urbanisés et qui, au départ étaient des quartiers informels ou spontanés. Selon les rapports diponibles 70% de la population occupe 20% des terres, d'où une bipolarisation avec des zones très peuplées, cotoyant d'autres à faible densité². Depuis les années 70, les plans d'urbanisme de Lusaka ont tourné autour de programmes visant à rendre les quartiers périphériques plus habitables grâce à une amélioration de l'habitat, des routes, des services sociaux et des infrastructures sanitaires et de fourniture d'eau. C'est un domaine dans lequel les bailleurs de fonds internationaux et les ONG jouent un rôle important.³

L'expansion spatiale de la ville était censée se faire selon le Plan de développement de Lusaka (1975) dont la mise en œuvre a cependant été perturbée par le manque de capacités et de ressources financières consécutif à la récession économique des années 70. On a récemment décelé les signes d'une reprise économique et d'une stabilité soutenue par l'apport des bailleurs de fonds. Un nouveau plan stratégique s'avère nécessaire pour prendre en compte ces nouveaux paramètres. Selon les textes, les plans directeurs doivent être revus tous les cinq ans et pourtant le Plan de Développement n'a fait l'objet d'aucune révision depuis 1975. Ainsi, l'occupation des terres a pris des formes imprévues au cours

³ Voir par exemple Agyemang et al. 1997, Lusaka City Council 1999 et Nippon Koei Co. Ltd., 1999

¹ Ce point de vue est exprimé par les employés municipaux et confirmé par une lecture rapide des documents relatifs aux programmes urbains.

² Muwowo2000; Lusaka City Council 2000

des années, d'où l'urgence d'un nouveau plan stratégique. Cependant, en dépit de toutes ces raisons évidentes, il se trouve des acteurs locaux pour prétendre que le plan a été impulsé par la Banque Mondiale qui a fourni les ressources financières et désigné une équipe de consultants Sud-africains pour l'élaborer. Un première mouture a été soumise en juin 2000 et attendait encore d'être approuvée par le Ministre en mars 2001.

L'AGRICULTURE URBAINE EST NEGLIGEE DANS LE PLAN STRATEGIQUE.

L'agriculture urbaine et péri-urbaine est brièvement mentionnée dans le plan. Il s'avère qu'aucune action n'a été entreprise pour procéder à une étude détaillée de l'activité agricole, même si on a utilisé le rapport rédigé par Agyemang et al. (1997) qui comprenait une petite partie consacrée à l'agriculture urbaine. Les rédacteurs du plan n'ont même pas utilisé l'importante littérature relative à l'agriculture urbaine à Lusaka comme source d'information secondaire.

L'agriculture urbaine a été abordée dans le cadre de l'aménagement des espaces libres et de la necessité d'un aménagement durable de l'environnement. Le plan, en son chapitre 1.8.4.3 reconnaît l'existence de 400.000 hectares de terrains libres ou cultivables transformés en de petites exploitations agricoles situées à la périphérie de la ville ou en champs potagers où poussent une variété de cultures : pommes de terre, manioc, maïs et légumes. On a également identifié des formes d'élevage et d'horticulture. Celle-ci est largement pratiquée en dehors de la région de Lusaka⁴. Le plan est en faveur d'une approche environnementale vigoureuse dans la gestion de ces activités.

Cependant, en dehors des aspects environnementaux, les études préliminaires n'ont pas pris en compte les aspects politiques et économiques de l'agriculture urbaine et sa contribution à la réduction de la pauvreté. Le plan semble avoir été influencé par une philosophie moderniste, ce qui fait qu'on a eu une perspective stratégique qui a omis le potentiel de création d'emplois du secteur initialement identifié dans une autre partie du plan. Cette question pourrait être réglée par le chapitre 3 qui stipule que "le secteur agricole est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois dans l'économie de Lusaka. Cependant , compte tenu du fait que Lusaka est une agglomération urbaine et que de plus en plus les terres fertiles sont utilisées pour la construction, on ne croit pas qu'il y ait de perspective de croissance à long terme pour le secteur.

Ainsi, le plan n'a pas traité cette question plus en profondeur. Et pourtant sur les cartes on peut identifier une abondance de terrains pouvant être utilisés à des fins agricoles pour accélérer la croissance et créer des emplois. Par ailleurs, il n'y a aucune stratégie ou synthèse visant à éviter que les terres fertiles ne soient utilisées pour la construction de bâtiments. Il y a toujours un potentiel de croissance verticale à Lusaka (constructions en hauteur), ce qui mettrait fin à la pression sur les espaces libres.

LE PROGRAMME "VILLE COMPACTE": PERSPECTIVES ET IMPLICATIONS POUR L'AGRICULTURE URBAINE.

_

⁴ Selon M. F. Mwale, ancien maire de Lusaka (Entretien en mars 2001).

L'agriculture urbaine sera également marquée par le programme "Ville Compacte, adopté dans le cadre du plan stratégique (comme on l'a vu dans les cas de Nairobi et Harare) et décrite comme faisant partie de "l'urbanisme de type nouveau" (Mbiba, 2001). Le chapitre 2 du Plan de Développement Intégré de Lusaka stipule que "avant que Lusaka ne connaisse une expansion au-delà des limites actuelles, il est impératif de procéder à un remplissage des zones résidentielles et commerciales". Cela implique que tous les terrains vacants situés dans les zones résidentielles devraient servir à la construction de sites d'aménagement avant que la ville ne s'étende vers l'extérieur. Cette position est motivée par le fait que ces espaces sont mieux pourvus en eau, routes et systèmes d'égouts et donc plus faciles à aménager.

Par conséquent, l'activité agricole va être repoussée vers la périphérie de la ville et le déplacement vers ces sites nécessitera de longs trajets qui ne sont pas à la portée des populations urbaines les plus démunies. Ce schéma a été approuvé par la Conseillère Judith Simusya, de la circonscription de Lubwa, lors d'un entretien au cours duquel elle déclarait : "nous n'avons pas abordé le thème de l'Agriculture urbaine dans le cadre du Conseil. Nous n'avons pas de stratégie en tant que tel. Pour nous, l'activité agricole doit se faire sur de petites exploitations que nous mettons en valeur à 5 km de la ville.... Nous décourageons sa pratique sur les espaces vacants en milieu urbain, mais nous ne sacrifions pas les cultures". (Interview du 08/03/2001) .

Cependant, même ces petites exploitations ne bénéficient d'aucun soutien matériel de la part du Conseil. Elles reçoivent plutôt l'aide des ONG qui travaillent avec les agriculteurs et les groupes communautaires.

CONTEXTES SOCIO-POLITIQUES ET DIMENSIONS DES TERRES.

La point de vue de Simusya selon lequel "l'agriculture urbaine est un problème de terres" est très répandu en Afrique Australe et Orientale (Mbiba, 2001). Les terrains urbains sur lesquels s'exerce, ou peut s'exercer l'activité agricole peuvent être utilisés à d'autres fins. La propriété, l'accès à la terre et la compréhension du bon usage de la terre sont tous des concepts socialement contestés et qui ne favorisent pas l'agriculture urbaine. Les processus qui se déroulent actuellement à Lusaka semblent confirmer cette opinion.

Depuis 1975, la propriété foncière et l'accés à la terre étaient régis en Zambie par la Loi sur la Terre⁵ qui abolissait la vente, le transfert et l'aliénation des terres et restreignait la possession de terres à des fins agricoles. Cet acte a été abrogé en 1995 et les terres non aménagées ont retrouvé leur valeur. Ces changements ont modifié la perception des gens sur les modes d'utilisation des terres et sur l'importance de la propriété, du contrôle et de l'accés à la terre à des fins immobilières. On a assisté à l'émergence d'un marché de l'immobilier qui connait une croissance continue et dont les activités tournent plus autour de l'aménagement de sites constructibles que de l'agriculture urbaine. Les points clés sont :

- a) L'utilisation des terrains vacants pour la construction de bâtiments à usage commercial ou résidentiel avec l'apport de capitaux étrangers. C'est le cas, par exemple du centre commercial de Manda Hill, du futur complexe de l'OUA à Longacres, des lotissements dans la zone d'Ibex, du centre culturel et commercial chinois près de la zone résidentielle de Kalingalinga, etc.
- b) L'appropriation des terres par les investisseurs au détriment des populations pauvres ou le traitement préférentiel accordé à ces mêmes investisseurs par rapport aux pauvres et à l'agriculture urbaine.
- c) La vente illégale de terres par des fonctionnaires et des politiciens.

⁵ Land (Conversion of Titles) Act (Chapter 289)

- d) Les conflits entre groupes différents et les litiges fonciers.
- e) La construction illégale de maisons à louer.
- f) L'augmentation des conflits sur les terres.

Le magazine *Times of Zambia* a réalisé des reportages sur la plupart de ces points alors que le Conseil Municipal a mis en place en 2000 une Commission d'enquête sur les transactions foncières illégales de plus en plus nombreuses réalisées par des fonctionnaires et conseillers municipaux⁶. Ce magazine a révélé le 6 juillet 2000 l'expulsion par la police de 500 squatters qui occupaient illégalement une vingtaine d'hectares appartenant à l'Université de Zambie et qui avaient été scindés en 40 parcelles aux abords de la commune de Kalingalinga. A cette époque, les terrains réservés pour l'extension de l'université étaient utilisés par certains résidents à des fins agricoles.

Mais, l'article montre clairement que le "mouvement résidentiel" et la demande de logement des populations pauvres semblent plus puissants que celui des adeptes de l'agriculture urbaine. D'autres articles de presse ainsi que le rapport 2000/2001 de la Ville de Lusaka indiquent que de puissants politiciens et mécènes locaux utilisent les personnes pauvres pour occuper les espaces vacants en milieu urbain, non seulement par copinage, mais aussi pour avoir accès à des sites sur lesquels ils pourront construire des édifices générateurs de revenus locatifs.

CONCLUSION

La littérature officieuse et les entretiens informels montrent que la gestion et le contenu du plan stratégique et la dynamique des marchés formels et informels sont, entre autres, des phénomènes qui renforcent l'exclusion de l'agriculture, plutôt que son intégration dans les plans d'aménagement et d'urbanisme. Les mouvements de mise en place d'un plan d'urbanisme stratégique sont largement impulsés par des organismes étrangers mus par une conception moderniste de la ville et ont eu tendance à négliger l'agriculture urbaine. Même s'il sont marqués par un fort souci de "biodiversité environnementale", ces mouvements ont raté plusieurs occasions d'étudier et de développer l'agriculture urbaine en tant que secteur pouvant permettre une prise en charge de l'économie urbaine et la lutte contre la pauvreté.

L'agriculture urbaine est, de surcroît exclue des processus sociaux et politiques relatifs au contrôle et à l'accés à la terre en milieu urbain. La priorité semble aller à la transformation de terrain non aménagés en espaces d'habitat. Compte tenu de ces éléments, il semble que l'agriculture urbaine va se développer à la périphérie de Lusaka (agriculture péri-urbaine) plutôt que dans les espaces vacants à l'intérieur de la ville. Il est par conséquent nécessaire de mettre en place un processus formel pour élaborer un programme d'évaluation de l'agriculture péri-urbaine en complément du nouveau Plan de Développement Intégré de Lusaka.

Beacon Mbiba, Coordinateur, Réseau de Recherche Urbain et Péri-urbain (Peri-Net) Faculté de l'Environnement, South Bank University Grande Bretagne mbibab@sbu.ac.uk

⁶ Lusaka City Council, 2000-2001

L'INTEGRATION DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE DAR ES SALAM

Plusieurs éléments ont conduit à l'extension de l'agriculture urbaine et au maintien de l'élevage à Dar es Salaam. Ils incluent la pauvreté, la diminution des emplois formels, la proximité des marchés, la disponibilité des services, la politique gouvernementale, la culture (l'élevage étant considéré comme faisant partie de ces cultures) et le non renforcement des lois, réglementations et arrêtés municipaux.

Dans le contexte tanzanien, l'agriculture urbaine fait généralement référence aussi bien aux activités dans les zones bâties, où de grands espaces sont disponibles, qu'aux activités de surveillance du bétail dans les zones péri-urbaines.

Dans la ville de Dar es Salaam, l'exploitation agricole et la surveillance du bétail se pratiquent dans l'arrière-cour, à proximité des maisons, sur des terrains vagues autour de la ville et dans les zones péri-urbaines. L'activité agricole se pratique dans les nombreuses vallées et les terrains marécageux. La taille des terrains augmente à mesure que l'on s'éloigne du centre vers la périphérie tandis qu'on note une intensification de l'activité dans le sens contraire. Parmi les produits cultivés on trouve des légumes (épinards, choux, tomates) des fruits (papayes, oranges), du riz paddy, du maïs, du manioc, des patates douces et des bananes. Le tableau 1 ci-dessous montre le développement de la surveillance du bétail en ville.

Malgré une croissance appréciable au cours de la dernière décennie, l'agriculture urbaine a été peu reconnue par les autorités. Les professionnels et les hommes politiques se sont tardivement rendu compte que l'agriculture urbaine prise au sérieux et bien organisée peut être un moyen efficace de gestion de la terre. La ville de Dar es Salaam reconnaît la nécessité de développer des stratégies qui peuvent renforcer l'agriculture urbaine afin d'assurer un développement humain durable en appui du e l'Agenda 21 local et du l'Agenda Habitat.

L'INTEGRATION DE L'AGRICULTURE URBAINE DANS LA PLANIFICATION URBAINE

En 1992, la ville de Dar es Salam a adopté l'approche de Planification et de Gestion de l'Environnement (EPM) dans le cadre de la Consultation de Ville. Cette nouvelle approche a été le moteur du changement dans beaucoup d'aspects liés, entre autres, à l'agriculture urbaine. L'approche EPM recommande le dialogue et la planification participative. Dans ce cadre, la ville a organisé une mini consultation en 1993 pour réfléchir sur l'agriculture. Les parties ont convenu que l'agriculture urbaine contribuait de manière considérable (presque 30%) à l'approvisionnement en denrées alimentaires des foyers, et qu'elle était devenue partie intégrante des stratégies de subsistance en ville. Un groupe de travail a été constitué pour élaborer des stratégies intégrant l'agriculture urbaine dans le programme de ville.

Le groupe de travail comprenait de représentants venus de différents segments des populations urbaines (les populations démunies, les hommes, les jeunes et les femmes), les comités villageois (particulièrement dans les zones péri-urbaines), les différents ministères, des institutions d'enseignement supérieur, des membres du Conseil Municipal de Dar es Salaam, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations communautaires de base (OCB).

La taille des groupes dépendait de la question traitée. Le Conseil Municipal de Dar es Salaam coordonnait et dirigeait des opérations au niveau de la ville. D'autres membres ont apporté des informations sur les expériences de leurs localités respectives. Il y avait peu de conflits d'intérêts, les participants étaient conscients qu'il serait préjudiciable d'occulter les préoccupations d'une partie des citoyens. Les différences d'opinions ont été gérées de manière participative.

Les résultats de tout le processus, de la préparation du plan d'action, la mise en œuvre de projets démonstratifs à une plus grande intégration de l'agriculture dans les villes

découpées par zones ont été satisfaisants. L'une des illustrations les plus réussies est le projet agricole de Mbutu. Les conclusions du groupe de travail comprenaient les résultats de ces projets et ont servi de base de décisions sur la localisation et l'envergure des exploitations agricoles en milieu urbain, comme on le voit dans le Plan Stratégique de Développement Urbain (PSDU). Dans ce plan, des parcelles de terre spécifiques sont destinées à l'agriculture (voir carte). On a procédé à l'examen d'idées nécessaires à la révision des règlements municipaux et dégagé une plate-forme pour le renforcement de la coordination.

L'agriculture urbaine a suscité un intérêt certain à différents niveaux chez les décideurs politiques de Dar es Salaam et a été acceptée comme mode de gestion de la terre en ville. Le PSDU a expressément réservé plusieurs zones à l'agriculture urbaine de moyenne et grande échelle en indiquant les conditions de développement correspondantes ; contrairement au premier découpage par zones où une zone ne pouvait être consacrée à des activités agricoles que dans l'attente de son affectation à d'autres usages (résidentiels ou industriels). L'innovation majeure c'est que le plan d'ensemble considérait l'agriculture urbaine comme une activité temporaire alors que le PSDU en fait une activité importante et d'un apport majeur pour les citoyens.

La reconnaissance de l'agriculture urbaine a contribué de manière significative à la qualité et à la quantité de denrées dans les zones urbaines; ce qui a entraîné une baisse des prix et donc un renforcement du pouvoir d'achat de la plupart des citadins. On a cependant noté un impact négatif de l'agriculture urbaine à travers le développement incontrôlé qui entrave les efforts d'aménagement de la terre pour en faire profiter le plus grand nombre. Compte tenu de la baisse du nombre d'emplois dans les secteurs privé et public, il est nécessaire de déployer encore plus d'efforts pour organiser l'agriculture intra et péri-urbaine.

La reconnaissance de l'agriculture urbaine se reflète dans plusieurs lois et règlements parmi lesquels la Politique d'Agriculture et d'Elevage - 1997) et la Politique Nationale de Développement des Etablissements Humains - janvier 2000).

L'ACCES A LA TERRE

Il a toujours été difficile d'avoir accès à la terre à Dar es Salaam. Les populations urbaines démunies ont vendu leurs terres aux riches sous prétexte qu'elles ne disposaient pas de ressources suffisantes pour les mettre en valeur. A travers le processus de Planification et de Gestion de l'Environnement, les communautés sont conscientes que si elles sont responsabilisées pour mieux planifier et gérer leur environnement dans une coordination accrue, elles pourront résoudre beaucoup de leurs problèmes. Pour améliorer l'accès à la terre, les autorités locales encouragent l'expansion verticale des bâtiments, la libération d'espaces dans la zone bâtie et dans les zones d'expansion urbaine potentielles.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Il n'y a pas qu'une seule voie pour organiser l'agriculture urbaine et le succès dépend en grande partie de l'adaptation aux conditions locales. Il a été démontré à Dar es Salaam que l'agriculture pouvait effectivement être intégrée dans les plans urbains d'utilisation des terres. La ville a intégré l'agriculture urbaine dans l'urbanisme à travers une approche consultative (du bas vers le haut) dans le cadre du processus de Planification et de Gestion de l'Environnement. L'agriculture urbaine est reconnue comme moyen d'utilisation de la terre et représente une opportunité importante pour les populations sans emploi.

La réalisation d'une étude approfondie pour s'informer des potentialités et limites de l'agriculture urbaine a été recommandée. Les résultats de cette étude serviront de base à une prise de décisions ultérieures de façon éclairée, et pour prévenir des effets préjudiciables pour les résidents et l'environnement. Le manque de moyens de transport fiables et abordables mérite un attention soutenue. Parmi les efforts et actions à entreprendre pour faciliter l'agriculture urbaine, il faudrait inclure des volets visant à améliorer la mobilité des populations à un coût réduit, comme le recours à des bicyclettes qui peuvent faciliter le travail de distribution des produits.

L'approche mise en oeuvre dans la Ville de Dar es Salaam a été largement acceptée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire. Le processus en cours pour préparer d'autres plans stratégiques de développement urbain dans les neuf (9) municipalités avec une réplication du processus de Planification et de Gestion de l'Environnement est la preuve de son intégration dans la politique nationale. Le PSDU accordera une attention particulière à l'agriculture urbaine.

ATELIER SUR L'AGRICULTURE URBAINE

Dar es Salaam, 11-13 juin 2001

Cet atelier, organisé par le Pojet Urbain pour la Promotion des Légumes (UVPP) sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire et l'Université de Dar es Salaam, en collaboration avec le Programme de Développement Municipal (MDP) basé au Zimbabwé, dans le cadre du programme RUAF, a abordé des questions liées à la planification et aux politiques agricoles, aux activités et initiatives existantes mais aussi à la communication, l'information et aux besoins de formation des parties prenantes. L'un des principaux objectifs de l'atelier était de réduire le fossé entre les décideurs et les exploitants agricoles. Des représentants des principales instances de décision invités à l'atelier, entre autres le Ministère de l'Agriculture, le BIT (Bureau International du Travail), l'UVPP, l'Université de Dar es Salaam, l'Université d'Agriculture Sokoine à Morogoro, et l'UCLAS (University College of Lands and Agricultural Studies).

Après la présentation des groupes de travail et des différentes communications qui ont porté sur des sujets se rapportant principalement à l'agriculture urbaine, un petit marché a été organisé où les agriculteurs ont exposé leurs produits. Parmi les principales conclusions de l'atelier, il a été recommandé de considérer l'agriculture urbaine comme un outil de gestion urbaine et on a réaffirmé l'importance des techniques participatives pour la promotion d'une agriculture urbaine durable.

On peut obtenir des informations complémentaires et les actes de l'atelier à l'adresse : uvpp@africaonline.co.tz ou ruaf@etcnl.nl

La Politique Nationale sur les Etablissements Humains stipule que le gouvernement devra :

- Désigner des zones spéciales dans les zones planifiées où l'on accordera des droits légaux aux populations pour s'adonner à des activités agricoles.
- Continuer à réglementer l'agriculture urbaine et s'assurer qu'elle ne désorganise pas le développement urbain.
- * Réviser les lois existantes pour faciliter l'agriculture planifiée dans la ville.
- * Faciliter la construction d'infrastructures appropriées pour prévenir la dégradation des sols, la pollution de l'eau, les risques sanitaires et les autres dangers dans les zones où l'agriculture est autorisée.

Le groupe de travail a suivi les étapes suivantes (dans le cadre de l'approche EPM)

- Clarification des questions à discuter.
- Implication des acteurs dont la participation est indispensable.
- Identification des priorités
- Accord sur les problématiques prioritaires
- Initiation et mise en œuvre des projets de démonstration en collaboration avec les institutions concernées.
- Suivi et évaluation des progrès accomplis et ajustements périodiques par rapport aux propositions du groupe de travail.
- Contribution au Plan d'Aménagement Urbain.

Tableau 1 : Animaux élevés dans la Ville de Dar es Salaam

| Année | Vaches laitières | Pondeuses | Poulets de | Poulets | Canards | Cochons | Chèvres |
|-------|------------------|-----------|------------|---------|---------|---------|---------|
| | | | chair | locaux | | | |
| 1985 | 3.318 | 221.920 | 146.205 | 88.720 | 4.900 | 6.795 | 1.361 |
| 1986 | 4.200 | 292.000 | 180.500 | 93.389 | 6.800 | 8.601 | 2.617 |
| 1987 | 5.278 | 390.000 | 194.500 | 98.304 | 8.100 | 10.454 | 3.820 |
| 1988 | 7.105 | 445.000 | 237.000 | 103.341 | 10.449 | 13.383 | 5.764 |
| 1989 | 8.589 | 551.800 | 282.083 | 108.508 | 13.479 | 15.658 | 8.531 |
| 1990 | 10.402 | 664.232 | 335.624 | 113.933 | 17.388 | 18.946 | 12.626 |
| 1991 | 12.586 | 824.448 | 399.393 | 119.630 | 22.431 | 22.925 | 18.686 |
| 1992 | 15.229 | 1.027.275 | 475.276 | 125.611 | 28.936 | 27.739 | 27.655 |
| 1993 | 18.286 | 1.225.392 | 565.579 | 131.891 | 37.327 | 33.564 | 40.930 |

Martin D. Kitilla,
Sustainable Cities Programme
Urban Authorities Support Unit (UASU)
of the Presidents's Office;
kitilla@scp.or.tz

et

Anasteria Mlambo, Sustainable Dar es Salaam Project, Conseil Municipal de Dar es Salaam

INTEGRER L'AGRICULTURE URBAINE DANS LES PLANS D'URBANISME

ETUDE DU CAS DE GLEN VALLEY A GABORONE

Aujourd'hui, l'étendue de l'agriculture urbaine et péri-urbaine (AUP) dans les établissements urbains du Botswana est encore très limitée comparativement aux pratiques agricoles intensives dans d'autres villes d'Afrique australe comme Naïrobi, Dar es Salaam, Lusaka, Hararé ou Johannesburg. Pourtant, plusieurs projets agricoles sont intégrés dans le développement de la capitale Gaborone qui est l'une des villes africaines à plus fort taux de croissance. Le but de cet article est de donner plus de détails sur ces nouvelles initiatives, en se basant sur une étude de cas de la zone de Glen Valley.

Le développement de Gaborone, la capitale du Botswana a nécessité un empiètement sur les terres arables environnantes sur lesquelles on a construit des logements et des bâtiments à usage industriel. Cette tendance s'est développée depuis l'indépendance, en 1966, et a donné lieu à une croissance désordonnée de la banlieue et des zones abritant des activités industrielles et commerciales. La ville est toujours en expansion mais a atteint ses limites dans toutes les directions.

Le récent plan de développement de la ville de Gaborone (1977) est allé jusqu'à suggérer l'acquisition de terres supplémentaires au nord et au sud de la ville pour répondre au développement urbain (cf. figure). Sur une superficie totale de 19 096 ha, les terres forestières et agricoles occupaient 2 468,12 ha en 1997, soit 17,09% du total des terres. (DTRP/MLHE 1997: 90).

Gaborone, comme beaucoup d'autres villes du Botswana, dépend en grande partie villes limitrophes pour son approvisionnement en denrées alimentaires. Aujourd'hui ces même villes sont touchées par une baisse de la production agricole. La plupart des exploitants agricoles sont basés au nord de Gaborone et sont soit des promoteur privé ou viennent d'institutions scientifiques ou académiques. Quelques activités agricoles limitées sont pratiquées en ville dans des propriétés foncières libres.

Cependant, les responsables de l'urbanisme ont transformé les deux grandes fermes au nord de Gaborone qui servaient de terres de culture en zones résidentielles et à d'autres activités (Dithebe, 1998), ce qui a pour conséquence la spéculation et les conflits.

Dans la partie sud de la ville, on trouve un certain nombre de fermes avicoles de petite taille. La pépinière Sanitas situé dans cette zone, constitue à la fois une pépinière commerciale et un mini jardin botanique avec des plantes exotiques. De plus, des Parcs de la ville de Gaborone et le service des jardins disposent d'une pépinière dans l'ouest de Gaborone (Ibid 1997).

LES CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

La disponibilité de l'eau est un obstacle majeur au développement de l'agriculture urbaine puisque la pluie est incertaine et l'on ne peut en dépendre. On a depuis longtemps reconnu la nécessité de rendre la ville de Gaborone autosuffisante en produits horticoles mais le manque d'eau en quantité suffisante a rendu cette tâche très difficile.

En août 1997, il était recommandé l'implantation d'une nouvelle station d'épuration d'eaux usées, d'une capacité de traitement de 40 000 m³ d'eau par jour (Gibb.1993)

La proposition de réutiliser les eaux usées pour l'irrigation a été bien accueillie. Cette source potentielle d'approvisionnement en eau a redonné de l'intérêt à l'idée de développer un marché de petite taille dans et autour de Gaborone. Aujourd'hui, l'usine de traitement des eaux usées de la ville produit environ 20 000 m³ qui sont toujours perdues.

Il est question maintenant de traiter cette eau de sorte de pouvoir la réutiliser comme source d'irrigation. On peut penser que la ville de Gaborone pourrait être autosuffisante en produits horticoles si l'on tient compte des énormes quantités d'eau perdues et du système de fourniture d'eau déficient. C'est dans cet esprit qu'a été conçu le projet d'agriculture irrigué qui utiliserait l'eau de l'usine de traitement des eaux usées dans la zone de Glen Valley.

LES CONSIDERATIONS INSTITUTIONNELLES ET POLIQUES

L'absence d'une politique claire est aussi un facteur limitant dans le développement de l'agriculture dans la ville de Gaborone. Il n'existe pas d'institution dominante travaillant pour son intégration dans la planification urbaine. On a aussi dit que l'agriculture urbaine se développe là où il n'y a pas de politique de planification efficace. La planification urbaine et les contrôles de gestion de la terre sont très serrés, et cela peut être une indication supplémentaire pour comprendre les limites de l'agriculture urbaine (Byerly 1996, Rogerson 1994).

Seuls quelques agriculteurs sont impliqués dans le processus. Certains comités voisins de White City et Bontleng, ont exprimé leur mécontentement par rapport au développement de l'agriculture sur les grands espaces arquant du fait que la culture des légumes et autres produits verts attire serpents et moustiques, réduit l'espace de jeu réservé à leurs enfants, et utilise l'eau des pompes. Leurs préoccupations ont été rendues publiques lors des réunions du Comité de Développement de la Circonscription.

La question du genre est également importante à Gaborone et dans tout le pays. La production alimentaire est traditionnellement de la responsabilité des femmes qui dirigent 36% des foyers dans la ville de Gaborone. Les femmes sont particulièrement actives dans la prise de décision, fournissent de la main d'œuvre et contrôlent les rendements. Cependant, le rôle joué par les femmes au sein des foyers est insuffisamment reconnu, d'où un manque de soutien aux foyers dirigés par des femmes.

Il n'existe pas de plate forme pour la coordination des activités d'agriculture urbaine au sein des institutions gouvernementales qui peuvent prendre des initiatives sans aucune coordination. A titre d'exemple, le Département de la Planification Régionale et de la Ville du Ministère de l'Habitat et de l'Environnement, a récemment lancé une campagne pour protéger les espaces agricoles de l'empiétement des zones résidentielles en pleine expansion. Par conséquent, la place réservée à la répartition des zones et à la préparation de plans physiques dans le processus de planification est très modeste. L'étude du cas de la zone de Glen Valley est l'une des premières tentatives systématiques pour intégrer l'agriculture dans le cadre urbain existant. Le plan de 1998 s'attaque aux problèmes d'accès et de répartition des terres en associant des professionnels de divers secteurs (agriculteurs, ingénieurs, planificateurs, environnementalistes) et en procédant à une analyse détaillée des composantes économiques et des conditions susceptibles d'attirer l'attention des investisseurs.

ETUDE DU CAS DE GLEN VALLEY

La zone de Glen Valley est une zone péri-urbaine située au nord-est de Gaborone. Les zones environnantes sont en priorité résidentielles, de loisirs ou de grands espaces ouverts. La zone est relativement plate et exposée aux inondations du fait de la proximité des rivières.

Malgré sa localisation relativement éloignée du centre ville, le site, d'une superficie de 234 ha, a été considéré comme idéal pour l'agriculture. Les sols s'y prêtent et les eaux usées traitées par l'usine voisine peuvent être utilisées.

Les préoccupations environnementales et de planification

Le Plan Horticole de Glen valley était destiné à créer un projet d'irrigation bien conçu qui fournirait des parcelles de cultures commerciales de petites dimensions pour faire de

l'horticulture et d'autres activités comme le jardinage de loisir, et peut être l'aviculture et l'élevage d'un petit cheptel. L'idée était d'allouer des terres à des investisseurs agricoles maîtrisant les systèmes d'irrigation, et qui utiliseraient la terre de la façon la plus judicieuse pour produire des ressources agricoles fraîches pour la ville de Gaborone et ses environs.

Malheureusement, ce type de production intensive est destiné à ceux qui disposent déjà de ressources nécessaires comme l'on l'a vu dans des villes comme Hararé (Mbiba.1995), les pauvres sont en fait exclus.

Le plan a été approuvé en Septembre 1998, à condition qu'une étude d'impact sur l'environnement soit clairement stipulée dans le contrat de bail.

L'utilisation du traitement de l'eau était limitée à des cultures spécifiques n'entrant pas dans la consommation courante des hommes (plantes, herbe...etc).

Le responsable de la planification affirmait qu'une surveillance continue du projet dans la phase d'application était une des conditions préalables.

Les principes du plan

La taille des terrains de Glen Valley varie de 1,5 à 4 ha. Tous les terrains sont contigus et sont faciles à entretenir. (figure 1). Le Ministère de l'Agriculture exige une réduction de la zone tampon de la rivière Notwane et ses affluents ; pour utiliser les sols les plus fertiles le long de la rivière. Puisque la zone est inondable, les investisseurs étaient conscients du danger d'une perte possible de leurs propriétés. Ces terres qui ne conviennent pas aux cultures horticoles (types de sols sensibles à la salinisation) ; sont destinés à d'autres activités agricoles comme l'élevage d'un petit cheptel ; l'aviculture...etc. C'est ainsi que 63 terrains ont été affectés aux cultures horticoles et 27 terrains à d'autres activités agricoles.

Il n'a été autorisée aucune résidence permanente dans la zone du projet sauf quelques hangars pour abriter les agriculteurs.

OPPORTUNITES FUTURES

Les opportunités pour une intégration future de l'agriculture dans la planification urbaine à Gaborone et dans tout le pays sont encore à l'examen.

Puisque cet article ne fait n'aborde le sujet que de façon superficielle, il y a de nombreuses questions qui méritent d'être approfondies avant que le conseil, les autorités et les agences de planification ne puissent saisir toutes les potentialités de cette intégration. (Mosha & Cavric 1999, Mougeout 2000, Jarlöv 2000).

Les domaines qui méritent une attention particulière sont repris dans l'encadré.

CONCLUSION

Contrairement à beaucoup de pays de la sous-région, la présence de l'Agriculture urbaine à Gaborone et au Bostwana est encore plutôt timide et ne s'intègre pas dans le développement urbain. L'Agriculture urbaine constitue une activité spontanée si l'on sait que plus de 40% des populations urbaines vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Comme dans d'autres villes africaines, les économies se portent mal, les revenus baissent, par conséquent les gens sont à la recherche de solutions alternatives pour survivre. (Mosha 1996, 1999).

Pour de beaucoup de personnes, l'agriculture urbaine aide à renforcer la sécurité alimentaire et constitue un élément d'indépendance (Hesselberg 1993, Pile 1999).

Actuellement, les agences de planification commencent à s'intéresser avec prudence à l'agriculture urbaine et à accepter cette activité comme une partie de la réalité urbaine. Les premières mesures sont prises pour formaliser ces activités à travers la préparation de plans physiques. Dans le Plan de Développement de la ville de Gaborone en cours (1997), les analyses de modèles d'utilisation de la terre indiquent les changements majeurs auxquels on peut s'attendre dans les deux prochaines décennies. Cependant, la répartition détaillée de certaines localités comme la zone de Glen Valley indique que l'on peut contrôler l'agriculture urbaine à travers une planification adéquate.

Une longue période s'ouvre à l'horizon pour concilier les intérêts des individus et des institutions. Malheureusement, certains individus n'ont ni le temps, ni les moyens d'attendre la formalisation des relations économiques et physiques. Ils comptent essentiellement sur la production de légumes et le petit élevage pour vivre. C'est ainsi que les règles de planification sont transgressées particulièrement par ceux qui construisent sur tout leur terrain et vont ainsi à l'encontre des intérêts de ceux qui veulent cultiver la terre disponible. C'est face à ce constat que l'étude suggère qu'un minimum d'activités soit considéré comme essentiel pour établir un équilibre entre les intérêts du gouvernement, des différentes organisations non gouvernementales et des individus dans le cadre du système de planification urbaine existant.

ENCADRE

DEFIS ET PERSPECTIVES DE L'AGRICULTURE URBAINE ET PERI-URBAINE AU BOTSWANA

Laboratoire Vétérinaire National, Sebele, Gaborone, Botswana, 28-29 mai 2001

Plusieurs catégories d'acteurs tels que le gouvernement central, les collectivités locales, les institutions para-étatiques, les ONG, les chercheurs et les organisations internationales tels que la FAO, ont pris part à la réunion organisée pour le Programme RUAF par le PDM et le MOP. L'atelier a réuni les partie-prenantes clés, a facilité l'interaction entre les participants et impulsé une collaboration future. Ce fut un signal pour toutes les parties prenantes que l'AUP constitue une question importante et pertinente au Botswana et que des actions devaient être entreprises. Le gouvernement s'est engagé à trouver une politique de l'AUP et s'efforcera de le mettre en avant dans le prochain plan national en 2003.

Contact: MOSHAAC@mopipi.ub.bw

DOMAINES QUI MERITENT UNE ATTENTION ACCRUE

- ◆ Les lois et règlements liés à la planification et à l'utilisation des terres agricoles dans les villes doivent être mis en concurrence (par exemple la loi sur la planification de la ville et du territoire, la loi sur le domaine public, la loi sur le contrôle de la terre, la loi sur la conservation des ressources agricoles.)
- ◆ La nécessité de créer des agences et comités inter-départementaux dépendant du gouvernement.
- ♦ Apporter un soutien aux organisations non gouvernementales (ONG), associations et individus engagés dans l'agriculture urbaine.
- ♦ Introduire l'agriculture urbaine comme un aspect de la politique nationale d'aménagement.
- ◆ La nécessité d'inclure l'agriculture urbaine dans la version revue et corrigée du Manuel de Planification Physique, du nouveau manuel de Planification Physique, du Manuel de l'Agriculture.
- ♦ La nécessité de développer un système de classification des terres et d'utilisation de la terre, et d'améliorer le Code d'Utilisation de la Terre du DTRP, dans la section faisant référence à l'agriculture par zone.
- ♦ Mise en place d'un système d'information sur l'utilisation de la terre pour contrôler les changements dans l'utilisation des terres agricoles au Bostwana
- ♦ Veiller à l'entretien du sol et à l'élaboration régulière d'une cartographie indiquant ses propriétés.
- ♦ Intégrer les aspects de l'agriculture urbaine dans les termes de références pour la préparation de tous les aménagements et plans directeurs futurs.
- ♦ Introduire des autorisations de planification agricole en ayant à l'esprit la fragilité de l'environnement du Bostwana.
- ♦ Introduire l'agriculture urbaine comme matière à l'Ecole de Planification de l'Université du Botswana et encourager la recherche et la formation continue dans ce domaine.
- Poursuivre les actions d'information, d'implication et de sensibilisation du public.

PROGRAMME DE SOUTIEN A L'AGRICULTURE URBAINE EN FAVEUR DE LA MUNICIPALITE DE MADHYAPUR THIMI AU NEPAL

Les municipalités du Népal sont définies sur la base (de l'accumulation) d'activités non agricoles tout en tenant compte du fait que l'agriculture est une activité essentiellement rurale. Les efforts consentis pour la promotion de l'agriculture urbaine au sein de la municipalité de MADHYAPUR THIMI située dans le centre de la vallée du KATMANDOU se heurtent à cette contrainte, parmi d'autres. L'article suivant est consacré à la question de la stratégie de développement des terres et à la solution de ce problème.

Les terres consacrées à l'agriculture sont une composante importante des « Plans de développement et des normes de construction » édictées récemment par la Municipalité. Le Plan de zone consacre environ la moitié des 11,47 km² aux « Réserves ».

A la suite d'un plan de deux ans, le conseil municipal a compris les avantages qu'il pourrait tirer d'une agriculture basée sur des zones de réserve et a accepté le plan bien malgré une certaine hésitation à priori.

LES GRANDES LIGNES DU DEVELOPPEMENT ET LES NORMES DE CONSTRUCTION (2001)

La municipalité de MADHYAPUR THIMI, dont la superficie est de 11,47km², a été créée grâce à la fusion de 5 Comités Villageois de Développement en 1997. Ces dernières années, la population de la municipalité a augmenté de manière significative allant jusqu'à atteindre environ 40 000 personnes. Les municipalités voisines et plus peuplées de Katmandou, Lalitpur et Bhaktapur exercent une pression constante en raison de leur croissance. De ce fait, de nouvelles habitations ont vu le jour à Madhyapur Thimi. Ces installations sont incompatibles avec la structure villageoise traditionnelle. L'extension urbaine a empiété sur ce qui reste une terre d'agriculture primaire. La mise sur pied d'une zone agricole est l'un des principes des « Grandes lignes du développement et des normes de construction, version 2001 » initiés par la Municipalité de Madhyapur Thimi. L'essentiel des terres fertiles et non urbaines a été inclus dans cette réserve pendant que les zones urbaines actuelles seront considérées comme des zones de développement.

Les arrêtés imposent aux municipalités de veiller à l'absence d'infrastructures urbaines ou d'habitations dans l'es Réserves. Seules les habitations temporaires seront autorisées. Le but de ces arrêtés est de mettre fin à la perte de terres arables traditionnelles du fait du développement urbain non planifié. L'application de tels arrêtés est souvent difficile, surtout du fait que, au Népal, les tribunaux privilégient les individus au détriment des municipalités. Malheureusement, les propriétaires terriens le voient comme un signe d'encouragement leur permettant de mettre en valeur les terres comme ils le désirent, en dépit des effets néfastes que cette action peut avoir sur la communauté dans son ensemble. Bien qu'une part croissante de la jeunesse ait abandonné l'agriculture, 70% de la population vit de cette activité. La réussite de la politique des zones de réserve repose essentiellement sur le soutien de la population paysanne. C'est pourquoi le concept de planification municipale prend en compte les besoins des paysans. La municipalité initiera plusieurs programmes de soutien dont le but est d'augmenter les revenus agricoles et de profiter de ressources locales actuellement sous utilisées comme les déchets organiques riches en nutriments. Ces programmes s'appesantiront sur l'intégration de l'agriculture au plan directeur global de développement urbain. La coopération et le soutien mutuel seront encouragés à la place de la dichotomie typique *rural/urbain* qui pourrait diviser la communauté.

LES AGRICULTEURS NEWARS

Depuis plusieurs siècles, l'agriculture est la principale activité des Newars. Elle influence profondément leur société et leur religion. Les communautés Newars vivent traditionnellement dans des villages à forte densité situés sur des terrains en hauteur, surplombés par des terres arables. Les Newars ont mis sur pied un système complexe de classification de leurs terres, basé sur la qualité du sol, le système d'irrigation, le type de récolte ainsi que la propriété.

Ces dernières années, les familles paysannes ont éprouvé des difficultés à conserver le même niveau de vie qu'auparavant. De nombreux paysans se sont donc tournés vers des activités secondaires. Cette situation est à l'origine de la détérioration progressive des pratiques et connaissances dans la vallée du Katmandou. L'accès de plus en plus réduit à l'irrigation a fortement remis en cause la viabilité économique de l'agriculture. Il y a 20 ou 30 ans, les fleuves avaient un débit annuel convenable. Actuellement, ils tarissent durant l'hiver en raison essentiellement du nombre impressionnant de déchets dont l'impact environnemental est très néfaste. C'est là quelques uns des nombreux facteurs qui ont contribué au grand déclin de l'agriculture dans la Vallée du Katmandou.

LE DECOUPAGE EN ZONES

L'ossature du nouveau plan de découpage en zones de la municipalité de MADHYAPUR THIMI a été conçue lors d'un atelier organisé par PAHAR Népal en juin 1999 grâce au soutien financier de l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération, avec la participation de l'Institut Fédéral Suisse de Technologie.

Les participants à l'atelier ont tenté de déterminer les facteurs qui étaient à l'origine des tendances largement expansionnistes de la vallée du Katmandou.

Les Newars construisaient traditionnellement leurs habitations sur les terrains élevés et utilisaient les terres en contrebas à des fins exclusivement agricoles. Cependant, ce cas de figure a subi des modifications considérables au cours des 30 dernières années. Les habitations ont continué à pousser comme avant sur les terrains en hauteur, mais, de plus, elles se dressent le long des routes situées dans des zones non exploitées du contrebas. Cela prouve que les routes sont les principaux catalyseurs des nouvelles constructions. Les participants à l'atelier, au regard de cette analyse et dans le but de mettre sur pied une réserve de terre potentielle, ont identifié les terres en contrebas disposant d'un faible accès à la route comme régions devant accueillir l'activité agricole.

Certains membres de la municipalité ont participé à l'atelier durant quelques mois. Le Conseiller en urbanisme de la municipalité a préparé les « Grandes lignes du développement et les normes de construction version 2001 » en étroite collaboration avec les présidents de communautés, le conseiller juridique et d'autres membres de l'équipe technique. A l'origine, la réserve était conçue comme une zone de conservation, dans laquelle aucune expansion ne serait possible. Les conseillers municipaux se sont rendus compte que cette idée était irréaliste pour des raisons économiques et politiques. Par la suite un compromis a été trouvé. Le terme « Zone de réserve » fut adopté, et la municipalité fut autorisée à identifier et à prévoir des zones supplémentaires dans la zone de réserve qu'elle attribuerait ultérieurement au développement. Etant donné que la préservation des terres arables est l'un des ferments du concept, une procédure légale doit être mise en place afin de s'assurer que la prise de décision est transparente et responsable. L'octroi de terres protégées sera soumis à l'approbation de la communauté élargie. Ce système serait également lié à des raisons économiques. Au cas où la disparité entre le potentiel économique des terres dans les zones de développement (les zones urbaines actuelles) et celui des zones de réserve deviendrait trop grande, une réelle volonté politique pourrait suffire à libérer des terres dans les zones de réserve. Les principaux attributs de la zone de réserve demeurent inchangés. La région ne peut être utilisée qu'à des fins agricoles. On y construirait des bâtiments temporaires de plain-pied. Afin de décourager le développement, la municipalité ne construira pas de route et ne fournira pas de service comme l'électricité. l'eau courante, les systèmes d'assainissement et le téléphone.

LES REACTIONS

L'opposition la plus virulente au système des zones de réserve est venue des propriétaires terriens. La plupart sont des fonctionnaires aisés, qui s'étaient installés dans la vallée du Katmandou avec l'intention de construire leurs résidences sur de petits lopins de terre. La municipalité a enclenché une procédure qui permettrait d'allouer une partie de ces terres aux projets de construction. Aussi bien les autorités que les paysans militent en faveur de l'agriculture urbaine. Des études préliminaires ont montré que la promotion de produits issus du terroir local et transformés sur place ainsi que des stratégies marketing développées représentaient les bases d'un programme de soutien à l'agriculture urbaine.

Les avantages d'un développement ultérieur au plan municipal de zones de réserve basé sur l'agriculture sont :

- Une meilleure affectation des maigres ressources financières.
- La mise en avant d'une "nouvelle" croissance au sein des zones urbaines existantes qui va susciter une urbanisation plus dense et une utilisation rationnelle de l'espace dans les zones de développement.
- Un système d'évacuation des eaux usées adapté et une gestion des déchets biodégradables solides grâce au compost et aux méthodes modernes de production d'engrais qui développent l'agriculture. Cela pourrait transformer un problème urbain potentiel en une ressource agricole précieuse et promouvoir une forte indépendance entre communautés agricole et urbaine.
- Pouvoir s'assurer que toute attribution de terre à l'intérieur des zones de réserve sera planifiée et contrôlée. Mdhyapur Thimi sert d'exemple dans le domaine de la planification urbaine au sein de la vallée du Katmandou. Les urbanistes et les fonctionnaires d'autres municipalités sont très interessés par cette expérience d'intégration de l'agriculture dans un plan de découpage par zones.

PROMOUVOIR UN MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La durabilité du développement urbain dans la Vallée de Katmandou dépend en grande partie de la préservation des terres agricoles. Le plan directeur de Madhyapur Thimi permettra de savoir comment intégrer l'agriculture urbaine au schéma de développement d'une municipalité.

Le maintien de terres non occupées dans les zones de développement urbain, la promotion de l'agriculture comme source de revenus viable pour la communauté paysanne et les populations urbaines permettront de contrôler la croissance urbaine. Une telle politique induirait une plus grande valeur des terres et une meilleure alimentation des familles.

Finalement, une longue prospérité et un bon niveau de vie seront assurés pour des générations futures à Madhyapur Thimi.

Kai Weise et Issac Boyd

Pour l'Union des Planificateurs de la Région de l'Himalaya et des Régions Alliées (PAHAR NEPAL) pahar@weisesubba.wlink.com.np

L'AGRICULTURE URBAINE ET LA PLANIFICATION DE I'OCCUPATION DES TERRES EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

La municipalité de Santiago de los Caballeros en République Dominicaine tente de promouvoir une intégration plus cohérente et efficace de l'agriculture urbaine dans les ville à travers la gestion municipale, des politiques de planification et différents mécanismes et instruments dans le but de préserver l'environnement local et les stratégies permettant de lutter contre la pauvreté.

En 1991, la municipalité de SANTIAGO de LOS CABALLEROS a identifié les problèmes suivants dans le cadre d'une analyse participative et d'un exercice de participation avec différents acteurs de la ville (équipe municipale, organisations civiles, populations urbaines). Ce sont les mêmes problèmes qui se posent dans beaucoup d'autres municipalités en Amérique Latine :

- ➤ Un taux important de populations urbaines vivant dans des conditions de pauvreté et d'insécurité alimentaire (57%).
- Une grande quantité de déchets organiques pollue l'environnement urbain sans qu'on ait les moyens de les récupérer et de les transformer.
- Une importante quantité de terrains urbains et périurbains (aussi bien privés que municipaux).
- ➤ Un manque de prise de conscience sur les questions environnementales.
- ➤ L'absence d'intégration et de coopération entre institutions qui aurait permis de résoudre ces problèmes.
- ➤ Une application très faible des lois et règlements, l'absence de réglementation opérationnelle pour l'allègement de la pauvreté et la gestion de l'environnement.

La même année, une stratégie visant à faire face à ce problème a été mise sur pied sous la forme d'un programme d'agriculture urbaine. Ce programme devait s'appesantir sur une meilleure utilisation des ressources locales basée sur la culture agricole actuelle et un cadre institutionnel adéquat a été mis en place.

La municipalité a un rôle spécifique à jouer dans ce programme. "La municipalité doit développer l'agriculture urbaine en tant que coordinateur, planificateur et facilitateur. Elle mettra aussi en oeuvre des projets dans différentes zones grâce à l'appui d'autres services (travaux publics, aménagement urbain, affaires communautaires, coopération et développement, gestion de l'environnement, relations publiques et conseil juridique) et des populations, en coopération avec d'autres entités (universités, entreprises privées, ONG). Elle garantira ainsi le cadre légal indispensable au développement de l'agriculture urbaine" (Présentation de la municipalité à la Havane, Cuba mai 2001)

L'UTILISATION DE LA TERRE

Avec ses 500 000 habitants, Santiago de los Caballeros est la deuxième ville de la République Dominicaine. L'utilisation des terres est passée rapidement de l'agriculture aux constructions urbaines.

La ville a été divisée en plusieurs parties afin de mieux représenter les différents types d'agriculture urbaine ainsi que leur superficie. Il s'agit des vieux quartiers (34,6 km²), de la zone péri-urbaine (29,5 km²) et de la banlieue (130 km²). Dans la zone urbaine, 33% des espaces vacants ou partiellement construits sont envahis par l'agriculture urbaine et 22% des terres sont considérées comme arables. La superficie totale des terres destinées à l'agriculture est supérieure à 315 ha soit 9% du territoire urbain total, y compris les patios, les jardins d'arrière cour, le bord des fleuves et des routes et autres espaces libres.

En raison de la pression qui est exercée sur les terres pour l'habitat et de la forte densité de la population, l'activité agricole est plus fréquente dans les quartiers riches que dans les quartiers pauvres. L'utilisation des terres à des fins agricoles est relativement importante dans les zones industrielles et autour des édifices publics (près des écoles en particulier) et dans les quartiers riches où l'on trouve généralement des espaces libres qui servent temporairement de terres agricoles.

Plus on s'éloigne du centre névralgique de la ville, plus l'agriculture urbaine est présente. L'agriculture est en train de se déplacer du centre vers d'autres zones. Elle est caractérisée par un cycle en 3 phases : implantation – substitution - réimplantation. L'occupation des terres à des fins agricoles ne revêt un caractère permanent que dans les patios et le long des fleuves et des routes. L'agriculture est présente essentiellement dans les lopins de terre inoccupés et de façon temporaire.

La majeure partie de la zone périurbaine est soumise à un processus d'urbanisation. L'utilisation des terres à des fins agricoles concerne 29% de la superficie de cette zone (environ 840 ha), dont 10% destinés à la culture vivrière. La zone péri-urbaine se distingue des vieux quartiers par le fait qu'une grande partie de ses terres est destinée au pâturage, à l'élevage bovin et porcin (14%) et à la culture du tabac (4%). L'agriculture occupe donc près de 16% de la superficie de la région urbaine de Santiago (zones intra et périurbaine). Elle représente la troisième forme d'occupation des terres après l'utilisation à des fins résidentielles et les terrains libres.

C'est pour cette raison que Santiago est une véritable ville agricole, un "agropole" moderne où l'agriculture est en conflit avec les constructions urbaines. L'agriculture urbaine est en train de déménager vers d'autres endroits, mais elle ne disparaît pas avec la croissance urbaine (del Rosario et al., 1999).

La municipalité reconnaît que l'agriculture a une fonction urbaine importante et permanente (production alimentaire et source de revenus) et s'apprête à l'inclure de manière systématique dans les plans d'aménagement des terres en milieu urbain. Cette fonction est une solution au problème fondamental de la sécurité alimentaire en milieu urbain.

LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES

Grâce à l'assistance d'un expert cubain, la municipalité a commencé en septembre 2000 à mettre à jour la classification et l'identification des zones partiellement ou non construites en milieu urbain, en utilisant des cartes, des photographies aériennes et des images satellite.

Les zones sont classées en fonction de leur situation, de l'autorité qui en a la tutelle (municipalité, institution ou personne privée), de leur utilisation potentielle à des fins agricoles (agriculture, élevage, temporaire ou permanente, monoculture ou polyculture).

Sur la base de cette classification dès la fin de l'année 2000, l'utilisation des terres à des fins agricoles a été encouragée à travers la diffusion des objectifs du programme municipal d'agriculture urbaine, à la radio, à la télévision, dans les journaux ainsi qu'à travers des ateliers, séminaires et rencontres. Plusieurs projets de démonstration (jardins de démonstration, recyclage de déchets, compostage, pépinières) sont aussi mis en oeuvre avec le soutien de différents acteurs.

LE DEFI

Pour la municipalité, le défi repose maintenant sur «l'institutionnalisation» de l'utilisation des terres à des fins agricoles en incluant l'utilisation permanente des terres à des fins agricoles dans le plan de découpage par zones et/ou en stimulant une utilisation multifonctionnelle et temporaire des terres non occupées par l'octroi d'avantages financiers ou juridiques (par exemple des exonérations fiscales). La création d'un département municipal chargé de la sécurité alimentaire, dont l'agriculture est une composante et un domaine d'intervention, fait aussi partie d'un programme plus permanent dont la survie ne dépend pas uniquement des intérêts d'une administration favorable à ce projet.

Répartition en zones agricoles à la Havane, Cuba

L'intégration de l'agriculture dans la politique de découpage par zones est un des moyens pour l'inclure dans les plans d'utilisation des terres.

Dans le "Plan général de gestion urbaine et d'utilisation des terres de la Havane" (décembre 2000), il est implicitement fait mention de l'agriculture urbaine en tant que "corridor agricole" autour de la zone urbaine de la Havane.

But

- Créer les conditions d'utilisation des terres urbaines qui contribuent à atteindre les objectifs liés à la production et à la commercialisation agricole.

Objectifs

- Développer 101 ha de terres agricoles pour répondre aux besoins du tourisme.
- Optimiser l'utilisation des terres dans le but d'améliorer la production animale au niveau du corridor qui entoure la ville.

Actions

- Elaborer un plan partiel d'utilisation des terres pour la partie sud de la ville où se situent les terres agricoles.
- Localiser 63 ha pour une culture intensive, qui s'ajoutent aux 38 ha déjà disponibles.
- Définir les objectifs du complexe agro-industriel de la ville par rapport au type de production et à l'utilisation des installations industrielles.
- Identifier une zone où les buffles seront introduits tout en s'assurant qu'ils ne nuiront pas aux caractéristiques esthétiques et environnementales de la partie sud est de la province.
- Trouver une solution au problème d'approvisionnement en eau des systèmes de production animale sans recourir à la nappe phréatique de la ville.

Source : Plan général urbain d'utilisation des terres de la Havane.

Conseil de l'administration provinciale, Département de la Planification Physique, La Havane, décembre 2000

NOTE: Les jardins ornementaux et les cultures hors sols (hydroponiques) ne sont pas concernés par cette étude.

Jacqueline Acevedo Abinader Coordinatrice, Programme Municipal Pour l'Agriculture Urbaine Santiago de los Caballeros

LE PROJET PILOTE *EL PANECILLO* A QUITO (EQUATEUR)

La municipalité de Quito est confrontée à la triple nécessité de lutter contre la pauvreté urbaine, d'améliorer l'environnement urbain et de promouvoir un mode de gouvernance participatif. L'agriculture urbaine est une source potentielle d'approvisionnement en nourriture, de revenu et d'emploi. Elle est aussi partie intégrante de l'utilisation multifonctionnelle de la terre et a ainsi un rôle primordial et stratégique à jouer dans ce développement.

La municipalité s'était engagée dans un processus d'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à travers une consultation locale participative. Cette consultation a été suivie par la formulation d'un plan d'action, mis en œuvre plus tard sous la forme d'un programme d'action spécifique. A l'heure actuelle, ce programme revêt l'aspect d'un projet pilote qu'il est prévu de mettre en œuvre dans tout le District Métropolitain de Quito.

Il y a deux types d'agriculture à Quito : l'agriculture urbaine et l'agriculture périurbaine. L'agriculture urbaine est une activité essentiellement familiale à temps partiel, dont le but principal est la production de légumes. Les techniques agricoles sont adaptées aux conditions spécifiques des zones urbaines (irrigation en eau potable, culture hydroponique, techniques de production intensive). Dans le système péri-urbain, la famille entière est impliquée dans la production et a tendance à troquer parfois les produits contre de l'argent.

Il est apparu durant la consultation locale qu'il n'y avait pas de dispositions spécifiques régissant l'activité agricole au niveau de la municipalité, en dépit de l'existence de lois et règlements concernant des questions liées à l'agriculture urbaine comme l'utilisation des terres ou l'accès à l'eau.

Le Plan d'action général comprend les recommandations suivantes :

- ❖ L'agriculture urbaine est une activité urbaine et doit, de ce fait, être reconnue, intégrée et régie par des politiques municipales spécifiques.
- Des systèmes de crédit et des programmes d'incitation à l'agriculture urbaine doivent être élaborés.
- ❖ Il faut également mettre en place des systèmes d'appui technique et des programmes de production, de transformation et de commercialisation des produits.
- Il faut enfin établir un système de gestion de l'environnement urbain.

La décision a été prise de démarrer le plan d'action par un programme pilote dans le quartier de El Panecillo, dans le centre historique de Quito. Ce quartier a été choisi en fonction de ses caractéristiques. Il possède une large bande de terre protégée et impropre à la construction et dispose déjà d'un projet de jardins familiaux. Ce projet a été initié en 1994 dans le cadre d'un plan de réhabilitation visant à stimuler l'utilisation des terres et à améliorer les conditions de vie des populations.

La commune de El Panecillo a sélectionné quatre domaines d'intervention concrets :

- ❖ La production de compost et de plantes pour la vermiculture (ce qui fournit un emploi direct à 15 jeunes)
- ❖ La mise en place d'une pépinière communautaire pour la culture de plantes ornementales locales et la production alimentaire.
- ❖ Le soutien aux jardins familiaux existants qui produisent des légumes, des plantes médicinales et de petits fruits ; ces projets impliquent 30 familles et font travailler principalement des femmes) et ;
- ❖ La construction de deux unités industrielles agricoles pour la production de légumes et de plantes médicinales qui fournissent des emplois directs à 23 familles).

L'accès au capital et à la connaissance est assuré à travers ces initiatives. Cependant l'accès sécurisé à la terre est à la base du succès et de la pérennité du projet pilote. Les acteurs impliqués dans le projet pilote ont formulé les recommandations suivantes par rapport à l'utilisation des terres:

- Attribution de loyers symboliques pour les terres utilisées à des fins agricoles;
- Des taxes foncières préférentielles pour les terres appartenant à des privés utilisées à des fins agricoles(10% de réduction);
- ❖ Des accords sur les droits d'exploitation à long terme (5-10 ans) pour les terres municipales utilisées à des fins agricoles sous l'égide des associations de producteurs et des industries agricoles.

Une série de rapports fournissant des informations et des critères sur les normes d'utilisation des terres telles qu'elles ont été proposées a été publiée. Par exemple, l'attribution de loyers symboliques et de taxes foncières préférentielles devraient être destinées aux personnes défavorisées vivant en zone urbaine (soit 50% de la population de El Panecillo à l'heure actuelle). La production agricole devrait également être orientée vers l'agriculture biologique et inclure des techniques de contrôle de l'érosion afin d'éviter les glissements de terrain, un phénomène très courant à Quito.

A l'heure actuelle (mai 2001), le programme a facilité la reconnaissance officielle de l'agriculture urbaine et son intégration dans le nouveau plan général d'utilisation des terres de Quito (2000 -2010). Les propositions relatives à la réglementation de l'accès sécurisé aux terres ont été portées à l'attention du conseil municipal et feront l'objet de dispositions législatives sous peu. La municipalité travaille à l'institutionnalisation d'un programme municipal d'agriculture urbaine, qui sera placé sous la responsabilité de la Direction du développement économique et social. Ce programme sera financé sur le budget municipal.

Le projet pilote a démarré en septembre 2000. Il bénéficie du soutien technique et financier de l'IPES, du Programme de gestion urbaine pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (UMP-LAC-UNGH-HABITAT/UNDP) et du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), et est exécuté par différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Marielle Dubbeling, Conseillère en agriculture urbaine IPES-Programme de gestion urbaine (UMP-LAC);

Jesús Loor Bravo, Coordinateur de projet FONSAL, Municipalité de Quito;

Margarita Llerena Cepada, Travailleur social, FONSAL, Municipalité de Quito Marid@pgu-ecu.org

L'UTILISATION DE LA TERRE POUR DIFFERENTES ACTIVITES : UN MOYEN DE PROMOUVOIR L'AGRICULTURE URBAINE EN EUROPE

Tandis que l'agriculture urbaine est considérée comme utile dans les pays en voie de développement, le potentiel de production alimentaire locale dans et autour des villes est rarement mis en exergue dans les pays industrialisés. Il est encore plus rare de voir des politiques destinées à la promouvoir. La politique agricole dans l'Europe d'après guerre s'est focalisée sur la production d'importantes quantités de nourriture bon marché, afin d'éviter la famine et assurer ainsi la stabilité sociale. Cette politique était dictée par des raisons économiques qui voulaient que l'agriculure soit pratiquée par un minimum de personne et de la façon la plus intensive possible afin de réduire les coûts de production et de maximiser le rendement. Ces politiques ont mené à des monocultures agricoles et écologiques, visant à travailler à très grande échelle et avec le maximum d'efficacité, avec une séparation subséquente des fonctions selon les plans d'occupation des terres.

La production alimentaire dans et autour des villes n'était pas adaptée à ce schéma. Les décideurs politiques avaient considéré qu'elle se faisait à petite échelle et était donc inefficiente, peu rentable économiquement et donc inutile pour la société. Les avantages sociaux et environnementaux n'ont pas été pris en compte.

Le temps du changement semble être arrivé en Europe. Les conséquences néfastes des politiques agricoles d'après guerre ainsi que le coût élevé qu'elles auraient dans le cadre de l'intégration européenne sont maintenant reconnus au niveau de l'Union Européenne et des différents Etats. De nombreux agriculteurs sont obligés de diversifier leurs activités pour survire et cherchent le moyen de combiner l'agriculture à d'autres sources de revenus. Dans le même temps, les villes sont en concurrence pour attirer les investisseurs. Les hommes politiques locaux cherchent à améliorer la qualité de vie dans leurs cités (environnement sain et attractif). Il faut de plus en plus satisfaire de nombreux besoins sociaux sur un espace réduit.

L'UTILISATION MULTIFONCTIONNELLE DE LA TERRE COMME SOLUTION

Il y a plusieurs possibilités qui permettent aux différentes parties d'être gagnantes. Les urbanistes cherchent en effet à créer des combinaisons attractives pour l'occupation des terres tout en satisfaisant les nombreuses demandes relatives aux rares terres disponibles dans ou autour des villes. Bon nombre de ces combinaisons peuvent être basées sur l'agriculture urbaine, par exemple :

- ❖ L'agriculture combinée avec des établissements d'éducation ou d'accueil préscolaire.
- ❖ La production de roseau associé à des activités de loisir et au traitement des eaux usées.
- L'agriculture combinée à la rétention de l'eau et aux activités de loisir.
- La production de produits agricoles à valeur ajoutée, comme le fromage, les confitures ainsi que les produits cosmétiques, associée aux loisirs et au tourisme.
- La sylviculture urbaine qui offre des avantages au niveau du micro- climat et de la santé, associée à la production de cultures énergetiques et aux activités de loisir.

Le cas du polder de Upper Bieslandse dans la ville de Delft (Pays Bas) est un bon exemple de combinaison de plusieurs formes d'utilisation de la terre dans une zone à forte population.

LAPLANIFICATION A DELFT

Delft est une ville d'environ 95 000 habitants située dans la populeuse province de South Holland. La région compte environ 3,4 millions d'habitants pour une densité de 1179

habitants au km² (CBS, 2000). En conséquence chaque mètre carré de terre à sa désignation dans le système de planification du pays qui opère à trois niveaux (national, régional et local). Chacun de ces niveaux de décision a un rôle dans la division de l'espace.

Théoriquement, les collectivités qui se trouvent à l'échelon inférieur doivent agir dans le cadre des objectifs assignés par les politiques mises en place par des collectivités hiérarchiquement supérieures. En retour ces dernières doivent tenir compte des plans proposés au niveau inférieur dans la définition des politiques. Il n'est bien sûr pas possible de réaliser les souhaits de tous. Le plan d'utilisation mixte du polder de Upper Biesland est un exemple intéressant d'intégration des diffrents modes d'utilisation de la terre et des objectifs politiques.

LE POLDER De UPPER BIESLAND

Le polder Upper du Upper Biesland se trouve à la périphérie est de Delft, et comprend une surface totale d'environ 35 hectares. Avant l'exécution du plan décrit ci-après, six métayers travaillaient dans la zone dans le cadre de baux d'une année accordés par la municipalité de Delft. La municipalité n'accordait pas de baux plus longs afin de pouvoir récupérer les terres rapidement au cas où elle voudrait aménager la zone¹. Cela a suscité un sentiment d'incertitude chez les agriculteurs et, avec 6 exploitants pour 35 hectares, l'utilisation de la terre pour des activités agricoles était inefficiente, bien que chacun de ces métayers exploitait d'autres terres dans la même zone.

LE PLAN

En 1996 Jan Duijndam, un des 6 métayers, qui réfléchissait depuis un moment à la possibilité de se convertir à l'agriculture biologique, a décidé de franchir le pas. Avec un planificateur du Groupe d'Initiative pour la Nature de Delft (IND), Jacques Schievink, ils ont engagé des discussions avec d'autres exploitants de la région. Schievink fut l'instigateur du plan en 1995 quand il suggéra un développement écologique et une gestion des bassins qui régulent le niveau de l'eau sur les terres arables du Polder (ce qui lui a valu le Prix de la municipalité de Delft pour l'environnement). Les 6 métayers sont parvenus à un accord , notamment par rapport à la cession des baux à Duijndam.

Le plan concernant le Polder du Upper Biesland a été finalisé en mars 1997 et, fait notable, évoqué dans les manifestes de bon nombre de partis politiques locaux lors des élections municipales de mai 1998. L'élection d'un nouveau conseil municipal « vert » signifiait que le plan pouvait être poursuivi. Les travaux d'exécution du plan ont débuté au cours de l'hiver de 1999-2000. Le coût total de la réalisation de ce plan, sans compter la maintenance, tournait autour de 250.000 florins (100.000 \$ américains).

ASPECT ECONOMIQUE

Duijndam bénéficie maintenant d'un bail de douze ans accordé par la municipalité. Pour améliorer la viabilité économique du projet, il a ajouté 30 des 35 hectares du Polder Upper Bieslandse aux 50 hectares sur lesquels il cultivait des produits biologiques. Et, comme de nombreux produits biologiques en Europe, le lait bio se vend au prix fort aux Pays-Bas.

Duijndam a consacré les 5 hectares restants au développement de la nature, mettant de côté une portion de terre afin d'en faire un polder traditionnel hollandais avec des aménagements paysagers à vocation écologique: une prairie inondable avec des fluctuations du niveau de la nappe phréatique, un lit de roseaux et des bois marécageux. Chacun de ces sites abrite une faune de plus en plus menacée par une urbanisation galopante. Les espaces naturels sont disposés sur la bordure extérieure des sites, afin d'être

¹ Il y a eu pendant plusieurs années des rumeurs de construction de logements de valeur sur le site, même si cela n'était pas autorisé par le Plan régional.

visibles par les visiteurs qui empruntent les pistes cyclables ou cavalières et les sentiers aménagés dans le cadre du Plan. Cela signifie également que l'agriculture peut être pratiquée avec plus ou moins de liberté au centre de la zone (voir photo).

Bien que ces terres ne génèrent pas de revenus agricoles, elles permettent d'obtenir des subventions des collectivités provinciales pour la gestion des terres, et ces subventions vont à l'aménagement de la nature et aux activités de loisirs. De plus, Duijndam reçoit des subventions du Conseil local de l'eau (*Waterschap*) pour sa contribution à leur stratégie de gestion integrée des ressources en eau. En d'autres termes, le métayer exécute la tâche des autres et reçoit d'eux une rémunération en retour. De telles subventions représentent environ 10% des revenus de l'exploitant.

Il y a des initiatives similaires ailleurs aux Pays-Bas où les autorités locales ont l'obligation de fournir un certain volume d'eau stockée pour des raisons liées à la gestion de cette ressource. En payant les agriculteurs pour qu'ils consacrent une partie de leur terre au stockage de l'eau, la municipalité s'en tire à bon compte, et l'exploitant est payé pour « cultiver de l'eau ».

CONCLUSION

L'exemple du Polder du Haut Bieslandse montre que l'agriculture urbaine peut offrir aux villes des pays développés plus qu'une simple production alimentaire. Grâce à une combinaison de l'utilisation des terres et à l'intégration des politiques des différentes organisations à différents niveaux, Delft a su rendre l'agriculture biologique viable, créer une zone de loisirs attractive et restaurer les possibilités de vie sauvage aux abords de la ville. En combinant les modes d'utilisation de la terre, les agriculteurs peuvent bénéficier d'autres sources de revenus imprévues, ce qui permet de disposer de ressources importantes pour l'éducation environnementale dans une région urbaine à forte densité de population. La ville et ses résidents bénéficient d'avantages importants sur le plan de l'environnement, de la santé, de l'éducation et des loisirs.

Puisque la production alimentaire n'est pas une raison suffisante aux yeux des politiciens locaux et des planificateurs pour allouer le peu de terre urbain à l'agriculture, les avantages supplémentaires qu'acquiert l'agriculture urbaine lorsqu'elle « fait de la place » aux autres modes d'utilisation de terres doivent être mis exergue. En ce sens, l'interprétation du terme « agriculture urbaine » doit être élargie afin d'inclure la culture de produits utiles et l'accomplissement de tâches utiles pour la société.

Le système hollandais de planification offre peu de gages de sécurité – 12 ans c'est bien peu pour un bail – mais ceci est certainement lié au fait qu'il y a une forte compétition entre différents modes d'utilisation de la terre. L'intégration de l'agriculture dans les plans d'urbanisme locaux lui conférerait certainement une meilleure assise juridique.

Les urbanistes doivent transformer les stratégies unidimensionnelles conçues par les décideurs politiques en une réalité à 3 dimensions. Pour arriver à une utilisation multifonctionnelle de la terre, il faut intégrer les différents pôles de planification dans les différents niveaux de responsabilité. Dans les systèmes de planification hautement institutionnalisés, qui sont le propre des pays industrialisés, où des plans sont élaborés aux niveaux local, régional et national, une telle approche devrait être possible. Cette intégration devrait s'accompagner par la mise en oeuvre d'instruments économiques novateurs qui favorisent l'utilisation multi-fonctionnelle (par exemple des subventions ou des exonérations fiscales si possible). Les agriculteurs devraient être informés de l'existence de telles possibilités.

L'intégration des politiques entre différentes organisations est aussi vitale. Au Pays-Bas par exemple, les Comités indépendants de gestion de l'eau jouent un rôle central dans la gestion de cette ressource. Toute décision de combiner une fonction de production de l'agriculture urbaine ou de l'aquaculture avec le stockage de l'eau ou l'installation de parcs ou de lieux de loisirs doit être prise en accord entre le Comité de l'eau, les autorités provinciales et la municipalité, entre autres.

Le succés du polder de Upper Bieslande peut être attribué, au moins en partie, au fait que des représentants de 3 différents groupes (agriculteurs, environnementalistes et autorités municipales) ont pris conscience des avantages de la combinaison de différents modes d'utilisation de la terre dans cet espace.

Tjeerd Deelstra, Donal Boyd et Maaike van den Biggelaar Institut Internation de l'Environnement Urbain, Delft, Pays Bas IIUE@urban.nlGeen

(Inserer) En Europe environ 80% de la population vit actuellement dans les zones urbaines (Commission européenne 1996). Les villes se sont largement détachées de la campagne environnante. La politique agricole d'après-guerre a transformé l'agriculture en un « générateur d'aliments » avec lequel les citadins ont peu d'affinité. le rôle unidimensionnel de l'agriculture est en train d'être remis en cause par certains facteurs tels que les coûts élevés de la Politique Agricole Commune Européenne (CAP), l'intérêt des consommateurs pour la qualité de la nourriture, l'inquiétude par rapport aux effets des pesticides et autres produits chimiques sur la santé et l'environnement ainsi que les produits génétiquement modifiés et la question du bien être des animaux (Pederson & Robertson 2001).

Il y'a des limites au pouvoir des planificateurs. Pendant des années deux sites de nidification ont été érigés dans l'espace libre qui est actuellement cultivé par Jan Duijndam dans le polder Upper Briedlandse. Le but était d'attirer les cigognes, qui se faisaient rares, dans cette zone. Finalement, cette année les cigognes sont revenues faire leur nid à Delft, pas sur ces sites, mais 500 mètres plus loin, à la limite de la ville.

Ce plan combinait les modes d'utilisation de la terre suivants :

- production laitière biologique
- loisirs
- (re) aménagement de la nature
- traitement (limité) de l'eau naturelle
- une importante fonction de sensibilisation et d'éducation.

INTEGRER LES ACTIVITES AGRICOLES DANS LES PLANS D'AMENAGEMENT DES BANLIEUES AU CANADA

Une étude des plans d'aménagement des banlieues et des documents officiels de l'urbanisme a permis de constater l'absence de l'agriculture dans les plans d'aménagement des banlieues en Amérique du nord. Alors que les partisans de l'agriculture urbaine cherchent des terres pour la production de cultures vivrières sur les espaces restants ou abandonnés dans les centres urbains, ils oublient la possibilité d'inclure des espaces pour cette production dans les futurs quartiers dès le début.

L'agglomération de Toronto (Greater Toronto Area: GTA) est celle qui a la plus forte croissance au Canada, avec 100 000 nouveaux habitants par an. Entre 1976 et 1996, l'agglomération a perdu 62 000 hectares de terres arables qui ont fait l'objet de lotissements ainsi que 40 000 autres hectares destinés à l'habitat. On prévoit que d'ici l'an 2026, 40% des terres arables de l'agglomération auront fait l'objet de lotissements¹.

LES BANLIEUES MULTI-ETHNIQUES DE TORONTO

Toronto est souvent décrite comme l'une des villes d'Amérique du Nord où on trouve le plus de diversité ethnique. En 1996, 48% de la population était constituée d'immigrants et 1 résident sur 5 était arrivé au Canada après 1991. Un nombre croissant d'immigrants s'est installé dans les banlieues. Ces personnes semblent concentrées dans certaines banlieues. Par exemple à Vaughan, au nord de Toronto, 42% des immigrants sont des italiens, alors qu'à Markham, 1/3 des résidents se dit d'origine chinoise.

A côté des grandes maisons familiales avec des pelouses vertes, ce qui est le stéréotype des banlieues nord-américaines, on trouve de nouveaux ensembles d'habitation avec une gamme de maisons plus large: maisons individuelles sur des parcelles plus petites, maisons avec garage, copropriétés et maisons groupées. Ces nouveaux types de logements n'offrent qu'un espace limité à l'extérieur pour le jardinage, et parfois même n'en offrent pas du tout. Les espaces vacants sont également très rares dans les alentours.

Cela pose la question de la prise en compte de l'origine ethnique des gens et de leur tradition de production alimentaire lors de la réduction des espaces libres, tant publics que privés, dans les plans d'aménagement des banlieues. On a cependant peu pensé à cet aspect de l'occupation des terres (agriculture) tant du côté des urbanistes que de celui des sociétés d'aménagement privées.

C'est seulement à une époque récente, que les aspects naturels comme les bois ou les étangs, ont commencé à être considérés par les aménagistes comme des éléments du paysage qui doivent être préservés et non détruits. A la périphérie de Toronto, on trouve des panneaux qui font la promotion de futurs ensembles d'habitation avec des images de la nature et les noms des futurs ensembles comprennent des termes comme "forêt", "bois" et "lac". Ces éléments de l'environnement naturel contribuent à rendre plus attractifs ces lots que les promoteurs vendent au prix fort². Cependant, les sites prévus pour la construction de logements dans les banlieues ne comprennent pas d'espace pour le jardinage communautaire ou les activités agricoles. On ne considère pas les espaces destinés à la production agricole comme un atout écologique susceptible d'attirer des acheteurs, en dépit du fait que les aliments génétiquement modifiés et la sécurité alimentaire sont évoqués

¹ Toronto Food Policy 2000

² Mardsen, 2000

quotidiennement dans les médias et que le jardinage est l'activité qui se développe le plus parmi les populations urbaines.

Dans une étude menée récemment, l'auteur demande à 30 immigrants qui habitent l'agglomération de Toronto et s'adonnent au jardinage, de faire l'historique de leur activité. Alors que les urbanistes et les promoteurs immobiliers persistent à croire que les jardins des maisons de banlieue sont d'abord destinés à embellir les lieux où à des activités de loisir, l'étude a montré que les immigrants consacrent souvent leurs jardins à la production de légumes et d'herbes de leur terroir d'origine.

Dans certaines banlieues de Toronto, ce sont des immeubles qui servent de logements sociaux à des immigrants qui n'ont pas accès à des terres privées pour cultiver pour leur consommation. Dans un quartier situé près de l'Université York, deux de mes étudiants ont mis en place un jardin communautaire sur un espace vacant dans une église locale. Dans ce jardin, dénommé *Garden of Friends*, qui existe depuis 3 ans maintenant, 20 résidants d'origines diverses et ayant des revenus modestes cultivent des légumes. On trouve des herbes de Thaïlande, du piment rouge du Mexique et des melons chinois. A quelques encablures de là on trouve l'organisation *Africa Food Basket* qui livre des produits africains et antillais sur abonnement. Le siège de l'organisation ressemble à une maison individuelle. L'arrière-cour est cultivée par des habitants des appartements voisins qui font des expériences de production de légumes afro-antillais (igname, gombo, etc.). Cette intensification de l'espace faiblement peuplé des banlieues de Toronto est un phénomène récent. Il est entravé par les aménagements immobiliers qui réduisent l'espace disponible.

MESURES A PRENDRE POUR ENCOURAGER L'AGRICULTURE DANS LES BANLIEUES

Il faut d'abord incorporer l'agriculture urbaine et les jardins communautaires dans les plans d'aménagement des banlieues. Et ces plans doivent prendre en compte la préservation des terres agricoles pour les générations futures sous forme de fermes communautaires, de fermes commerciales ou de projets de démonstration. L'ouvrage récent de Brian Donahue intitutlé *Reclaiming the Commons*³ décrit une ferme commmunautaire du Massachussets qui organise des sessions de formation pour les jeunes et fournit des produits locaux. Certains responsables des banlieues londoniennes disposent également d'exploitations agricoles qui sont gérées comme des entreprises et reçoivent des groupes d'élèves pour des visites guidées⁴.

Ensuite, la popularité des aménagements en copropriété dans les villes d'Amérique du Nord pourrait être un atout pour incorporer des fermes ou des jardins communautaires. On pourrait ainsi avoir des modèles d'agriculture urbaine, surtout si les problèmes de sécurité alimentaire et d'accès aux produits biologiques devaient s'intensifier.

Le troisième point c'est que les urbanistes pourraient modifier l'occupation de l'espace dans les banlieues existantes. Les grandes cours pourraient devenir des jardins communautaires. Les lots vides situés près des bibliothèques et des églises pourraient être transformés en jardins communautaires et les jardins publics pourraient être mis à contribution pour la production agricole. De tels changements nécessiteraient qu'on repense la conception des paysages traditionnels des banlieues qui fait que les espaces libres sont d'abord consacrés à l'ornement ou à des activités récréatives.

Enfin, dernier point, pour parvenir à l'intégration de l'agriculture dans l'aménagement des banlieues, il faut que les mouvements qui travaillent à sa promotion mènent des campagnes auprès des urbanistes, des décideurs politiques et des promoteurs immobiliers

³ Donahue, 1999

⁴ Garnett, 2000

pour les sensibiliser sur les avantages de la préservation des terres productives pour la production alimentaire au sein même des ensembles d'habitation. Ces groupes doivent s'intéresser aux zones qui ne sont pas encore aménagées ou qui viennent juste de l'être à la périphérie des villes. Cela suppose qu'ils se mettent dans une perspective régionale et s'impliquent dans l'élaboration des plans régionaux qui définissent les objectifs de croissance et d'occupation des terres à long terme. Il faudra également qu'ils s'impliquent dans la surveillance des propositions d'aménagements dans les banlieues. Les citoyens peuvent, en synergie avec les autorités municipales, mettre l'accent sur l'intérêt de conserver des terres pour les jardins communautaires afin de répondre aux critères qui veulent qu'on laisse des espaces vacants et de préserver l'héritage naturel.

Cela signifie que les urbanistes doivent élargir leur conception des espaces libres et de la préservation de l'environnement en pensant non seulement aux champs mais aussi aux jardins, et en prévoyant de réserver des terres agricoles, en plus des bois, pour la production de légumes.

CONCLUSION

Dans les villes d'Amérique du Nord, y compris Toronto, les défenseurs de la sécurité alimentaire, de l'agriculture urbaine et des jardins communautaires se focalisent d'abord sur la recherche de terres pour la production alimentaire dans le centre ou dans les vieux quartiers de la ville. Ils n'accordent presque aucune attention aux nouveaux quartiers qui doivent être re-aménagés à la périphérie des villes. Et pourtant ce sont ces quartiers qui vont absorber la croissance de la population et qui, de plus en plus, reçoivent les nouveaux immigrants.

Pour s'intéresser au potentiel de l'agriculture dans les nouveaux quartiers de banlieue, il faut se mettre dans une perspective à long terme (20 ans) et apprendre à utiliser le sytème de planification. Cela implique de travailler avec les urbanistes, les décideurs politiques, les promoteurs immobiliers et les communautés locales afin d'inclure les principes et les objectifs dans les plans officiels, de participer à l'élaboration des programmes d'aménagement et de mettre en place des axes de travail et des supports éducatifs à l'intention des populations vivant à la périphérie des villes. On continue de construire des logements à une vitesse très rapide dans les banlieues. Si nous n'intégrons pas l'agriculture urbaine et les espaces pour les jardins communautaires, ces résidents et leurs enfants n'auront pas la possibilité de cultiver pour leur propre consommation et d'avoir la sécurité alimentaire à l'avenir.

Gerda R. Wekerle
Faculté des Etudes Environnementales
Université de York (Canada)
gwerkerle@yorku.ca

Page 37

Un jardinier italien qui est arrivé de Calabre dans les années 1960 vit dans une maison individuelle avec une grande cour. Il peut cultiver des haricots, des tomates et d'autres légumes pour sa famille élargie. Par contre, une chinoise (voir photo) qui a immigré dans les années 1980 vit dans une maison avec un garage au rez de chaussée, avec un jardin qui fait à peine le tiers de celui de l'italien. Elle cultive des herbes de Chine et des courges qu'elle conserve au sous-sol pendant l'hiver. Une immigrante du Punjab qui est arrivée plus récemment dispose d'un jardin encore plus petit qui lui permet à peine de cultiver des herbes et des épices sur des parterres surélevés.

Notes

- 1) Cette recherche est exposée (*Growing Cultures*), au Musée Royal d'Ontario, Toronto, de mai 2000 à janvier 2002 et est co-produite avec le photographe Vincenzo Pietropaolo.
- 2) La Ville de Seattle pris la résolution en 1992 d'inscrire les jardins communautaires dans le plan de la ville, surtout dans les zones à moyen et haute densité. A Austin (Texas), Minneapolis (Minnesota) et Boston (Massachusetts), il y a des zones prévues pour les jardins communautaires.

LES POLITIQUES D'APPUI A L'AGRICULTURE

DE DEUX VILLES DISTINCTES LISBONNE AU PORTUGAL ET PRESIDENTE PRUDENTE AU BRESIL

Durant de longues années, l'Institut Tropical a étudié l'agriculture intra-urbaine en mettant l'accent sur deux catégories en particulier : 1) les jardins domestiques et 2) les changeants, mais irrésistibles jardins de subsistance, mixtes et commerciaux.

Les jardins *domestiques*, entretenus avec beaucoup de soin par les familles, les femmes en particulier, ne bénéficient habituellement pas de financements et ne figurent dans aucune statistique. Ce sont de petites zones aux alentours des maisons, à l'intérieur et à l'arrière des résidences où l'on trouve des cultures de légumes, d'épices, de plantes médicinales, des herbes et parfois du bétail.

Dans les villes, les terrains libres sont essentiellement occupés par des jardins de subsistance, des jardins mixtes et des jardins à vocation commerciale. Ils sont souvent exploités de façon illégale par des chômeurs ou des personnes à faibles revenus. Pour ces gens, cela constitue un moyen de se procurer un emploi, de s'approvisionner en denrées alimentaires ou simplement un moyen de renouer le contact avec la nature, d'être actif et de se maintenir en bonne santé physique et mentale. Les deux types d'agriculture ont des fonctions socio-économiques mais aussi des avantages écologiques certains.

Même si l'agriculture urbaine a survécu à l'intérieur des villes où dans la périphérie, elle est souvent oubliée, voire ignorée par les planificateurs, sous-estimée dans les politiques de gestion urbaine et peu connue de beaucoup de chercheurs. Il y a néanmoins quelques programmes publics remarquables, destinés à enseigner et à promouvoir la production alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits à travers le monde.

C'est le cas de deux villes distinctes qui n'ont en commun que la langue : Lisbonne, la capitale du Portugal et Presidente Prudente un centre urbain dans le sud-est du Brésil. Tandis que la municipalité de Lisbonne compte 700.000 habitants, on en trouve 170.000 à Presidente Prudente. Le climat à Lisbonne est un climat méditerranéen doux tempéré, tandis que celui de Presidente Prudente est subtropical humide. Le revenu par habitant au Brésil représente moins de la moitié de celui du Portugal. Il n'est donc pas surprenant que les programmes initiés par les municipalités pour promouvoir l'agriculture à l'intérieur de ces deux villes n'aient pas les mêmes objectifs.

LES JARDINS PEDAGOGIQUES DE LA CAPITALE PORTUGAISE

Dans la municipalité de Lisbonne, l'agriculture intra-urbaine est un phénomène de petite envergure ; il est par contre largement pratiquée dans les jardins intérieurs où l'on trouve des fruits comme l'orange, et même l'avocat et la banane, en association avec une horticulture de subsistance. Dans les zones périphériques voisines, les quelques rares terrains libres et les petits champs (*Quintas*) sont utilisés pour la culture de légumes et l'élevage du petit bétail (habituellement pour la consommation des ménages). Quelques terrains sont loués par la municipalité à un prix symbolique, puisque Lisbonne est l'une des villes d'Europe où la terre coûte le plus cher.

Le problème est que ces terrains libres se raréfient. Dans le cadre du développement urbain, les agriculteurs sont obligés de vendre leur propriété. Des bâtiments modernes et

luxueux remplacent les vielles bâtisses et, par conséquent, on assiste à une diminution des espaces verts. Avec le vieillissement accéléré de la population urbaine, la municipalité de Lisbonne a entrepris la construction de bâtiments subventionnés beaucoup plus accessibles pour la bourse des jeunes, au détriment d'une agriculture périphérique « institutionnalisée » et des zones écologiques. Cependant, comme le taux de natalité est en baisse constante depuis des années dans tout le pays, les écoles commencent à se vider dans la plupart des vieux quartiers de Lisbonne.

Le Ministère de l'Agriculture et la Municipalité ont conçu des stratégies pour ramener les enfants dans ces quartiers, par exemple en permettant aux parents de choisir une école proche de leur lieu de travail, en mettant sur pied des activités alternatives à l'intention des professeurs, et des activités attractives pour les élèves. Les années 1990 ont vu la promotion de « l'Agriculture Pédagogique » dans toute la ville. Toutes les nouvelles constructions scolaires étaient conçues pour abriter leur propre jardin potager. Les anciennes écoles ont été dotées de l'équipement nécessaire si elles disposaient d'un espace adéquat pour l'activité.

L'éducation environnementale est bien acceptée par les adultes et constitue également un moyen de les impliquer davantage dans l'agriculture urbaine. Les parents fournissent la matière première pour la préparation du compost et sont invités à acheter des produits cultivés selon les normes de l'agriculture biologique lorsque la production est excédentaire.

Les jardins pédagogiques ont connu un tel succès qu'en 1996, la municipalité (le Cabinet Vert) a mis sur pied une "Ferme Urbaine" ouverte au public et où sont élevés des canards, des lapins, des porcs et des moutons. Les familles y sont invitées à participer à la préparation du pain, du fromage et des gâteaux. La Ferme de la Ville de Lisbonne (Olivais) reçoit plus de 100 000 visiteurs par an. De plus, l'année 2001 a marqué le début d'une compétition parrainée par une banque publique en collaboration avec la municipalité. Un prix est offert au meilleur jardin potager de la capitale. Onze écoles et trente neuf exploitants privés se sont présentés au concours.

Ces initiatives de la municipalité et du secteur privé constituent un premier effort pour réintégrer de nombreux jardiniers anonymes dans la planification urbaine et réviser les règlements municipaux afin de faciliter d'autres modes d'utilisation de la terre à Lisbonne.

LE PROGRAMME « NOURRIR PRUDENTE »

Presidente Prudente se situe dans l'Etat fortement industrialisé de Sao Paolo au sudest du Brésil. Dans le cadre du programme municipal « Nourrir Prudente » , on encourage les familles à bas revenu à utiliser les terrains non bâtis pour cultiver des légumes. Les autorités locales ne disposent pas de fonds nécessaires pour entretenir ces espaces publics. Comme on a pu le constater en 1999, ce sont les retraités et les chômeurs, essentiellement des hommes, qui ont produit de manière extensive d'importantes quantités de patate douce, de manioc et d'autres types de légumes pendant toute l'année en utilisant des engrais biologiques. Les services d'encadrement ont fourni des charrues, des pompes à eau, et des semences gratuites pour la première récolte et continuent à déployer des efforts pour éviter l'élevage d'un bétail dans la ville (Madaleno, 2000).

L'objectif initial du programme était d'appuyer la communauté des jardiniers, d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation dans les foyers à revenus moyens, de fournir aux personnes âgées une sorte "d'occupation thérapeutique" et de créer des emplois pour les nécessiteux pour parvenir ainsi à combattre la faim et le chômage.

Le programme a démarré en 1997 et concernait 200 familles. Deux ans plus tard, il n'avait touché officiellement qu'une cinquantaine de familles, mais on a su plus tard que

beaucoup d'autres bénéficiaires débutaient avec le programme (en utilisant la terre, les moyens techniques et financiers octroyés par la Municipalité) puis continuaient par leurs propres moyens. En fait les jardiniers ne reviennent que pour chercher de l'aide lorsqu'ils veulent augmenter la superficie qu'il cultivent (qui varie entre 200 et 2 000 m²). Le Secrétariat à l'Agriculture fournit en plus un service de conseil juridique sur les contrats passés avec les propriétaires des parcelles privées.

Le cultivateur qui figure sur la photo (en page 38) dispose de 2 parcelles situées près de sa maison, dans un quartier périphérique appelé *Jardin Itapura*, où il cultive du manioc, des patates douces, de la chicorée et d'autres produits horticoles.

Par rapport au plan initial, on a également supprimé le travail communautaire et la constitution de coopératives car les adeptes de l'agriculture urbaine ont tendance à travailler dans un cadre familial.

L'objectif initial était de disposer d'environ 30.000 m² pour la production de manioc et d'autres espèces de haricots et de blé (10 000m² pour chaque culture) tandis que les patates douces et les citrouilles occuperaient environ 5 000 m² pour chaque espèce. A la fin 1999, on dénombrait 42 jardins bénéficiant d'un appui officiel et qui parvenaient à produire les quantités prévues ; huit (8) de ces parcelles étaient exclusivement consacrées à l'horticulture. En plus de l'approvisionnement en denrées alimentaires et des bénéfices financiers, le programme a suscité un intérêt accru pour l'agriculture biologique dans les quartiers les plus pauvres. On a également noté la baisse du nombre de plaintes relatives à la prolifération d'insectes et de rats à l'intérieur de la ville.

CONCLUSION

Les programmes locaux se sont attaqués à un ceratin nombre de problèmes liés au jardinage en milieu urbain. Compte tenu du niveau élevé du revenu par habitant dans les pays d'Europe occidentale, les pouvoirs publics peuvent limiter leur implication dans les activités de production alimentaire ou dans les actions de création d'emploi car les populations démunies peuvent toujours bénéficier des programmes sociaux mis en œuvre par l'Etat. A Lisbonne l'agriculture urbaine est à la fois un loisir, un médium d'éducation environnementale et un moyen de produire une nourriture saine, de créer des espaces verts et de préserver la diversité génétique. Par contre, au Brésil, elle vise à améliorer les revenus, à créer des emplois et améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des populations les plus démunies. L'intégration de l'agriculture urbaine dans les plans municipaux d'urbanisme revêtrait donc des caractères différents dans les deux villes, compte tenu de ces disparités.

Isabel Maria Madaleno, Institut Tropical Lisbonne, Portugal; Isabel-Madaleno@clix.pt

LA PLANIFICATION DANS UN ENVIRONNEMENT EN MUTATION LE CAS DE MARILAO AUX PHILIPPINES

Marilao est une commune d'environ 15 000 ménages, située à la périphérie de Manille (Philippines). Il y a quelques années, les autorités de Miralao étaient confrontées à un problème péri-urbain typique. Ne disposant que de 2 625 hectares de terre, à 5 km de Manille, le Maire de Miralao n'arrivait pas à trouver un espace susceptible d'abriter un nouveau dépôt d'ordures. Plus de 850 entreprises et projets d'habitat étaient en compétition pour obtenir des terres appartenant à la municipalité.

Face au défi de l'évacuation des ordures, lancé en 1995 par le maire de Marilao, il y a eu beaucoup de propositions nécessitant des engagements financiers importants, mais les solutions proposées était toutes onéreuses et peu pratiques. La précarité de la situation a été soulignée lors d'une série d'ateliers organisés en 1997 afin de trouver des solutions au problème des déchets, en concertation avec tous les acteurs concernés. Compte tenu de l'énormité des problèmes de déchets dans la métropole de Manille, les autorités avaient décidé de changer de stratégie.

Seulement, il fallait d'abord voir si les populations allaient apporter la participation qu'on attendait d'eux, car jusqu'alors le mode de gestion municipal s'était plus caractérisé par un certain dirigisme que par une approche participative. La planification a toujours été une affaire technique, guidée par des considérations techniques. Il fallait cependant mener des concertations avec les différents secteurs de la communauté pour élaborer le plan d'aménagement selon le souhait exprimé par les autorités. L'organisation de ces concertations multisectorielles n'a pas été une tâche facile pour la plupart des planificateurs. Il a fallu adapter les outils et méthodes utilisés habituellement par les ONG, et il était particulièrement difficile d'y parvenir dans un contexte où la règle avait toujours été de mettre les populations devant le fait accompli. De plus, l'expérience a montré l'inefficacité des schémas réglementaires rigides, même dans un pays comme les Philippines où l'environnement juridique est l'un des plus rigoureux en Asie du Sud-est.

Il fallait donc un nouveau mode de gestion municipale. Les bases de cette nouvelle démarche ont été posées en 1992 avec l'octroi d'une certaine autonomie politique et financière et la délégation de pouvoirs aux autorités locales (*MLGUs*). Cette délégation de pouvoir était accompagnée d'un certain nombre de principes, comme la recherche d'un équilibre écologique et la mise en place d'un processus de développement participatif. Chacune des 1 525 entités locales du pays pouvait avoir sa propre interprétation de ces principes, compte tenu de ses réalités et de ses capacités de changement. Dans ce contexte, favorable à une gestion locale quasi autonome, la municipalité de Marilao et certaines ONG ont commencé, en 1996, à réfléchir à des solutions plus appropriées, à une plus grande participation des parties concernées et à des programmes d'investissement permettant de venir à bout du problème des déchets. On estimait que la méthode d'enfouissement des déchets qui était alors utilisée arriverait à saturation dans un délai de 3 à 5 ans. Selon une autre étude, 50% des déchets enfouis étaient biodégradables, 30% pouvait être recyclés et 20% seulement étaient constitués de matière non utilisable.

Les autorités municipales et les responsables d'ONG avaient décidé de chercher des moyens de récupérer la majeure partie de ces déchets. La proposition de création d'une usine de compostage par la municipalité a été finalisée quatre mois plus tard tandis que les ONG s'attelaient au travail de changement du comportement des familles qui sont les principaux "producteurs" de déchets.

A la fin de l'année 1997, un système de tri des déchets à été mis en place au sein des ménages pour garantir la stabilité de l'apport de déchets organique en provenance des foyers. Cette initiative a été suivie de plusieurs campagnes de sensibilisation au cours des deux années suivantes. Ces campagnes comportaient plusieurs volets: ateliers, visites, séminaires, sessions de formation, projections de films (sur la chaîne câblée communautaire), diffusion de jingles lors de la collecte des déchets, fourniture d'uniformes à l'équipe de collecte, diffusion de l'information sur le tri sélectif, publication de calendriers et bulletins d'information et envoi de lettres du Maire. Ces activités étaient co-financés par les ONG et la Municipalité.

En général, toutes ces activités ont été menées selon une approche marketing, en commencant par une analyse du niveau de connaissance et des comportements et habitudes de la clientèle. C'est ainsi qu'on a dressé le profil idéal du client potentiel et déterminé les éléments qui peuvent attirer son attention avant de définir les circuits de distribution et les activités promotionnelles. Les ONG étaient chargées de diriger le processus d'élaboration du produit afin d'atteindre l'objectif de changement au sein de la communauté. Ce processus s'est déroulé selon les techniques de planification participatives qui avaient été élaborées par les ONG. Là encore, les responsables des ONG et les employés municipaux étaient impliqués dans les interfaces de planification au sein du Comité Municipal pour l'Aménagement. Chaque année, un plan de travail était établi d'un commun accord et faisait l'objet d'un investissement de la part de la municipalité. L'accord ne prenait effet qu'après une série de consultations avec des responsables locaux et l'identification des forces et faiblesses ainsi que des menaces et possibilités liées au plan. Cette étape était suivie de l'identification des stratégies puis du choix consensuel d'une stratégie. Enfin, cette stratégie était mise en branle avec le financement de la municipalité et l'engagement des ONG dans sa mise en œuvre. Ces investissements englobaient l'élaboration de schémas types d'agriculture urbaine et l'amélioration du système de collecte des déchets solides. 10 000 \$ US ont été consacrés à l'élaboration de schémas types d'agriculture urbaine entre 1995 et 2000. Pour le sytème de collecte, l'investissement a atteint 15 000 \$ US.

LE PLAN NURTURE¹

L'apport régulier de déchets biodégradables a permis à la municipalité de produire environ 1 tonne de compost par jour, grâce à un activateur de champignon à compost qui permet de réduire le temps de compostage de 3 à 1 mois. La mise en place de cette technologie nécessitait à la fois les déchets ménagers et agricoles. A l'origine, le compost était distribué aux agriculteurs urbains en même temps que les semences et les outils. Le plan NURTURE a été mis en place lorsque les municipalités se sont rendu compte que la fourniture de compost ne pouvait pas couvrir les besoins des agriculteurs et que ces derniers sollicitaient des informations sur l'utilisation du compost.

Le plan a identifié les agriculteurs qui triaient les déchets solides et disposaient d'espaces libres dans leur cour ou dans les zones contiguës. On a ensuite identifié 3 stratégies relatives à des cultures prioritaires : 1) la sécurité alimentaire (2) l'esthétique et les loisirs et (3) les moyens de subsistance. Le volet "sécurité alimentaire" ciblait les agriculteurs urbains pauvres qui cultivent des produits à haute valeur nutritionnelle pour combler les carences alimentaires chez les enfants notamment. Dans le cadre du volet "esthétique et loisirs", on a plutôt ciblé les foyers de la classe moyenne qui cultivent des plantes ornementales ou odorantes. Enfin, le volet "moyens de subsistance" était destiné à ceux qui produisent des plantes ou des fleurs de contre-saison en pots.

_

¹ Networking for Urban Renewal Through Urban Ecology / Mouvement pour le renouvellement de la ville grâce à l'écologie urbaine; l'acronyme anglais joue sur la synonymie avec "nurture" qui signifie "nourrir", "soigner", "entretenir".

Tous les trois groupes étaient confrontés à des difficultés d'accés à la terre. Le plan NURTURE a pris en charge ce problème en mettant en place des micros jardins avec des sols normaux. Au début, le plan visait une bonne application des directives d'utilisation, mais était confronté aux importantes variations de la qualité du sol en milieu urbain. Dans certains endroits, on ne trouvait même pas de terre, mais uniquement du béton. Pourtant il fallait faire face aux sollicitations des agriculteurs qui cultivaient des légumes ou des fleurs dans des pots ou autres supports similaires. Face à ce problème, la municipalité a mené un ceratin nombre d'expériences pratiques en 1999, ce qui a permis de mettre au point un substrat standard, composé essentiellement de compost, pour la culture en pots ou dans des bacs surélevés à l'abri des eaux de pluie.

Les agriculteurs ont été regroupés sous la férule de la Fédération MAFESO² qui est un réseau comprenant 75 associations communautaires de base pour l'habitat, groupes religieux, groupes sectoriels comme les femmes et les transporteurs et clubs civiques. Dans chacune de ces associations, de nombreux membres se sont activement engagés dans des activités liées à l'agriculture urbaine ou à la transformation des déchets solides. Ces membres tiennent régulièrement des discussions et élaborent des programmes dans le cadre d'un groupe de travail sous l'égide du mouvement (MAFESO) et du Comité Municipal pour l'Aménagement (MDPC). Les membres du groupe de travail ont été d'un apport décisif dans les innovations technologiques, la facilitation de l'accés à la terre et la mise en œuvre de plans d'investissement selon les décisions du Comité Municipal pour l'Aménagement.

LE MESSAGE EST PASSE

Manille a lancé une campagne de promotion du tri des déchets qui s'est soldée par un échec au bout de quelques semaines. Après une rencontre avec le maire de Marilao le Président de la communauté urbaine de Manille a ordonné aux cadres de la communauté de se pencher sur le modèle de Marilao et d'y effectuer des visites d'observation. Plusieurs autres municipalités se sont également rendues à Marilao pour s'imprégner du projet. De plus, le gouvernement et les bailleurs de fonds ont publié des articles sur le projet, puis, en avril 2000, l'épouse du Président philippin Estrada, s'est rendue à Marilao pour s'informer sur l'agriculture urbaine. Elle était accompagnée de responsables des principales ONG travaillant dans le domaine de la gestion des déchets solides et du recyclage dans la métropole de Manille.

Tous les groupes et institutions interessés posaient la même question : Comment le programme a-t-il commencé ? L'expérience de Marilao a démontré que la voie de la réussite était parsemée d'embûches et requiert l'abandon de structures et méthodes de planification désuètes. Le changement de mentalité et de style de gouvernement dans la gestion du développement ne peut se faire sans une forte volonté politique. Ceci est un élément essentiel pour motiver les ONG et les ménages. Une fois que la volonté politique est là, on peut obtenir une plus grande tolérance par rapport aux modifications dans un contexte où tout est orienté vers l'amélioration. L'expérience de Marilao a également montré que la planification municipale pouvait servir de catalyseur au développement, tant que l'implication des collectivités locales est garantie et reste marquée par un style un peu plus "managérial". Cet engagement se traduit alors facilement par un investissement pour la mobilisation communautaire et un appui logistique à court et long terme.

A insérer

ATTEINDRE LES MENAGES ET LES AGRICULTEURS URBAINS

L'adoption du système de tri des déchets s'est faite à un rythme progressif. La municipalité a proposé un système régulier et fiable de collecte des déchets triés pour encourager la population, car la fiabilité d'un système de collecte des déchets est un

² Marilao Federation of Service Organisation

élement très important dans le contexte de Marilao. Au bout de 3 semaines, plus de 500 familles avaient adopté le système après avoir constaté la régularité et la fréquence des collectes. 400 autres ménages vivant dans un autre quartier ont également adopté le système 3 mois plus tard, suivis de 2 000 autres dans le quartier voisin 6 mois plus tard. La municipalité a été amenée à acheter des véhicules de collecte supplémentaires pour respecter la fréquence de collecte initialement prévue. Actuellement, plus de 15 000 foyers bénéficient de ce système à Marilao en triant leurs déchets à la source.

Leoncio S. Duran, Jr., Maire de Marilao, Bulacan, Philippines Marilao@bulacan.ph

Joseph H. Batac, Responsable de la Planification, Municipalité de Marilao, Bulacan, Philippines batacjo@bulacan.ph

Pay Dreschel, Institut International pour la Gestion de l'Eau (IWMI) ibsram@africaonline.com.gh

OUVRAGES SUR L'URBANISME ET L'AGRICULTURE URBAINE

PLANNING FOR URBAN AGRICULTURE: A REVIEW OF TOOLS AND STRATEGIES FOR URBAN PLANNERS.

Quon Soonya, 1999 – CFP Report series. Report 28, International Development Research Centre (IDRC/CRDI) Ottawa.

Cet ouvrage a été conçu à partir de documents officiels ou "officieux" et d'une enquête menée par 26 urbanistes dans 18 villes à travers le monde. On a identifié les contraintes, liées à l'urbanisme, auxquelles sont confrontés les agriculteurs urbains ainsi que les solutions éventuelles. Les questions d'utilisation de la terre revêtent un intérêt particulier pour les agriculteurs urbains. Elles sont exacerbées par le contexte de la politique d'urbanisme du fait, entre autres, du manque de reconnaissance. Parmi les recommandations importantes citées dans la documentation et par les urbanistes on trouve notamment les changements de la politique foncière, la participation dans des institutions pluridisciplinaires en charge de tous les aspects de l'agriculture urbaine au sein de la communauté, et la collecte de données relatives à l'agriculture urbaine. On s'est rendu compte que les urbanistes avaient des possibilités pour autoriser et soutenir l'agriculture urbaine, compte tenu de leur position dans les différents niveaux de prise de décisions. Ils pourraient se servir de leur influence pour apporter des changements, forger des alliances et faciliter l'accès des agriculteurs urbains à certaines opportunités.

URBAN LAND TENURE AND PROPERTY RIGHTS IN DEVELOPING COUNTRIES: A REVIEW

Pouyne G.1997. London: Intermediate Technology Publications (ITP) ISBN 1 85339 400: 12,95 £.

Pouvne offre une revue documentaire vaste et fournie sur un aspect important de l'agriculture urbaine. En effet la jouissance d'un droit à un terrain et les droits de propriété jouent un rôle encore plus important que dans les zones rurales. Il y a souvent des frictions entre les différents systèmes, surtout dans les zones urbaines où la terre est rare et chère. L'accès au crédit dépend beaucoup de la définition des droits de propriété. Les changements de propriété peuvent avoir des répercussions importantes sur le prix des terres et donc sur leur utilisation par les populations pauvres. Les principaux types de jouissance d'un droit à un terrain sont repris et expliqués dans cette publication : le régime coutumier, le régime privé, la propriété publique et les concepts religieux et locaux par opposition aux concepts importés. L'auteur conclut qu'il faudrait procéder à une analyse minutieuse des systèmes existants avant d'entamer des reformes majeures ; d'autant plus que les mesures relatives à l'accés à la terre, en tant que concept politique, sont plutôt rigides comparées aux politiques monétaires et fiscales. Il est intéressant de noter que la jouissance complète du droit à un terrain n'est pas une condition essentielle à la sécurisation de l'accès à la terre. Au Botswana et en Indonésie. la création d'un système légal, c'est à dire placé sous la supervision de l'Etat, a été fortement ancrée sur des principes traditionnels. On retrouve à la fin de l'ouvrage une bibliographie annotée et bien élaborée et un glossaire particulièrement utile. Il y a également une typologie des principales formes de jouissance d'un droit à un terrain.

AESTHETICS, FUNCTIONALITY AND DESIRABILITY OF SUSTAINABLE CITY Culot Maurice, 1997. European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions. Wyatville Road, Loughlinstown, Co, Dublin – Irlande ISBN 9282749231.

Cette publication aborde le regain d'attention qui est accordé à la désirabilité de la ville, un aspect aussi essentiel que la perfection écologique et la santé économique pour la survie à long terme de la ville. L'auteur s'intéresse aux formes urbaines de l'architecture fonctionnelle moderne qui prônent le découpage par zones et la séparation des fonctions, par opposition à la tradition européenne en matière de construction marquée par un mélange

homogène d'activités humaines. Le rapport se termine par des recommandations à l'intention des représentants et des officiels, en faisant appel en faveur de ce pluralisme renouvelé. Ce regain d'intérêt provient est le résultat d'un trop long règne du fonctionnalisme qui ne laissait pas de place aux besoins en bâtiments, et pourtant ces bâtiments sont la preuve qu'il y a une alternative à la destruction et à la perte de la ville européenne. En résumé, il y a encore du chemin à parcourir pour réaliser la "ville de rêve".

THE EARTHSCAN READER IN SUSTAINABLE CITIES Satterthwaite David (ed.) 1999. Earthsean Publications -Londres. Stylus Publishing LLC.

Dans une série de 20 articles, Satterthwaite présente une introduction au concept de villes durables. La première partie présente une gamme d'articles déjà publiés et consacrés aux questions essentielles. Par ailleurs, l'ouvrage comporte des discussions sur des concepts qui lient les villes et le développement durable (2ème partie) et les programmes sectoriels qui contribuent à ce développement durable (3ème partie). La partie consacrée aux programmes sectoriels comprend des chapitres sur l'agriculture urbaine et la planification de villes vertes, le recyclage des déchets et la construction et la conception en harmonie avec la nature. La quatrième partie présente des études de cas sur des plans d'action novateurs en milieu urbain (Agenda 21), de l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud, ainsi que des systèmes d'information et des indicateurs de la durabilité de la ville. La dernière partie (5ème partie) place le développement durable de la ville dans un contexte plus large au niveau régional et mondial.

URBAN AGRICULTURE: CAN PLANNERS MAKE A DIFFERENCE Greenhow, Timothy, 1994- CFP Report series 12. International Development Research Centre (IDRC/CRDI) Ottawa.

Greenhow s'intéresse aux observations des urbanistes par rapport à l'agriculture urbaine dans trois pays : Lesotho, Botswana, et Suède. La question essentielle est de savoir dans quelle mesure la planification joue un rôle dans l'extension de l'agriculture en milieu urbain. Greenhow conclut qu'à Gaborone il n'y a ni les besoins de subsistance ni une politique de planification susceptibles d'induire une expansion de l'agriculture urbaine. A. Maseru, les populations se livrent aux activités agricoles par nécessité et parce que les conditions y sont favorables. A Stockholm, la politique d'environnement est telle que l'agriculture urbaine est perçue comme une composante essentielle, dans une nouvelle approche de planification qui tient compte de l'environnement et de la durabilité de la ville. L'exposé se termine par un certain nombre de recommandations à l'intention des urbanistes.

SUSTAINING CITIES - ENVIRONMENTAL PLANNING AND MANAGEMENT IN URBAN DESIGN.

Leitmann, Josef 1999 - Mc Graw Hill.

A l'aube du nouveau millénaire, nous assisterons à une transition historique : pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population mondiale vivra dans les villes. Les villes génèrent actuellement 2/3 des richesses économiques et représenteront 80% de l'accroissement PNB durant cette décennie. La croissance démographique et économique des villes a des corollaires : il faut plus de ressources pour une population plus importante et ayant plus d'activité, et qui produit plus de déchets. Les problèmes écologiques qui résultent de ce phénomène constituent ce que l'on a appelé "Brown Agenda" : zones industrielles sinistrées ; Infrastructures délabrées, pollution, perte de ressources, risques écologiques et problèmes environnementaux au niveau mondial. (Tiré de l'ouvrage de J. Leitman et des commentaires de la rédaction).

PLACING THE FOOD SYSTEM ON THE URBAN AGENDA: THE ROLE OF MUNICIPAL INSTITUTIONS IN FOOD SYSTEMS PLANNING

Pothukuchi Kameshwari & Kaufman Jerome L.1999 Agriculture and human values 16(1) 213-124-Université du Wisconsin.

Cet article pose un regard prospectif sur les relations entre l'urbanisme et le système d'alimentation en milieu urbain en Amérique à la fin du siècle. Le système d'alimentation est moins visible que dans d'autres milieux urbains. Les raisons de cette faible visibilité se trouvent, entre autres, dans le processus historique par lequel les questions et les politiques sont définies comme urbaines, l'extension du traitement, la réfrigération, la technologie de transport, combinée à une énergie abondante et bon marché. Tout cela a masqué la perte des terres arables autour des vieilles villes et la perpétuation de la séparation institutionnelle entre politique urbaine et politique rurale. Malgré sa faible visibilité le système d'alimentation de la ville contribue de manière significative au bien-être et à la santé communautaire ainsi qu'à la vie économique des métropoles. Il est lié à d'autres systèmes urbains comme l'habitat, le transport, l'occupation des terres, le développement économique et les impacts sur l'environnement urbain. Les auteurs se penchent sur les institutions - existantes ou éventuelles – qui pourraient offrir une gestion plus complète du système d'alimentation de la ville, notamment le Service urbain en charges des questions d'alimentation, le Conseil politique et le service municipal d'urbanisme.

ILLEGAL CITIES: LAW AND URBAN CHANGE IN DEVELOPING COUNTRIES. Fernand Edesio & Valery Ann (eds) 1998. Estover, Plymouth: Plymbridge Distributors-ISBN 1 85 469 550 7 (pbk): 14,95 £, 256.pp.

Ce livre donne une importante vue d'ensemble sur le rôle joué par les institutions judiciaires et législatives dans l'occupation des espaces libres en milieu urbain. L'essentiel du document est consacré aux processus qui permettent aux populations pauvres d'avoir accès à la terre et à l'habitat en milieu urbain, et ce en marge de la loi. Les questions abordées sont nombreuses : comment perçoit-on l'illégalité ? Comment définit-on les droits de propriété et le contrôle de l'occupation des terres par les services publics ? Comment arrive t-on à des occupations irrégulières et comment les régulariser ? Comment fonctionne la loi coutumière ? Comment le système de protection du droit à la jouissance d'in terrain fonctionne-t-il en réalité ? De telles questions n'ont été suffisamment traitées dans les études juridiques traditionnelles. Cet important livre constitue donc une œuvre qui porte la loi et les mutations urbaines à l'attention d'un plus vaste public. Il comporte une première partie qui fixe le cadre de la recherche menée sur les questions de droit urbain et donne le résultat des recherches menées jusqu'à présent. Le reste du livre est consacré à douze études de cas sur des grandes villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

OPPORTUNITIES AND CONSTRAINTS FOR URBAN AGRICULTURE IN BANDUNG? INDONESIA.

Hietkamp Fern.1995AURN-communication n°7

Asian Urban Research Network (AURN), Centre for Human Settlement, School of Community and Regional Planning. Université de Colombie Britanique-Vancouver – Canada. 36 pp.

Hietkamp met l'accent sur la concurrence entre l'agriculture urbaine et d'autres activités pour l'occupation de l'espace à Bandung, en Indonésie. Lorsque l'auteur affirme qu'avec le taux de croissance actuel, une grande partie des terres utilisées pour la production de cultures vivrières en milieu urbain disparaîtront dans les 15 ou 20 prochaines années, nous devons avoir à l'esprit que cette affirmation avait été avancée avant que la crise économique ne survienne en Indonésie. L'idée que les autorités de la ville devraient inclure l'agriculture urbaine de façon plus systématique dans l'urbanisme reste cependant valable.

SITES WEB

http://www.cipotato.org/SIUPA

C'est le site officiel de l'Initiative Stratégique sur l'Agriculture Urbaine et Péri-urbaine (SIUPA) qui a été lancée en 1999 par le groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). L'initiative a, depuis un certain nombre d'années, déployé des efforts dans le domaine de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, en synergie avec d'autres structures nationales et internationales. La *SIUPA* est en train de mettre en œuvre des activités de recherche dans le cadre d'un programme dénommé *Urban Harvest*. Le résumé des ateliers régionaux qui se sont tenus à Hanoï et à Nairobi (cf. précédents numéros de UA Magazine) sont disponibles sur ce site.

http://www.planetizen.com/books/

Les professionnelles peuvent y retrouver la liste des principales publications de PLANetizen Books en matière de planification. PLANetizen Books a fait un classement des ouvrages "incontournables" en urbanisme. Vous pouvez consulter la liste des 20 études considérées comme étant les plus importantes et voir si la sélection vous convient.

http:/www.ucl.ac.uk/dpu/pui

C'est le site du projet interface péri-urbain « Panification stratégique de l'environnement et gestion de l'interface péri-urbain » du Collège Universitaire de Londres. Ce projet de recherche vise à identifier les principaux éléments et principes d'une approche stratégique opérationnelle de la gestion et de la planification des aspects environnementaux de l'interface rural /urbain au profit des populations pauvres.

Le site a été conçu dans le but de partager les résultats de recherches et les idées et expériences de chercheurs de différents endroits du monde.

http://userpage.fu.berlin.de/~garten/gartenkonferenzEnglish.html

Vous y trouverez des informations sur une conférence qui s'est tenue à Berlin du 21 au 25 juillet 2000 et intitulée « Conférence sur le jardinage. Perspectives de la micro-agriculture dans les zones rurales et urbaines ». Cette conférence portait sur les justifications écologiques et sociales du jardinage et de l'agriculture informelle. Elle était organisée par le groupe de travail sur la « Micro-agriculture et le jardinage en milieu urbain et rural » en collaboration avec le groupe de travail « Agriculture et Ecologie Sociale » de l'Université Humboldt-Berlin.

http://www.urbanwater.net/

L'Initiative MAWAC sur la gestion de l'eau dans les villes africaines (*Managing Water for African Cities*) a été lancée conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (UNCHS). Il vise à recueillir des informations sur les meilleures pratiques de gestion de l'eau en milieu urbain dans 7 villes pilotes et à créer un lien entre les professionnels intervenant dans la gestion de l'eau et d'autres réseaux, institutions, municipalités, ONG ainsi que le secteur privé.

http://www.metrofarm.com

C'est un site sur l'agriculture urbaine qui met l'accent sur agriculture très intensive aux Etats Unis. Une étude récente a montré une surprise de taille: le territoire agricole le plus productif des Etats-Unis se situe dans le Bronx, et il est suivi par la ville de San Francisco. On peut commander des livres et s'abonner à des émissions de radio.

Le comité d'action contre la faim et pour l'alimentation (Food and Hunger Action Committee) a été créé en décembre 1999 pour étudier la sécurité alimentaire à Toronto et faire des recommandations pour la réduction de la faim, l'amélioration de la santé nutritionnelle des habitants de Toronto et le soutien aux initiatives en matière d'alimentation au profit de l'économie, de l'environnement et de la qualité de la vie à Toronto.

http://www.igenta.com

Igenta est un portail de recherche général qui offre des informations en ligne à plus de 1,4 millions de visiteurs par mois; c'est l'un des 20 principaux sites du Royaume-Uni. Il fournit un service de recherche et d'information en ligne gratuit, et des liens vers beaucoup d'autres institutions. Le site dispose également d'un service de recherches thématiques très fourni (articles ou sites Internet). Il a été mis sur pied en collaboration avec des associations, des éditeurs et un certain nombre de presses universitaires.

http://www.ems.sema.org/castellano/proyectos/solidaria/pp/eng_index.html

Site de ems-sema : on y trouve des informations sur le projet "Etudes, Analyses et Propositions pour le Renforcement de la gestion des programmes de gestion des déchets solides et du système sanitaire dans la métropole de San Salvador." Il y également beaucoup d'informations sur les autres villes d'Amérique latine.

http://www.ecoiq.com/urbangreening

Le site de *Urban Greening* est destiné à tous ceux qui s'intéressent aux options relatives à des environnements "verts et vivants" qui soient viables à la fois sur les plans écologique et économique. La gamme de sources disponible est particulièrement intéressante (médias et sources académiques).

http://wwwibiblio.org/farming-connection/fffconf/

Vous trouverez sur ce site des informations sur le Sommet consacré à "l'Avenir de notre Alimentation et de nos exploitations agricoles" (*The Future of our Food and Farms*) qui se tiendra à Philadelphie (Etats-Unis) du 29 au 30 novembre 2001.Ce sera l'occasion de discuter sur des aspects relatifs au système agricole et alimentaire aux Etats-Unis.

http://www.sapling.org.uk/

Sapling est un portail pluridisciplinaire traitant d'architecture, de planification et de paysage. Il y a plus de 400 liens sur 9 thèmes principaux : Planification, Technologie, Design, Habitat, Héritage, Durabilité, Construction, Transport et Régénération ; en plus d'une bibliothèque en ligne et des volets de recherche sur Internet.

http://www.nottingam.ac.uk/she/planbiblios/

Ce site présente une bibliographie complète, destinée à l'origine aux étudiants de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Nottingham (Royaume-Uni). Les listes couvrent un large éventail de sujets sur la planification mais demeurent incomplètes. La plupart des bibliographies sont régulièrement mises à jour. Les listes insistent particulièrement sur des articles traitant de la planification en Angleterre. Il y a aussi une liste d'organisations travaillant dans la planification ou dans des domaines connexes avec leurs coordonnées et les références de leurs sites Internet.

http://www.urban.freeservers.com/agri.html

Ce site ("*Urban Issues in Developping Countries*") est un portail qui traite de plusieurs thèmes, dont l'agriculture urbaine. Il ne donne pas d'information sur les institutions et les personnes et est encore en phase d'élaboration.

http://www.urban.uiuc.edu/faculty/talen/GISweb/main.html

C'est le site de l'Université de l'Illinois (Etats-Unis). Il donne des informations sur un projet relatif à l'utilisation d'un logiciel de cartographie (système d'information géographique)

| comme outil pour réaliser une quartier. | enquête sur l'e | nvironnement local | auprès des | habitants d'un |
|---|-----------------|--------------------|------------|----------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

NOUVELLES ET RESEAUX

AGENDA

Sécurité alimentaire durable pour tous avant l'an 2020 : des discours à l'action

Centre International de Congrès du Parlement fédéral, Bonn (Allemagne) du 4 au 6 septembre 2001

Cette rencontre sera organisée par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires en collaboration avec le Ministère de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne. Les participants feront un tour d'horizon de la situation actuelle et des progrès réalisés dans le domaine de la sécurité alimentaire durable depuis la première Conférence (Vision) de 1995 avant de voir la projection des scénarios envisagés pour l'an 2020. La rencontre sera axée sur les thèmes émergent qui semblent les plus susceptibles d'avoir un impact sur l'objectif global de sécurité alimentaire pour tous avant l'an 2020. Si vous souhaitez vous inscrire ou avoir de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet : www.ifpri.org/2020conference.

Conférence annuelle de l'Association pour les Etudes de Développement : Des politiques différentes pour des formes de pauvreté différentes

Université de Manchester (Royaume-Uni) du 10 au 12 septembre 2001

Certaines sessions de cette conférence seront consacrées aux thèmes suivants: la pauvreté et de la réduction de la pauvreté; les réformes agraires et foncières; le profil des moyens de subsistance et l'analyse de la pauvreté; et enfin, le développement virtuel et la gestion du développement. Certains de ces concepts pourraient être utiles dans le débat sur l'agriculture urbaine et péri-urbaine. Pour plus de détails, veuillez contacter par e-mail la Secrétaire de la Conférence, Debra Whitehead à l'adresse suivante : dsa2001@man.ac.uk ou consulter le site Internet : http://www.bham.ac.uk/DSA/events.htm.

Développement Economique Local

Atelier sur les Politiques pour l'Afrique de l'Est et du sud

Harare (Zimbabwe) du 10 au 14 septembre 2001

Cet atelier, qui est organisé par le Programme de Développement Municipal, ente dans le cadre d'un programme conjoint avec l'Institut d'Etudes Sociales des Pays-Bas en partenariat avec l'Université du Zimbabwe. L'atelier vise à rassembler tous les acteurs stratégiques afin de leur permettre de partager leurs expériences et leurs options pour un développement économique durable au niveau local. Le rôle de l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans le développement économique local sera abordé dans le module. Pour plus de détails, veuillez contacter le Directeur, George Matovu, par e-mail : gmatovu@mdpesa.co.zw.

Rencontre internationale sur l'utilisation des eaux de pluie à Mannheim (Allemagne)

10^{ème} Conférence Internationale sur les Systèmes de Collecte des Eaux de Pluie et Foire Internationales sur les Eaux de Pluie

Du 10 au 14 septembre 2001

La collecte des eaux de pluie dans un contexte de gestion intégrée des ressources en eau est une étape importante dans le processus de pérennisation de la ressource. Les participants réfléchiront sur l'idée de plus en plus partagée que la collecte des eaux de pluie offre des perspectives très intéressantes dans la résolution des problèmes d'accès à l'eau, pour un usage domestique ou agricole, dans les zones humides ou semi-arides ainsi que d'autres problèmes liés à l'eau dans les zones urbaines. La rencontre offrira une plate-forme globale et un forum d'échange de technologies et de concepts entre les pays et les continents.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet : http://www.rainwaterconference.org/english/programme.htm

Sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles en Asie du sud-est : défis pour le 21^{ème} siècle

Thaïlande, du 8 au 11 janvier 2002

Ce symposium international sera consacré à des discussions sur les éventuelles approches et innovations susceptibles de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'augmentation de la production alimentaire dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles dans les pays d'Asie du sud-est.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet :

http://www.uni-hohenheim.de/symposium2002.

Conférence Internationale : « Un monde : la recherche pour une meilleure qualité de vie »

Bonn (Allemagne) du 9 au 11 octobre 2001

Le Deutsche Tropentag 2001 (DTT2001) se tiendra sous forme d'une conférence de deux jours sur l'agriculture et la sylviculture dans les pays tropicaux et sub-tropicaux. Cette conférence est organisée conjointement par les universités de Bonn, Berlin, Göttingen, Hohenheim et Kassel-Witzenhausen et le Conseil pour la Recherche en Agriculture Tropicale et sub-tropicale (ATSAF e.V.), en collaboration avec le BEAF/GTZ (coopération allemande). L'un des symposiums de cette conférence sera normalement consacré aux systèmes de production urbains et péri-urbains.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet : http://uni-bonn.de/akci/dtt 1.htm

Le recyclage dans les zones urbaines et les zones rurales : l'option biologique

Royal Veterinary and Agricultural University, Copenhague (Danemark), du 19 au 21 août 2001

Ce séminaire est organisé par le Groupe de Travail sur l'Agriculture Biologique du Consortium Universitaire Danois sur l'utilisation durable de la terre et la gestion des ressources naturelles. Le rencontre durera deux jours et sera précédée d'une excursion d'une journée dans une ferme biologique et dans un village écologique. Elle sera consacrée au développement écologique des sociétés post industrielles en mettant l'accent sur des thèmes comme les conséquences de l'intégration locale de la production alimentaire – y compris l'agriculture urbaine –, le recyclage, les villages écologiques et l'autosuffisance locale, la collaboration au niveau local entre consommateurs, transformateurs, distributeurs et producteurs et les besoins en matière de recherche. Vous pouvez obtenir de plus amples informations en envoyant un e-mail à l'adresse suivante : jma@kvl.dk ou en appelant au (45) 3528 3491.

Congrès mondial de l'IFOAM : les communautés d'agriculteurs

Victoria, Colombie britannique (Canada) du 21 au 28 août 2002

L'édition 2002 du Congrès des acteurs de l'agriculture biologique, dont le thème est « Les communautés d'agriculteurs », rassemblera les représentants du mouvement bio à travers le monde et sera ouverte à toutes les personnes intéressées par l'agriculture biologique et le développement durable. Plusieurs événements se dérouleront conjointement : le 14^{ème} congrès des acteurs de l'agriculture biologique, la 4^{ème} foire de l'agriculture biologique, le 7^{ème} congrès sur la viticulture et le vin et l'assemblée générale de l'IFOAM.

Pour plus d'informations sur les producteurs biologiques du Canada vous pouvez consulter le site Internet : www.cog.ca.

Pour plus d'informations sur l'IFOAM : www.ifoam.org.

Session régionale de formation en agriculture urbaine

Quito (Equateur), novembre 2001

L'élaboration et l'organisation de la première session de formation sur l'agriculture urbaine sont conjointement assurés par le programme « Les villes nourrissent les populations » du Centre Canadien de Recherche pour le Développement International (CRDI), Programme de Gestion Urbaine pour l'Amérique latine et les Caraïbes / UNHCS et son institut technique

l'IPES. ETC-RUAF, NRI-Royaume-Uni et la FAO apporteront également un appui spécifique au projet. Cette session permettra à vingt (20) employés municipaux, chercheurs, employés d'ONG et représentants d'organisations de producteurs et de distributeurs de discuter et d'évaluer des propositions de recherche-action et d'interventions concrètes en agriculture urbaine. Ils pourront ainsi peser sur la politique d'urbanisme de gestion dans leur ville. Pour plus d'informations, veuillez contacter Marielle Dubbeling du Programme de Gestion Urbaine pour l'Amérique latine et les Caraïbes (UMP-LAC/IPES) par e-mail : marid@pqu.ecuanex.net.ec.

Gestion de la biodiversité dans les écosystèmes agricoles

Montréal (Canada) du 8 au 10 novembre 2001

Cette réunion est organisée par l'Université des Nations Unies en collaboration avec l'Institut International des Ressources Génétiques des Plantes et le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet : http://www.biodiv.org/areas/agro/default.asp.

COMPTES-RENDUS

L'agriculture urbaine dans le cadre d'une stratégie nouvelle pour des villes durables University of North London (Royaume-Uni), 29 juin 2001

Cette Conférence sur l'Agriculture urbaine s'est tenue à l'Unité d'Architecture à Faible Utilisation d'Energie de l'université de *North London*, dans le cadre de la Semaine de l'Agriculture, organisée par *Arts Council*. Elle s'est tenue sous forme d'une série de présentations et d'ateliers. Les intervenants ont évoqué les avantages urbains, architecturaux, écologiques, économiques et sociaux de l'agriculture urbaine. Les principaux thèmes étaient les suivants :

- « Stratégies possibles pour intégration de l'agriculture urbaine dans les propositions de régénération urbaine. »
- « Jonction avec les recherches existantes pour promouvoir ou tester la viabilité de l'agriculture urbaine. »
- « La viabilité financière de l'agriculture urbaine en tant que moyen de production alimentaire au niveau local. »

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires auprès de Andre Viljoen, Directeur adjoint de l'Unité de Recherche en Architecture à Faible Utilisation d'Energie : E-mail : a.viljoen@unl.ac.uk ou sur le site Internet : www.studioBandV.co.uk.

L'Initiative du Zimbabwe, Forum des acteurs de l'agriculture urbaine *MDP. Harare. 18 juin 2001*

Les participants à cette rencontre ont procédé à un inventaire des réalisations de l'agriculture urbaine au Zimbabwe. Ils ont également demandé au MDP de faciliter le processus de discussion sur ce sujet qui devrait aboutir à l'élaboration d'un document sur la politique d'agriculture urbaine.

Evaluation au niveau national des besoins en formation et communication dans les pays d'Afrique du Sud-est.

Dans le cadre du programme du RUAF, le MDP a été le facilitateur des Ateliers Consultatifs Nationaux qui se sont tenus en juin 2001. Ces ateliers étaient consacrés à la situation de l'agriculture urbaine au Zimbabwe, en Zambie, au Botswana, au Malawi et en Tanzanie et aux besoins en Information, Formation et Communication. Les rapports des ateliers de la Tanzanie et le Botswana sont disponibles en pages 24 et 27. Les rapports sur les autres pays seront publiés dans les prochains numéros de UA-Magazine et sur le site Internet du RUAF: www.ruaf.org.

Consultation sous régionale sur "L'Horticulture en milieu urbain et péri-urbain dans les pays Sud Africains"

Université Stellenbosch, Le Cap (Afrique du Sud), 16-17 janvier 2001

L'Université de Stellenbosch a abrité cette rencontre qui se tenait sous l'égide de la FAO. Elle était consacrée à l'utilisation, par les agriculteurs, de techniques simples et peu coûteuses pour la diversification des cultures dans les zones urbaines et péri-urbaines. Le rapport complet de cette rencontre est disponible sur les sites Internet du RUAF (www.ruaf.org) et de la FAO (www.fao.org) ou auprès de Liz Hobson (E-mail: LHOB@akad.sun.ac.za).

Comité des Organisations Non Gouvernementales du CGIAR

Durban (Afrique du Sud), juin 2001

L'atelier était consacré à la recherche de voies et moyens permettant aux ONG et aux regroupements de petits exploitants agricoles d'exercer leur influence sur la recherche agricole. Cette influence doit s'exercer non seulement au niveau des centres du CGIAR, mais aussi sur les autres structures de recherche. L'agriculture urbaine est un des domaines où les ONG sont impliquées dans les processus de recherche et de développement. La réunion à mi-parcours du CGIAR était consacrée à la restructuration du système CGIAR. Si vous souhaitez obtenir des informations supplémentaires sur l'établissement des priorités en matière de recherche dans les Etats sud Africains, tant en ce qui concerne le CGIAR que les autres structures de recherche nationales, sous régionales et régionales, vous pouvez contacter le PELUM (Mutizwa Mukute) qui est actuellement le point focal de l'action du CGIAR et du Forum Mondial pour la Recherche Agricole (GFAR). E-mail: pelum@ecoweb.co.uw.

Atelier international sur l'Occupation Informelle et Illégale des Terres dans les villes en développement.

Louvain et Bruxelles (Belgique), 23-26 juin 2001

La rencontre annuelle du réseau N-AERUS¹ était consacrée, cette année, à ce thème. Les communications avaient trait à la gouvernance urbaine et à l'agriculture urbaine. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site Internet du réseau : http://www.naerus.org.

HABITAT ISTANBUL + 5

New York (Etats-Unis), 6 juin 2001

La session spéciale des Nations Unies (*Istanbul* + 5) s'est tenue les 6 et 8 juin 2001 afin de procéder à une évaluation de la situation 5 ans après le démarrage du programme Habitat II. Cette rencontre était organisée par le **Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains**². Les informations sont disponibles sur le site Internet de l'ONU (http://www.un.org/ga/istanbul+5). Plusieurs rencontres se sont également tenues en marge de la conférence, notamment celle consacrée au thème "l'Alimentation des villes: l'insécurité alimentaire et la gestion urbaine" qui était organisée par le **Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains**, le CRDI et la FAO. Cette rencontre visait à sensibiliser les participants sur le problème de la croissance urbaine et son impact sur la sécurité alimentaire en milieu urbain. Il y a eu des communications sur la distribution alimentaire, le rôle de l'agriculture urbaine ainsi que des exposés de l'UMP sur des cas précis en Amérique Latine. La discussion a été facilitée par des supports vidéos. Les informations sont disponibles auprès des différentes organisations impliquées ou via Internet à l'adresse suivante: http://www.unchs.org/istanbul+5/pel2.htm.

L'Interface Agriculture – Urbanisation dans les régions côtières du Liban et en Afrique du Nord et du Centre-est.

_

¹ Network Association of European Researchers on Urbanisation in the South

² UN Centre for Human Settlements

Centre Culturel Français de Beyrouth (Liban), 13-16 juin 2001

L'évaluation des besoins en information et formation dans le cadre du RUAF a eu lieu conjointement avec un atelier consacré aux résultats d'un Programme de recherche sur le Liban qui a duré 4 ans (Cf. UA Magazine n° 3).

Le programme était conçu comme une fondation d'échanges régionaux pour tout le bassin sud et ouest-méditerranéen. Le programme pour la région côtière du Liban et l'évaluation des besoins au niveau régional sont coordonnés par Joe Nasr, vice-président du Réseau pour l'Agriculture Urbaine (TUAN) et chercheur au CERMOC. Le CERMOC est également le principal hôte du programme, et le volet concernant le Liban est inclus dans les activités de son Observatoire de Recherche sur Beyrouth et la Reconstruction. Pour plus d'informations, veuillez contacter Joe Nasr : joenasr@compuserve.com.

NOS PARTENAIRES

Réunion sur l'Insécurité et la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain

Le bureau régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est et du Sud, basé à Hararé (Zimbabwe), organise des rencontres périodiques sur ce thème et rassemble des membres d'institutions internationales de développement et des décideurs locaux. Pour plus de détails sur ces initiatives, veuillez prendre contact avec Farayi Zimudzi ou Karori Izumi du bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Sud-est. E-mail; karori.Izumi@fao.org.

Formulation d'outils consultatifs sur les politiques en matière d'agriculture urbaine à l'intention des collectivités locales en Amérique Latine et dans les Caraïbes

Dans le cadre de ses activités finales, le programme "Cities Feeding People" va travailler en collaboration avec le Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes du Programme de Gestion Urbaine (UMP-LAC/UNCHS-HABITAT/UNDP) et l'IPES pour produire un ensemble de directives (Directrises o lineamientos de Politica) à l'intention des collectivités locales de la région. Ces documents contiendront des argumentations pour l'amélioration des politiques municipales en matière d'agriculture urbaine, des exemples de bonnes pratiques municipales, des directives de planification et de gestion et d'autres informations utiles. Ces directives visent d'une part à sensibiliser, mobiliser et renforcer les capacités et, d'autre part, donner aux municipalités les moyens de mettre en œuvre des programmes et des politiques en matière d'agriculture urbaine. Elles étudieront et définiront des approches stratégiques pour la dissémination des connaissances et un programme de changement. Les directives détaillées seront validées par le groupe cible composé notamment du Groupe de Travail sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire en Amérique Latine (LAC City Working Group on Urban Agriculture and food Security), de la section d'Amérique Latine de l'union Internationale des autorités locales (IULA-LAC), de la Fédération des Municipalités d'Amérique Latine (FEMI-CA) et de l'Association Caraïbéenne des Collectivités Locales (CALGA). Ces directives seront diffusées par l'envoi de 20.000 copies en anglais et en espagnol aux équipes municipales de la région.

Pour plus d'information veuillez contacter Marielle Dubbeling, Conseillère en Agriculture Urbaine au Programme de Gestion Urbaine pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (UMP-LAC/IPES). E-mail: marid@pgu.ecuanex.net.ec.

Un nouveau Secrétaire exécutif pour le Réseau Latino-américain de Recherche en Agriculture Urbaine (RED AGUILA)

Le réseau des instituts et organismes travaillant dans le domaine de l'agriculture urbaine, AGUILA, est de nouveau au complet. Le réseau était géré depuis janvier 2001 par l'Institut pour la Promotion de l'Economie Sociale (IPES) basé à Lima (Pérou). Son nouveau Secrétaire exécutif Mario González Novo a pris service récemment à Lima. Il rejoint Gunther Merzthal et Maritza León au Secrétariat de AGUILA. Pour plus d'information, contacter le réseau. E-mail: aguila@ipes.org.pe.

AGROPOLIS

Agropolis est le programme d'attribution de prix de recherche et de formation placé sous la coordination et la direction du CRDI, au nom du Groupe de soutien à l'Agriculture urbaine. Agropolis soutient les travaux de recherche novateurs en matière d'agriculture urbaine dans des cycles de Maîtrise ou de Doctorat. Chaque prix concerne les frais de recherche pour la période de recherche (entre 3 et 12 mois) à hauteur de 20.000 \$ canadiens.

La date limite de dépôt de candidature pour la session 2002 est fixée au 31 décembre 2001.

Le site Internet de Agropolis est désormais disponible en 3 langues:

http://www.idrc.ca/cfp/agrhome.html (anglais)

http://www.idrc.ca/cfp/fagrhome.html (français)

http://www.idrc.ca/cfp/sagrhome.html (espagnol)

Thèmes de recherche

Prix internationaux pour la recherche en agriculture urbaine. Les lauréats du Prix AGROPOLIS 2001 sont:

- M. CHUO Adamu Nsangu du Cameroun pour "Urban Agriculture and Physical Planning: A case study of Zaria Urban Aria, Nigeria".
- M. DANSO, George Kwasi du Ghana pour "Perception and willingness to pay for composted municipal waste and night soil by farmers of different urban and periurban farming systems in three Ghanaian cities (Kumasi/Tamale/Accra)".
- Mme HOVORKA Alice du Canada pour "Exploring the Effects of Gender on Commercial Urban Agriculture Systems in Gaborone, Botswana".
- Mme ABULO Grace de l'Ouganda pour "The Assessment of Heavy Metal Pollution To Crops Grown Around Kampala City Kampala, Uganda".
- M. NGUYEN Quang Linh du Vietnam pour "The Use of Local Feed Resources to Strengthen Animal Smallholdings and Poverty Alleviation in Urban Hue, Central Vietnam".
- Mme SCHAMI Danielle J. du Canada pour "Planning for Sustainable Urban Food Systems: From Toronto to Guadalajara".

Ce site sur l'eau et la santé environnementale est administré par l'Institut d'Hygiène et de Médecine Tropicale de Londres et le Centre de l'Eau, de l'Ingénierie et du Développement de l'Université de Loughborough. Il bénéficie également d'un soutien d'un réseau d'instituts. WELL est un centre de documentation qui promeut la santé de l'environnement et le bienêtre des populations dans les pays en développement et les pays en transition.

MAGAZINE DE L'AGRICULTURE URBAINE

(En Anglais : Urban Agriculture Magazine)

Intégration de l'Agriculture Urbaine dans l'Urbanisme N° 4, juillet 2001

Le Magazine de l'Agriculture Urbaine est publié par le Centre d'Information sur l'Agriculture Urbaine et la Foresterie (RUAF), un programme placé sous la coordination de ETC (Pays Bas) et financé par le DGIS (Pays Bas) et le CRDI (Canada).

Le Magazine de l'Agriculture Urbaine paraît 3 fois par an et est également disponible sur Internet (www.ruaf.org).

Le Magazine est publié en Français et en Anglais et distribué en différentes éditions par le biais de réseaux régionaux.

Comité de rédaction :

- Marielle Dubbeling, Programme de Gestion Urbaine Amérique Latine et Caraïbes, Equateur.
- Ndéye Fatou Guéye, Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU), Sénégal.
- Dagmar Kunze, Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique, Ghana.
- Luc Mougeot, CRDI, Canada.
- Shingirayi Mushamba, Management Development Programme, Afrique de l'Est et du Sud, Zimbabwe.
- Gordon Prain, CIP Initiative Durable pour l'Agruiculture Urbaine et Périurbaine (SIUPA), Pérou.
- Frits Penning de Vries, IBSRAM, Bangkok.
- Jac Smit, TUAN, Washington.
- Henk de Zeeuw, ETC, Centre d'Information sur l'Agriculture Urbaine et la Foresterie (RUAF), Pays Bas.

Rédacteurs n° 4 :

Ce numéro a été préparé par René van Veenhuizen (Rédacteur principal) en collaboration avec Beacon Mbiba (Rédacteur invité). Les articles ont été reçus par Axel Drescher.

Conception et mise en page :

Jan Hiensch, Leusden

Abonnement

iagu@iagu.org

Adresse

P.O. Box 64, 3830 AB Leusden

Pays Bas

Tél.: + 31 33 4326000 Fax: + 31 33 4940791 e-mail: ruaf@etcnl.nl Site Internet: www.ruaf.org